C'EST LE DÉPART !

Bonjour à toutes et tous !

Après plusieurs mois de préparation, c'est enfin le départ. Nous sommes parti.e.s mercredi 12 avril pour notre **première destination : Florence.**





Au programme, **20 villes réparties dans 9 pays** : Italie, Belgique, Allemagne, Danemark, Suède, Croatie, Serbie, Hongrie et Espagne !

Objectif : Rencontrer des acteur.rice.s qui expérimentent des formes de **démocratie plus radicales et inclusives dans un but de réappropriation des pouvoirs et des ressources par les citoyen.ne.s.**

Notre nom : CC-CoRDE, "Climate Change, Commons and Radical Democracy in Europe"

Le projet repose sur un triple constat :

URGENCE ÉCOLOGIQUE

Si l'Accord de Paris (2015) vise à contenir le réchauffement climatique "bien en dessous de 2°C" voire à 1,5°C en 2100 par rapport à l'ère préindustrielle, les engagements actuels des Etats nous conduisent au mieux à un réchauffement de + 2,8°C en 2100. Mais en réalité, les politiques mises en place nous conduisent vers un monde à +3,2°C en 2100.

CRISE SOCIALE

Depuis 30 ans, les inégalités ne cessent de se creuser à l'échelle mondiale. En 2021, les 10% des personnes les plus aisées détenaient plus de 75% des richesses (2nd rapport du World Inequality Lab, 2021). La participation aux élections est en chute libre et l'extrême droite se renforce dans tous les pays d'Europe.

DÉNI DÉMOCRATIQUE

En témoigne le passage en force du gouvernement français de la réforme des retraites, alors même qu'elle suscite la plus grande mobilisation sociale depuis 28 ans. On peut aussi penser aux projets de méga-bassines, conçues pour l'irrigation de cultures agricoles conventionnelles, qui sont un non-sens écologique total et qui ne font l'objet d'aucun débat démocratique.

La question écologique est systémique. Y répondre nécessite un bouleversement radical de nos pratiques. Il est urgent d'impulser une transformation sociale, féministe et économique de nos sociétés. Il est devenu vital de dépasser le paradigme productiviste sur lequel repose notre économie. Dans ce contexte, la décroissance devient inévitable. Mais pour éviter de tomber dans une “dictature verte”, les transformations doivent être décidées collectivement. Pour cela, il nous semble essentiel de repolitiser les communs et de se réapproprier notre pouvoir d’agir.

Pour décroître, il faut avant tout “décroire” (Serge Latouche). Aujourd’hui, de nombreuses alternatives permettant de sortir des visions binaires simplistes “Etat vs citoyens”, “capitalisme vs communisme” existent déjà et donnent à voir d’autres façons de s’organiser en distribuant les pouvoirs et les richesses pour faire de la politique à taille humaine.

L'enjeu de notre projet est donc de partager ces initiatives, d’en comprendre les forces et les limites, de découvrir de nouveaux concepts et d’en constater les résultats concrets.

Quels espaces démocratiques permettent de construire une société de la post-croissance ?

Expérimentations ponctuelles ou **processus institutionnalisés,** initiés par les citoyen.ne.s ou par les institutions publiques, adressant des **questions systémiques ou ciblées**, ces espaces démocratiques sont multiples.

Ils sont **protéiformes** et rendent compte de différentes modalités d’a**rticulation entre les institutions publiques et les contre-pouvoirs citoyens** selon les territoires.

Pour mieux appréhender la **diversité** de ces espaces démocratiques, leurs **limites**, leurs **impacts réels** et leur **complémentarité** potentielle, nous avons souhaité aller à la rencontre de différent.e.s acteur.rice.s qui les expérimentent.

Un outil démocratique, qu’il nous a paru intéressant d’étudier pour commencer, est celui des **assemblées citoyennes mises en place par les institutions publiques**. Sur la thématique du climat, le réseau européen d’étude des assemblées citoyennes climat (KNOCA) en référence plus d’une centaine à l’échelle nationale et locale. Certaines sont actuellement en cours, comme à Berlin et à Bologne, où l’association italienne Prossima Democrazia accompagne sa mise en œuvre suite à une mobilisation d’Extinction Rébellion. Une convention permanente sur le climat à l’échelle de la région “Bruxelles-Capitale” a également débuté en 2023 et des commissions mixtes délibératives rassemblant député.e.s et citoyen.ne.s sont déployées au parlement francophone Bruxellois depuis 2020.

Pour réussir à opérer des **changements structurels** et **influencer l’action publique**, des citoyen.ne.s tentent aussi de s’emparer d’**outils juridiques**. À Hambourg par exemple, nous allons rencontrer les citoyen.ne.s à l’origine d’un référendum communal pour la remunicipalisation du réseau électrique. En 2011, en Italie, un référendum national sur l’eau a permis d’empêcher sa privatisation et a initié d’autres avancées juridiques sur la **gestion des communs**. Des règlements et pactes de collaboration entre l’administration et les citoyen.ne.s existent désormais dans plusieurs villes italiennes.

Qu’il s’agisse de ressources immatérielles ou matérielles comme le foncier, l’agriculture, l'énergie, l’eau ou encore le mode de gouvernance et les “co-activités”, les **communs** potentiels sont nombreux. Leur **réappropriation** apparaît essentielle pour **s’émanciper des logiques de marché et retrouver de l’autonomie et du pouvoir d’agir**. Les coopératives de production d’énergie en Allemagne ou encore la lutte du collectif de travailleur.euse.s ex-GKN près de Florence en sont deux exemples. Ces dernier.ère.s tentent

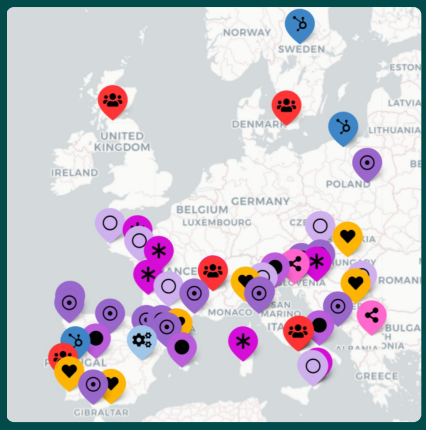
notamment de transformer leur ancienne entreprise automobile en une coopérative avec un projet de réindustrialisation plus écologique.



Considérant la **prise du pouvoir au niveau local** comme un enjeu stratégique majeur, le mouvement **municipaliste** est un autre objet d'étude de ce voyage. Selon le mouvement municipaliste européen (EMN) , le municipalisme *"représente une manière prometteuse de construire le pouvoir politique à partir de zéro en remettant en cause la gestion des institutions et en expérimentant des formes radicales de démocratisation et de féminisation du fonctionnement de la politique institutionnelle"*. Depuis les élections municipales espagnoles de 2015, le mouvement s'est renforcé et diffusé à l'échelle européenne, aboutissant à des prises de pouvoir dans plusieurs villes comme à Poitiers ou Zagreb dernièrement. Le municipalisme ne s'arrête cependant pas au calendrier électoral : *"Ce mouvement est en effet à la fois social et politique. Il repose précisément sur cette capacité d'intermédiation, à relier ces deux mondes, à puiser dans la société les forces constitutives d'une communauté politique capable d'opérer une tension constructive sur l'institution publique, avec ou sans représentants à l'intérieur"* Elisabeth Dau. Ainsi, nous allons aller à la rencontre d'organisations municipalistes au pouvoir et de d'autres qui se **constituent en contre-pouvoir** comme dans les villes de Belgrade, Berlin ou encore Malmö.

Avec un **fort ancrage local**, les initiatives municipalistes se veulent ouvertes sur le monde, connectées entre elles dans une forte logique de **solidarité**, de **partage** et d'**internationalisme.**

Nous approfondirons cette dimension du **passage à l'échelle** lors de notre passage à Bruxelles où nous rencontrerons celleux qui œuvrent pour une démocratie plus radicale et pour la réappropriation des communs par les citoyen.ne.s au **niveau européen**. Les liens entre échelles locales et globales semblent primordiaux pour accélérer la transformation nécessaire de nos sociétés. Nous allons par exemple échanger avec les associations REScoop et Energy Cities qui ont milité pour que le statut de "communauté énergétique" soit inscrit dans le droit européen.



Carte des initiatives municipalistes

Nous allons aussi discuter avec des membres de la coalition "Citizens Take Over Europe" qui militent notamment pour la mise en place d'une **assemblée citoyenne européenne permanente.**

Qu'allons-nous faire ensuite de toutes ces rencontres ?

En allant interroger des militant.e.s, des membres d'associations, des

chercheur.euse.s, des élu.e.s et membres de l'administration, **l'enjeu de notre projet est de contribuer au partage de ces initiatives, d'en comprendre les forces et les limites, de s'approprier de nouveaux concepts et d'en constater les résultats concrets**.

Vous pourrez retrouver **nos enquêtes** sous forme **d'entretiens, d'articles ou de notes** sur le site de CliMates mais aussi sur les sites et réseaux de nos **partenaires** qui nous ont accompagné.e.s tant dans nos réflexions que dans la préparation de notre voyage : le Green European Journal, La Fabrique Ecologique, le European Municipalist Network, la Fondation Danielle Mitterrand ou encore Remix the Commons et Fréquence Commune.

Merci à toutes celles et ceux qui nous ont aidé.e.s de quelque manière que ce soit,

A très bientôt pour notre prochaine newsletter !

Pour suivre nos aventures sur les réseaux :

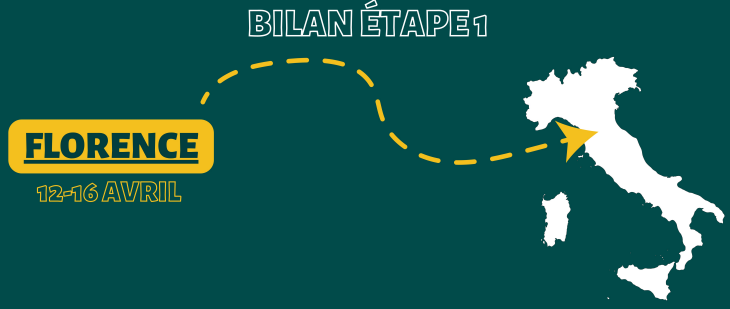
Pour tout retour ou partage d'initiatives, n'hésitez pas à nous envoyer un mail à : legras.lea@gmail.com, cleafache@yahoo.fr, hug.chirol@gmail.com

Vous pouvez partager le lien d'inscription à notre newsletter autour de vous :
Newsletter version française
Newsletter version anglaise

This email was sent to {{contact.EMAIL}}

Se désinscrire

Envoyé par sendinblue



Bonjour tout le monde !

En ce 1er mai, jour de mobilisation, voici des nouvelles de notre passage à Florence. On vous raconte l'histoire de deux initiatives : **Mondeggi Bene Comune et l'usine Ex-GKN**.

La lutte de Mondeggi Bene Comune pour être reconnue comme un bien commun

Ancrée sur le territoire de la province de Florence, la communauté Mondeggi Bene Commune expérimente depuis une dizaine d'années une autre façon de produire et de vivre ensemble en mettant le vivant, la solidarité, l'autodétermination et la démocratie radicale au centre de son projet.

Comment est née Mondeggi Bene Comune ?



Image : Blog de Mondeggi Bene Comune

Les premières réflexions autour de la récupération des terres de Mondeggi ont

émergé en 2013 au sein du réseau italien Terra Bene Comune, lié au mouvement paysan Genuino Clandestino, dans un contexte de privatisation des biens publics.

Situé dans la ville de Bagno di Rapoli, à 12 km au sud-est de Florence, Mondeggi est un domaine agricole public de 200 hectares, laissé à l'abandon depuis 2008. En 2014, la province de Florence et la commune de Bagno di Ripoli ont réaffirmé leur volonté de privatiser les terres. L'argument principal justifiant cette vente était le remboursement de la dette de près d'un million d'euros accumulée lors de la faillite de l'entreprise agricole publique 6 ans plus tôt.

En relançant des activités agricoles respectueuses du vivant et en occupant les lieux, une cinquantaine de citoyen.ne.s s'est opposée à cette privatisation et a revendiqué un accès à la terre pour tous et toutes.

Mondeggi Bene Comune s'est constituée pour défendre la réappropriation de terres agricoles publiques pour un usage collectif et citoyen en auto-gestion. Elle rassemble aujourd'hui près de 300 personnes autour d'évènements culturels et d'activités agricoles comme le maraîchage, la viticulture, l'oléiculture, la boulangerie, la brasserie. Mondeggi participe à plusieurs marchés sur le territoire ainsi qu'à des cantines populaires comme celle de l'Ex-GKN (l'ancienne usine occupée de Campi Bisenzio) en soutien aux ouvrier.ère.s mobilisé.e.s (cf plus bas).

Bien que le dialogue avec la mairie ait été très conflictuel, la communauté a pu rester sur le site. Elle n'a cependant jamais été légalisée. Certains membres rejettent toute collaboration avec les institutions publiques et refusent de se constituer en association comme le demande la mairie. Toutefois, la légitimité gagnée auprès de la population et des acteur.rice.s du territoire a permis le maintien d'un rapport de force avec la mairie, préservant la communauté de l'expulsion.

2023 : une année charnière

Dans un contexte de relance économique post-covid, l'Union Européenne finance des plans nationaux de relance et de résilience (PNRR) s'articulant autour de trois grandes priorités : l'écologie, la compétitivité et la cohésion sociale et territoriale.

La commune de Florence, propriétaire des lieux, pourrait ainsi bénéficier de 52 millions d'euros afin de réaliser des travaux, à condition de respecter certains critères écologiques et sociaux. Le chantier permettrait la réhabilitation des bâtiments et une meilleure gestion de l'eau, la région Toscane étant très sujette aux sécheresses. Un dilemme se présente alors à la communauté : passer un accord avec la métropole de Florence ou prendre le risque d'être expulsée.

Après plusieurs mois de discussions, la communauté de Mondeggi a finalement fait le choix de se constituer en association et d'accepter une co-construction du projet avec la mairie. Cette décision, prise collectivement, a provoqué le départ d'une dizaine d'habitant.e.s, opposée à toute forme de collaboration avec les institutions publiques.

Vers la reconnaissance de Mondeggi Bene Comune comme un bien commun par la ville ?

Lors de notre passage, nous avons pu assister à une assemblée, première étape d'un long processus de restructuration de l'organisation interne et de la gouvernance de la communauté. Ces modalités sont nécessaires pour la rédaction d'un contrat avec la métropole, prévue pour fin mai.

Tout l'enjeu pour la communauté est d'être réellement impliquée dans l'élaboration des travaux, qui devraient débuter en novembre 2023, et de pouvoir maintenir ses activités pendant les 3 années de chantier.

Avec ce contrat, la communauté de Mondeggi Bene Comune espère être enfin

reconnue juridiquement comme un bien commun.



Pour aller plus loin :

La ferme de Mondeggi : une initiative d'agriculture périurbaine comme bien commun – AgriUrbain.

La ferme de Mondeggi : une expérience de démocratie communautaire à (...) - Métropolitiques.

En Italie, la Zad de Mondeggi cultive le bien commun.

Les ouvrier.ère.s de l'usine GKN : De la lutte locale à la mobilisation nationale, un exemple de convergence des luttes

Située en périphérie de Florence à Campi Bisenzio, l'usine Ex-GKN est occupée par les ouvrier.ère.s depuis bientôt deux ans. Initiée en réaction à un licenciement massif et illégal de l'ensemble des salarié.e.s au lendemain de la crise du Covid, cette mobilisation fait figure d'exemple en termes de convergence des luttes et de passage à l'échelle d'une initiative implantée localement.



Le “Collettivo di Fabbrica della GKN” – © Andrea Sawyerr

L'usine GKN : nouvelle victime de la désindustrialisation

En 1994, la multinationale britannique GKN rachète l'usine Fiat, et se spécialise dans la production d'arbres d'essieux pour différentes marques automobiles comme Stellantis, Fiat ou encore Ferrari. En 2018, le groupe GKN Automotive est acquis par le fonds d'investissement britannique Melrose qui envisage de se séparer d'une partie des actif.ve.s de l'entreprise.

Lorsque nous nous rendons sur place, l'ancienne usine est occupée par les ouvrier.ère.s depuis 1 an et demi, alors qu'iels ne sont plus payé.e.s depuis 7 mois. Leur licenciement , le 9 juillet 2021, n'est pas un cas isolé, il advient dans

un contexte de délocalisation et d'automatisation croissante des moyens de production. En effet, comme partout en Europe de l'Ouest, l'Italie connaît une désindustrialisation continue depuis les années 1970.

Une mobilisation qui fait converger les luttes et dépasse l'échelle de l'usine



© Margherita Capprili

Le 9 juillet 2021, les 500 ouvrier.ère.s reçoivent un mail annonçant leur licenciement immédiat et la fermeture sans raison économique particulière. Seulement une heure après l'annonce, les ouvrier.ère.s commencent à occuper l'usine et forment une assemblée permanente pour s'organiser.

Iels sont rapidement rejoint.e.s par d'autres acteur.rice.s locaux.les et nationaux.les comme le syndicat Fiom-CGIL (équivalent de la CGT en France), Fridays for Future, et des mouvements étudiant.e.s tels que "Studenti di sinistra" ("étudiant.e.s de gauche") à Florence. Un groupe de solidarité "Insorgiamo con i lavoratori GKN" (Insurgeons nous avec les travailleur.se.s de GKN) est créé pour soutenir et visibiliser la lutte. Plusieurs autres actions sont ensuite mises en place : grève, conférences, concerts et manifestations. La plus importante manifestation a mobilisé 40 000 personnes dans les rues de Florence le 18 septembre 2021, ce qui en fait une des plus suivies dans la capitale toscane depuis le Forum social de 2002 succédant au G8 à Gênes.

Dans un premier temps, la lutte des ouvrier.ère.s et sympathisant.e.s visait à dénoncer l'illégitimité et le caractère antisyndical du licenciement qui ne respecte pas le processus d'information et de consultation. Un recours, déposé auprès du Tribunal du travail de Florence, a d'ailleurs permis de retarder le licenciement de 3 mois.
La lutte ne se limite cependant pas à la seule échelle de l'usine. Les ouvrier.ère.s ont notamment participé à la grève générale interprofessionnelle du 16 décembre 2021 et à l'introduction d'un amendement « anti-délocalisation » voté dans la loi de finances 2022 (amendement qui permet finalement de réguler les délocalisations et non de les prévenir réellement).

Ainsi, le mouvement autour de l'Ex-GKN permet d'interpeller plus largement les institutions locales et le gouvernement sur le démantèlement de l'industrie Italienne et sur les conséquences délétères d'une économie dérégulée sur les citoyen.ne.s.

Une culture de l'auto-organisation bien ancrée parmi les ouvrier.ère.s de l'usine

En 2007, un collectif rassemblant les ouvrier.ère.s de l'usine "Collettivo di Fabbrica" est créé pour renforcer la participation des travailleur.se.s au processus de décision syndicale. Il s'oppose notamment au travail des ouvriers.ère.s les week-ends, à l'automatisation du secteur et au déploiement d'outils digitaux de contrôle des performances des ouvrier.ère.s.

Cette implication ancienne des travailleur.euse.s dans la vie de l'usine est à la base de la très forte capacité d'auto-organisation et d'autogestion des ouvrier.ère.s dès leur licenciement : organisation de la cantine, du nettoyage du lieu, mise en place d'une assemblée permanente, constitution de trois équipes de gardes quotidiennes, communication, etc.

La reconversion de l'usine automobile en une coopérative de panneaux

photovoltaïques

En 2021, l'usine est rachetée par un investisseur, Francesco Borgomeo, censé dévoiler un plan de reconversion du site. Ce plan n'ayant jamais été présenté, le Collectif de l'usine GKN a décidé de proposer son propre « Plan d'entreprise pour la continuité de l'emploi ». Ce dernier a été co-écrit avec l'aide d'universitaires de la région (ingénieur.e.s, juristes, économistes, historien.ne.s, sociologues) et présenté officiellement en mars 2022.

Aujourd'hui, l'objectif pour les ouvrier.ère.s est de se constituer en coopérative pour fabriquer des panneaux photovoltaïques et des batteries électriques. Le procédé a été breveté par la start up milanaise Semperampere, et consiste à utiliser une pâte sans lithium, silicium, cobalt, terre rares ou autres métaux lourds. Lors de notre visite sur place le 15 avril, les ouvrier.ère. étaient réuni.e.s pour discuter de l'avenir industriel de l'usine.

Pour permettre la création de la coopérative, un crowdfunding a été créé. Si vous voulez contribuer financièrement à la lutte, le lien est ici. De nombreuses projections du film "E tu come Stai?" ("Et toi, comment tu vas ?") qui retrace l'histoire de la mobilisation, sont organisées dans toute l'Europe pour récolter de l'argent et soutenir la mobilisation.



Site du crowdfounding

En attendant, les prochaines échéances pour la mobilisation sont les suivantes :
-La Legacoop (fédération des coopératives italiennes) doit étudier le projet de la coopérative d'Ex-GKN et décider de son intégration ou non au sein de la fédération.
-Le CNR (équivalent italien du CNRS) doit, quant à lui, valider la faisabilité technique du projet (porté par la start up Semperampere).

Pour aller plus loin :

La lutte des ouvriers de GKN à Florence, entre auto-organisation ouvrière et mobilisation sociale.

>>>>>> La suite du programme pour CC-CoRDE >>>>>>

-Naples, où on va s'intéresser au réseau des biens communs (Rete di beni comuni)
-Bari, où les communs permettent, entre autre, l'intégration des migrant.e.s
-Rome avec son réseau très dense d'occupations autogérées

À très bientôt !

Vous pouvez retrouver l'ensemble de nos newsletters sur le site de CliMates.

Pour suivre nos aventures sur les réseaux :

Pour tout retour ou partage d'initiatives, n'hésitez pas à nous envoyer un mail à : legras.lea@gmail.com, cleafache@yahoo.fr, hug.chirol@gmail.com

Vous pouvez partager le lien d'inscription à notre newsletter autour de vous :
Newsletter version française
Newsletter version anglaise

This email was sent to {{contact.EMAIL}}

Se désinscrire

Envoyé par sendinblue

Bonjour tout le monde !

Avec un format un peu différent pour cette troisième newsletter, nous allons vous détailler l'histoire de l'Asilo et des *beni comuni* ("biens communs") de Naples.

BILAN ÉTAPE 2



A Naples, nous avons séjourné à l'Ex Asilo Filangieri rebaptisé «l'Asilo », premier commun urbain ayant été officiellement reconnu par la municipalité. Nous avons pu échanger avec Maria Francesca De Tullio, chercheuse en droit constitutionnel investie à l'Asilo depuis 2017 ainsi qu'avec Andréa De Goyzueta, comédien, producteur de théâtre et membre fondateur de l'Asilo, très investi dans le mouvement des intermittent.e.s du spectacle.

L'occupation de l'Ex Asilo Filangieri débute en 2012, alors que les intermittent.e.s du spectacle se mobilisent depuis plusieurs années en Italie et qu'un débat national sur les biens communs prend de l'ampleur.

Le **mouvement des intermittent.e.s du spectacle** est né dans un contexte de crise démocratique et économique quelques années plus tôt. Après la crise de 2008, le gouvernement italien adopte un plan d'austérité qui touche particulièrement le secteur de la culture. Il prévoit la **suppression de 40% des subventions publiques** qui lui sont allouées ainsi que la **privatisation de deux des théâtres nationaux**. Les intermittent.e.s du spectacle, dont le statut spécifique n'est pas reconnu en Italie, décident de se mobiliser contre ces mesures précarisantes.

Dans une politique plus générale de privatisation des biens et services publics mise en place en Italie depuis les années 1990, le ministère de la justice lance en 2007 la **Commission Rodotà**. Présidée par le député et juriste Stefano Rodotà, cette commission a pour objectif de rédiger un projet de loi pour réformer la gestion des biens publics. Plutôt que de faciliter leur privatisation, la commission propose, dans le rapport qu'elle rend en février 2008 [1], d'inscrire les communs dans le Code civil comme « *des biens communs, c'est-à-dire des choses qui expriment des utilités fonctionnelles pour l'exercice des droits fondamentaux et le libre développement de la personne humaine [et qui] doivent être protégés et sauvegardés [...] également au profit des générations futures* » [2]. L'article 1 considère notamment comme biens communs les ressources naturelles comme l'eau, les forêts, les glaciers, la faune et la flore protégées, les biens culturels, environnementaux et archéologiques.

Ainsi, lorsqu'en 2011 dans le cadre du **référendum national sur la gestion de l'eau** [3], 27 millions d'Italien.ne.s [4] votent contre sa privatisation, soit 95% des votant.e.s [5], une convergence des étudiant.e.s, des intermittent.e.s et des juristes s'opère et permet d'instaurer un réel débat national autour des communs. A Rome, en juin 2011, des intermittent.e.s de toute l'Italie investissent le prestigieux ***Teatro Valle***, théâtre national laissé à l'abandon depuis 2008. L'objectif est de se réapproprier ce bien public et d'en faire un bien commun en assurant son ouverture à tous et toutes et son auto-gestion.

Bien que le travail de la Commission Rodotà n'ait pas eu de suite législative, en raison de la chute du gouvernement de Romano Prodi [1] en janvier 2008 [6], les juristes de la Commission se sont associé.e.s aux occupant.e.s du *Teatro Valle* pour lancer la **« Constituante des biens communs »** et mettre leurs réflexions à l'épreuve de la pratique [7]. Cette expérience législative collective a permis d'élaborer des outils juridiques par le bas, mettant en œuvre une convergence des luttes culturelles et sociales autour de la question des communs. Pour le cas précis du *Teatro Valle*, il a été envisagé de créer une fondation dite « de participation » pour légaliser le lieu. N'ayant pas obtenu la reconnaissance du préfet, le projet de fondation a été suspendu et les occupant.e.s ont fini par quitter le théâtre qui demeure aujourd'hui encore fermé [8].

Si la reconnaissance du *Teatro Valle*, lieu-symbole des biens communs, n'a pas abouti, les expérimentations politiques qui y ont été menées, avec en particulier les travaux de la « Constituante des biens communs », ont inspiré de nombreuses autres expériences en Italie, comme cela a été le cas à Naples.



Teatro Valle Occupato, Rome
teatro.it



Entretien avec Andréa De Goyzueta

L'ASILO, UNE EXPERIMENTATION CITOYENNE, JURIDIQUE ET SOCIALE POUR UNE REAPPROPRIATION DES COMMUNS A NAPLES

Après six mois d'occupation du *Teatro Valle* de Rome, de nombreux.ses napolitain.e.s décident de quitter le *Teatro Valle* pour se rassembler à Naples et lancer le mouvement local « *La Balena* ». Iels sont rejoints par des écrivain.e.s, des musicien.ne.s, des philosophes, des étudiant.e.s : c'est tout le monde de la culture qui se mobilise. **Le 2 mars 2012**, iels décident d'occuper pendant trois jours l'*Ex Asilo Filangieri*, ancien couvent appartenant à la municipalité qui devait héberger le *Forum des Cultures de 2013* dont le projet ne correspondait pas à la vision que les acteur.rice.s mobilisé.e.s avaient de la culture : « *une machine de mécénat soutenue par l'UNSECO, née à Barcelone, qui a Naples, a créé un crique d'annonces et de gaspillage économique* » [9]. Pendant ces trois jours d'occupation, des évènements festifs sont organisés ainsi que des assemblées sur le travail des intermittent.e.s du spectacle, sur les politiques culturelles et sur les biens communs, initiant une réappropriation par les habitant.e.s non seulement de l'espace public mais aussi de la politique. Grâce à l'importante mobilisation de la population, l'occupation a été prolongée de trois semaines et **un dialogue a pu être instauré avec le nouveau maire**, Luigi De Magistris, sur le devenir de l'Asilo. Cet ancien magistrat a la particularité d'avoir été élu en mai 2011 avec une liste citoyenne, sans être

rattaché à un parti traditionnel. Il a également nommé un **adjoint aux communs**, Alberto Lucarelli, qui a participé à la Commission Rodotà [10] et a permis **l'introduction de la catégorie juridique des biens communs parmi les valeurs fondamentales de la ville**.

Avec la volonté d'en faire un **lieu de pratiques artistiques et culturelles ouvert à tous et toutes**, la communauté de l'Asilo s'attelle à la rédaction d'une **déclaration** pour que la ville de Naples reconnaisse le lieu comme **un bien commun** d'une part et **l'autogouvernance de sa communauté** d'autre part. Elle s'inspire pour cela des travaux de la Commission Rodotà et de la Constituante des biens communs ainsi que du **principe de subsidiarité horizontale** prévu dans l'article 118 de la Constitution, qui stipule que « *L'Etat, les Régions, les Villes métropolitaines, les Provinces et les Communes encouragent l'initiative autonome des citoyens [...] pour l'exercice de toute activité d'intérêt général* » [11].

Elle se réapproprie également les ***Usi Civici*** **(usages civiques)**, une des sources du droit italien issue de la tradition médiévale. L'usage civique permet à des communautés d'avoir accès à des biens publics ou privés tels que des bois ou pâturages [12]. Cet usage est souvent réservé à une communauté restreinte et ne peut concerner de nouveaux biens puisqu'il faut en avoir fait un usage coutumier, soit répété sur plusieurs centaines d'années. Ainsi, **l'usage civique urbain collectif est novateur** puisqu'il garantit l'accès et l'utilisation d'espaces réinvestis, « *tant aux individus qu'aux sujets collectifs, de toute nature juridique* » et repose sur des principes **d'auto-gestion, de coopération et de mutualisme** [13].

En avril 2012, une délibération municipale institue le **« Laboratoire de Naples pour une Constituante des biens communs »** qui a pour mission de faire l'inventaire des biens abandonnés qui appartiennent à la commune pour permettre ensuite aux citoyen.ne.s qui le souhaitent de développer des projets collectifs d'utilité sociale. **Un mois après, l'Asilo est reconnu comme bien commun par la délibération municipale n°400 du 25 mai 2012** [14] qui concède à sa communauté informelle de « *travailleur.euse.s de l'immatériel* »[8] l'usage gratuit du bâtiment et la prise en charge de l'eau et de l'électricité. La municipalité et la communauté n'ayant pas pu se mettre d'accord sur les règles d'utilisation de l'espace, **il faudra attendre trois ans pour que la première déclaration d'usage civique urbain et collectif soit officiellement reconnue fin 2015** [12].

La déclaration d'usage civique urbain et collectif complète est disponible sur le site de l'Asilo [11]. Avec elle, c'est donc **l'autogouvernance de la communauté, par nature informelle, qui est reconnue.**
A l'Asilo, toutes les personnes qui le souhaitent, peuvent investir les lieux, dans le respect de la déclaration et sur validation de l'assemblée.
Cette assemblée se réunit tous les lundis pour prendre les décisions de façon horizontale sur la base du consensus. Elle peut discuter de la gestion ordinaire des activités ou de l'orientation politique. Des tables thématiques se réunissent également régulièrement pour élaborer des propositions qui seront soumises ensuite au vote de l'assemblée.



l'asilo

"Chi fraveca e sfraveca
non perde mai tiempo."

Dichiarazione d'uso civico e collettivo urbano dell'Ex Asilo Filangieri, elaborata collettivamente durante un tavolo di lavoro pubblico tenuto ogni settimana da maggio 2012 a dicembre 2015.

Dichiarazione d'uso civico e collettivo urbano

La presente Dichiarazione è ispirata e va interpretata alla luce dei seguenti principi:

La comunità eterogenea, mutevole, solidale e aperta di lavoratrici e lavoratori dello spettacolo, dell'arte e della cultura su cui si fonda il processo di sperimentazione politica, artistica e culturale in atto a *l'Asilo*

si riconosce

nel ripudio di ogni forma di fascismo, razzismo, omofobia e sessismo attraverso politiche attive di inclusione e di affermazione delle singolarità;

nella liberazione dell'espressione artistica e della cultura dalle logiche del profitto e del mercato, in quanto manifestazioni della creatività, della libertà e della personalità umana, nonché contributo fondamentale alla crescita qualitativa della società;

nell'interdisciplinarietà e nella condivisione delle arti, dei saperi e delle conoscenze, nell'ottica di liberare il lavoro esaltando una visione delle relazioni umane cooperativa e non competitiva secondo il principio "*da ciascuno secondo le proprie possibilità e capacità, a ciascuno secondo i propri bisogni e desideri*";

nell'indipendenza dell'organizzazione culturale e artistica da ingerenze esterne alla pratica dell'autogoverno;

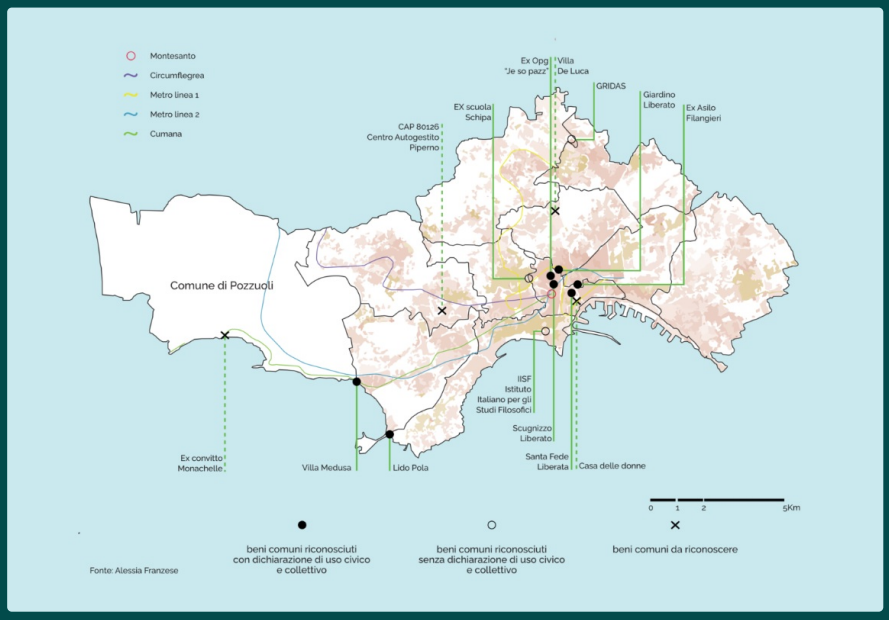
- 1 -





LES *BENI COMUNI* DE NAPLES

Si d'autres espaces abandonnés avaient été réinvestis depuis 2011 par les Napolitiain.e.s pour y développer des activités artistiques sociales et écologiques accessibles à tous et toutes, la reconnaissance de la déclaration d'usage civique urbain collectif de l'Asilo a permis de passer un cap. D'autres communautés, faisant partie du réseau informel des *beni comuni* (« bien communs ») de Naples ont ainsi pu **rédiger leur propre déclaration et être reconnues officiellement par le maire. La déclaration spécifique à l'espace et aux usages qui en sont faits doit en effet être rédigée par la communauté elle-même. Elle peut être révisée conformément aux principes d'autogouvernance et d'ouverture à tous et toutes, partagés par tous les biens communs de Naples.**



Carte du réseau des *beni comuni* de Naples

Ce sont aujourd'hui treize « espaces libérés » qui constituent le réseau des *beni comuni* de Naples. Dix ont été reconnus comme biens communs par la mairie mais seulement sept avec leur déclaration d'usage civique urbain collectif.

Bien que la déclaration d'usage civique urbain collectif soit un acquis juridique important pour les *beni comuni* de Naples, l'arrivée du nouveau maire Gaetano Manfredi, et de son administration en 2021, a constitué un nouvel enjeu (en Italie, l'administration municipale change à chaque élection). Issu du parti néolibéral de centre gauche, le *Partido Democratico* (PD), Gaetano Manfredi est notamment favorable à la privatisation de biens publics. La nouvelle municipalité perçoit l'**absence de structure formelle et de modèle économique « rentable »** comme de l'immaturité et non pas comme un choix

politique assumé.
A la rentabilité économique, les *beni comuni* opposent une **« rentabilité civique »** [15]. Basée sur une économie du don et sur l'absence de barrières économiques pour garantir l'inclusion de tous et toutes, cette profitabilité civique constitue un « revenu indirect » pour les usager.ère.s des *beni comuni*. Pour les artistes de l'Asilo par exemple, le partage d'espaces et la mutualisation de moyens de production leur permettent de créer à moindre coût, de nouer des liens professionnels et de se faire connaître. Pour la communauté de l'*Asilo* et pour les habitant.e.s du quartier, cela donne un accès gratuit à la culture, crée du lien social et permet de lutter contre la criminalité, particulièrement celle des plus jeunes entre 8 et 14 ans.









A l'*Ex OPJ Je So' Pazzo (« Je suis fou »)*, ancien hôpital psychiatrique judiciaire, ainsi qu'à *Scugnizzo Liberato*, ancienne prison pour mineure, qui sont deux autres *beni comuni* que nous avons pu visiter, les activités sont centrées sur la question sociale. Y sont organisés par exemple des cantines populaires, des cours de sports gratuits et des consultations médicales. Avec leurs théâtres et leurs terrains de sports, ces deux lieux peuvent accueillir divers événements sportifs, culturels et éducatifs comme la « Journée de la Science » à laquelle nous avons participé à *Scugnizzo Liberato*. L'assistance juridique aux migrant.e.s est également centrale à l'*Ex OPJ* qui accompagne des personnes venues de toute l'Italie chaque semaine.

En répondant à des besoins de la population napolitaine qui ne sont pas pris en charge par les institutions, les biens communs ont gagné une importante légitimité politique. Si la légalisation des communautés des *beni comuni* leur assure une certaine stabilité et la prise en charge de frais d'utilisation, c'est leur légitimité sociale et politique qui leur permet de se maintenir dans le temps. Les nombreuses publications scientifiques internationales sur les communs de Naples ont aussi participé à légitimer ces espaces auprès de la nouvelle administration principalement composée de professeur.e.s d'université.

LES COMMUNS : DES ESPACES D'EXPRIMENTATIONS POLITIQUES

Les communs sont des espaces d'expérimentations politiques qui vont bien au-delà du lieu investi et de ses usages. Ils peuvent permettre l'émergence d'initiatives municipalistes et électoralistes comme ce fut par exemple le cas à Naples. En 2015, **la plateforme *Massa Critica***, mise en place par des citoyen.ne.s et née à l'Asilo, visait à influencer le débat public et politique pendant les élections municipales. Sur la base d'assemblées populaires organisées dans différents quartiers de Naples, des propositions citoyennes ont été recueillies sur la plateforme. Ces propositions ont fait émerger des sujets tels que la gestion des communs, les services publics et la

démocratie qui ont pu être portés auprès des candidats [16]. C'est d'ailleurs avec le groupe informel *Massa Critica* qu'est initialement né le réseau *beni comuni* de Naples. Ce groupe a également joué un rôle majeur dans la création d'un **« Observatoire permanent sur les biens communs »** par la municipalité en 2012 qui vise à évaluer les politiques relatives aux biens communs et à la démocratie participative. La plateforme citoyenne *Massa Critica* s'inscrit donc dans une pluralité de modes d'actions politiques.

Plus récemment, toujours à l'*Asilo*, plusieurs personnes, dont Maria Francesca De Tullio, se sont attelé.e.s à la rédaction d'une proposition de politiques culturelles européennes : *« Healing Culture, Reclaiming Commons, Fostering Care »* [17].

Une autre expérience ayant émergé au sein des *beni comuni* est celle de ***Potere al Popolo***. Les réflexions autour de la création de ce parti de gauche populaire et anticapitaliste sont nées à *l'Ex OPJ Je so' Pazzo* en vue des élections parlementaires de 2018.

COMMUNS URBAINS, COMMUNS ET BIENS COMMUNS

Selon **Elinor Ostrom,** économiste spécialiste de la gouvernance des communs et première femme lauréate du prix Nobel d'économie (2009), il n'y a pas une définition claire des communs qui puisse rendre compte de leur pluralité. Elle dégage toutefois trois éléments majeurs qui les constituent : **une ressource, une communauté et les règles d'accès et d'usage qu'elle se fixe** [18].

Plus qu'une ressource ou qu'un bien, un commun peut être considéré comme un **« agir commun »** soit, une façon de faire et de décider ensemble. « *Avec les communs, nous avons affaire à l'émergence d'une toute autre forme d'organisation sociale : celle où les gens participent directement à la définition, à l'élaboration et à la production des usages qui les concernent directement* » d'après Christian Laval et Claire Brossaud [19].

En Italie, le terme de « bien commun » est souvent utilisé pour désigner un commun, ce qui peut porter à confusion. Employer le terme de « bien commun » risque **d'objectiver** le commun et ne permet pas de rendre compte du processus social à l'œuvre en son sein. Cette confusion peut s'expliquer par le travail de la Commission Rodotà qui a joué un rôle important dans l'émergence du mouvement des communs en Italie [8].

Les *beni comuni* de Naples illustrent bien cette tension entre les différents termes et concepts. S'ils s'identifient littéralement à des « biens communs » ils tirent pourtant leurs fondements de leurs activités et non pas de la propriété du bien. Ils se définissent ainsi comme des **espaces d'émancipation** pour les habitant.e.s autour de pratiques communes de « régénération urbaine et humaine ». Nés d'actes de désobéissance civile, l'occupation de biens publics comme privés étant illégale, les communs urbains sont un moyen pour les citoyen.ne.s de se **réapproprier la ville** en s'opposant à sa financiarisation et en proposant des alternatives aux logiques néolibérales. Ils s'opposent aux logiques hiérarchiques et reposent sur les principes **d'auto-gestion, de coopération, de mutualisme, d'inclusivité, de libre-accessibilité, de convivialité et d'équité**. L'approche napolitaine des communs urbains est ainsi centrée sur la volonté de « libérer » des espaces pour les restituer aux citoyen.ne.s et qu'iels en fassent **un usage civique et collectif** [20].

Les *beni comuni* incarnent le **« droit à la ville »** entendu par Henri Lefebvre comme un droit fondamental à l'accomplissement individuel et collectif et à l'accès à toutes les infrastructures nécessaires pour se faire [21]. I**ls n'entendent cependant pas se substituer à l'Etat**. Les nombreuses formes de dialogues entre les différentes communautés des *beni comuni* de Naples en témoignent bien. **Les communs ne sont pas l'expression d'un rejet des institutions publiques en tant que telles mais plutôt des politiques néolibérales qu'elles appliquent qui tendent à privatiser les biens**

publics. Cette privatisation empêche les citoyen.ne.s de jouir collectivement des biens publics. L'accessibilité pour tous et toutes et la fonction sociale de la propriété, pourtant prévues à l'article 42 de la Constitution ne sont alors plus assurées [11].

> *« Les communs sont des lieux de résistance, je crois qu'il est très important de les garder même si bien sûr ils ne disposent pas du même pouvoir que la ville. Je crois que ça reste des lieux de possibilités où on peut développer des façons de faire et de penser différemment. »* Maria Francesca De Tullio

SOURCES :

[1] « Proposition de loi constitutionnelle visant, face à la crise actuelle à construire le monde d'après fondé sur la préservation des biens communs », Rapport n° 168 (2020-2021), déposé le 2 décembre 2020 : https://www.senat.fr/rap/l20-168/l20-1681.html
[2] « Commission Rodotà - pour la modification des règles du Code civil relatives à la propriété publique (14 juin 2007) - Propositions d'articles », site du ministère italien de la justice https://www.giustizia.it/giustizia/it/mg_1_12_1.page?contentId=SPS47624&previsiousPage=mg_14_7#
[3] PARISIO Vera, « Le service intégré de l'eau en Italie : gestion publique ou privée ? », *Droit et Ville*, 2012/1 (N° 73), p. 91-101. DOI : 10.3917/dv.073.0091. URL : https://www.cairn.info/revue-droit-et-ville-2012-1-page-91.htm
[4] « La Cour Constitutionnelle Italienne bloque la privatisation de l'eau », European Water Movement : http://europeanwater.org/fr/actualites/nouvelles-diverses/126-la-cour-constitutionnelle-italienne-bloque-la-privatisation-de-l-eau
[5] « Daniela Festa : En Italie, un mouvement social émerge autour des communs urbains » Catherine Vincent, publié le 21 juin 2018 dans Le Monde : https://www.lemonde.fr/idees/article/2018/06/21/daniela-festa-en-italie-un-mouvement-social-a-emerge-autour-des-communs-urbains_5318941_3232.html
[6] « Italie : chute du gouvernement de Romano Prodi », Encyclopaedia Universalis France : https://www.universalis.fr/evenement/16-24-janvier-2008-chute-du-gouvernement-de-romano-prodi/
[7] BRANCACCIO Francesco, GIULIANI Alfonso, VERCELLONE Carlo « Le commun comme mode de production », Editions de l'éclat, 2021, version Lyber : http://www.lyber-eclat.net/lyber/Commun-Lyber.pdf
[8] Daniela Festa, « Les communs urbains. L'invention du commun », *Tracés. Revue de Sciences humaines* [En ligne], #16 | 2016, mis en ligne le 01 janvier 2017, consulté le 09 mai 2023. URL : http://journals.openedition.org/traces/6636 ; DOI : https://doi.org/10.4000/traces.6636
[9] « L'Asilo » , article disponible sur le site du réseau des *beni comuni* de Naples : https://commonsnapoli.org/en/the-spaces/lasilo/
[10] LUCARELLI Alberto, « Biens communs. Contribution à une théorie juridique », *Droit et société*, 2018/1 (N° 98), p. 141-157. DOI : 10.3917/drs.098.0141. URL : https://www.cairn.info/revue-droit-et-societe-2018-1-page-141.htm
[11] Constitution de la République italienne, Senato della Repubblica, Publication réalisée par le Bureau des informationsparlementaires, des archives et des publications du Sénat, Mise à jour et révision pour la langue française: Alessio Colarizi Graziani : https://www.senato.it/documenti/repository/istituzione/costituzione_francese.pdf
[12] VERCELLONE Antonio. L'Expérience des biens communs en Italie, Espaces urbains, propriété privée, droits fondamentaux. 2022. *Sens public*. http://sens-public.org/articles/1628/
[13] « La déclaration d'usage civique de l'Asilo », publiée le 2 janvier 2016 sur le site de l'Asilo : http://www.exasilofilangieri.it/dichiarazione-duso-civico/#art.15
[14] CELATI Benedetta, « À Naples, l'expérimentation de nouveaux modèles administratifs pour relever le défi du municipalisme », *Mouvements*, 2020/1 (n° 101), p. 90-97. DOI : 10.3917/mouv.101.0090. URL : https://www.cairn.info/revue-mouvements-2020-1-page-90.htm
[15] « Si pour la République il s'agit de dégâts fiscaux, pour les biens communs il s'agit de rentabilité civique ! », 25 avril 2022, site du réseau des *beni comuni* de Naples : https://commonsnapoli.org/2022/04/25/se-per-repubblica-e-danno-erariale-per-i-beni-comuni-e-redditivita-civica/
[16] « L'Asilo - Massa Critica - Réappropriation des bâtiments et communs à Naples », vidéo réalisée par les Voies de la démocratie, publiée le 26 février 2018 https://www.youtube.com/watch?v=YUc6Ns5l4Sk.
[17] 2021, R. Cirillo - M.F. De Tullio (eds.), Healing Culture, Reclaiming Commons, Fostering Care. A Proposal for EU Cultural Policies, Italian Institute for the Future Press, 2021 : https://www.academia.edu/50123844/Healing_Culture_Reclaiming_Commons_Fostering_Care_A_Proposal_for_EU_Cultural_Policies
[18] OSTROM Elinor, 1990, Governing the Commons : The Evolution of Institutions for Collective Action, Cambridge, Cambridge University Press. DOI : 10.1017/CBO9780511807763
[19] Claire Brossaud & Christian Laval, « Aux racines des communs. Entretien avec

Christian Laval », Métropolitiques, 3 mai 2018. URL : https://metropolitiques.eu/Aux-racines-des-communs.html
[20] « Le réseau de la ville », site du réseau des beni comuni de Naples : https://commonsnapoli.org/nuove-istituzioni/la-rete-cittadina/
[21] COSTES Laurence, « Le Droit à la ville de Henri Lefebvre : quel héritage politique et scientifique ? », Espaces et sociétés, 2010/1-2 (n° 140-141), p. 177-191. DOI : 10.3917/esp.140.0177. URL : https://www.cairn.info/revue-espaces-et-societes-2010-1-page-177.htm

Vous pouvez retrouver l'ensemble de nos newsletters sur le site de CliMates.

Pour suivre nos aventures sur les réseaux :

Pour tout retour ou partage d'initiatives, n'hésitez pas à nous envoyer un mail à : legras.lea@gmail.com, cleafache@yahoo.fr, hug.chirol@gmail.com

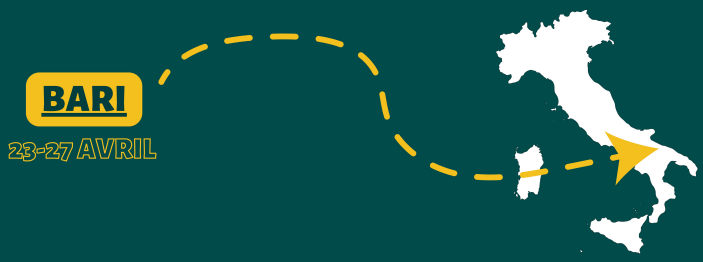
Vous pouvez partager le lien d'inscription à notre newsletter autour de vous :
Newsletter version française
Newsletter version anglaise

This email was sent to {{contact.EMAIL}}

Se désinscrire

Envoyé avec Brevo

BILAN ÉTAPE 3



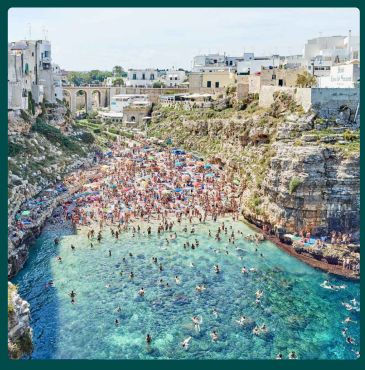
Bonjour tout le monde !

Dans cette newsletter, nous allons vous donner des nouvelles de notre passage à **Bari** et vous parler plus spécifiquement de ***Villa Roth***.

À Bari, sur la côte Sud-Est de l'Italie, nous avons découvert un réseau d'initiatives citoyennes très interconnectées entre elles. Nous avons échangé avec Moro, l'un des habitant.e.s de Villa Roth, un lieu autogéré par des réfugié.e.s qui joue un rôle politique et social majeur au sein de la ville.

LA VILLE DE BARI

Bari est une métropole de taille moyenne, comparable à la ville de Nantes en France avec 320 000 habitant.e.s. Située sur la côte Sud-Est de l'Italie, la ville fait face à un fort flux migratoire depuis le début de la crise libyenne en 2011. Depuis 19 ans, la municipalité est gouvernée par le parti de centre gauche *"Partito Democratico"* (PD, Parti Démocratique).



Face à l'afflux de réfugié.e.s, une réponse institutionnelle absente



Moro est ghannéen. Il travaillait en Libye en 2011 quand la guerre civile a éclaté. Après avoir traversé la Méditerranée, il est hébergé dans un camp de réfugié.e.s à proximité de Bari à partir d'avril 2011. Face à l'absence de prise en charge par les autorités italiennes, il commence à organiser des manifestations et des blocages avec un groupe d'environ 200 réfugié.e.s pour demander des titres de séjour. Après trois années d'errance dont une en camp, le collectif lance une première occupation dans un grand bâtiment abandonné de l'agglomération de Bari. Malgré l'insalubrité du lieu, cette initiative leur permet d'attirer l'attention et de s'ancrer dans le paysage social local. En collaboration avec plusieurs mouvements citoyens locaux, iels créent une association nommée *Soledaria* qui vise à soutenir des projets permettant l'intégration des réfugié.e.s.

En 2014, le nouveau maire (PD) Antonio Decaro leur met à disposition l'*ex Set*, un grand garage abandonné du quartier *Libertà*, en périphérie de Bari. Seulement celleux ayant obtenu un titre de séjour peuvent y accéder. À l'intérieur, les conditions de vie sont déplorables. Sous la tôle du hangar, les réfugié.e.s dorment à huit dans des tentes sous lesquelles il fait plus de 50°C l'été.

Pour sortir de cette situation, la municipalité propose de construire un autre camp d'accueil temporaire en préfabriqués qui serait financé par des subventions de l'Union Européenne.
La communauté de réfugié.e.s refuse cette solution et réclame une prise en charge plus pérenne. La ville rétorque alors qu'elle est dans l'impossibilité d'apporter une autre forme d'aide. En effet, les subventions étant issues d'un fond d'urgence, elles ne peuvent être débloquées que pour une solution temporaire.

En 2015, alors que l'*ex Set* est occupé depuis plus d'un an, la médiatique présidente de l'ONG *Emergency*, Cecilia Strada, visite le camp. Face au sort déplorable réservé aux réfugié.e.s, elle témoigne de sa "honte" lors une prise de parole télévisée. Ces propos donnent un coup de projecteur sur la situation et poussent le maire, Antonio Decaro, à céder deux autres lieux aux réfugié.e.s : Le *Palazze* et *Villa Roth*.

Le *Palezze* est géré par une coopérative à qui la commune a déjà délégué la gestion d'une dizaine d'autres lieux d'accueil de réfugié.e.s. Chaque jour, la société perçoit de l'argent en fonction du nombre de personnes accueillies. Plutôt que de redistribuer cet argent aux réfugié.e.s pour leur assurer un accompagnement et des possibilités d'insertion, la coopérative met en place des règles de vie très strictes sur le site. Par exemple, si les personnes hébergées sortent du camp pendant plus de 48 heures, elles se voient refuser l'accès à leur retour. Cet exemple illustre l'état de dépendance dans lequel les réfugié.e.s sont maintenu.e.s, les privant ainsi de toute possibilité d'émancipation.

VILLA ROTH : UN EXEMPLE D'AUTONOMISATION ET D'EMANCIPATION PAR L'AUTOGESTION



À *Villa Roth,* où nous avons rencontré Moro, la situation est très différente de *Palezze*. Située proche du centre ville de Bari, cette ancienne villa romaine abandonnée est habitée par une vingtaine de réfugié.e.s depuis presque 8 ans.

Malgré l'état de dégradation du bâtiment, les conditions de vie y sont bien meilleures que dans les camps précédents.

L'autogestion du lieu est l'une des clés de cette réussite. Les habitant.e.s se réunissent en assemblées hebdomadaires pour organiser leur vie sur place. Iels ne bénéficient d'aucune aide financière publique, mis à part les blocs sanitaires installés à côté du bâtiment et nettoyés chaque jour par les services municipaux. Ce mode de fonctionnement leur permet une autonomie et une sécurité essentielle pour trouver un travail et construire leur nouvelle vie.

Aujourd'hui *Villa Roth* est connue de tous.tes dans la région, et de nombreux.ses réfugié.e.s de passage à Bari peuvent y être hébergé.e.s temporairement, y trouver de l'aide dans leurs démarches administratives ou obtenir une assistance juridique pour leur régularisation. Les membres de la communauté sont maintenant reconnu.e.s comme des interlocuteur.trice.s privilégié.e.s par les services de la mairie, facilitant ainsi l'accueil et la prise en charge des nouveaux.elles arrivant.e.s. Ouvert sur la ville, l'endroit est désormais très intégré au sein du quartier dont iels reçoivent quotidiennement des dons de nourriture ou de vêtements.

Une collaboration étroite avec les initiatives citoyennes locales

La réussite de *Villa Roth* s'explique aussi par sa capacité à travailler avec les initiatives citoyennes déjà implantées localement. En effet, dès les premières mobilisations en 2011, plusieurs réfugié.e.s ont co-créé l'association *Soledaria* en collaboration avec *Bread & Roses*, un "commun" autogéré se définissant comme un espace d'entraide (*"spazio di mutuo soccorso"*).

Au-delà de la difficulté d'accès au logement, les réfugié.e.s sont souvent les victimes d'un vaste réseau d'exploitation mis en place à l'échelle de la région, notamment dans la ville voisine de Foggia à 130 km à l'Ouest de Bari. En s'appuyant sur cette main d'œuvre bon marché, les exploitant.e.s peuvent bénéficier de plus grosses marges sur la vente de leurs produits et/ou exercer une concurrence déloyale. Pour contrecarrer ces pratiques, l'association *Soledaria* parvient grâce à la vente de sa sauce tomate *"SfruttaZéro"*, à garantir un salaire digne et légal à tous.tes ses salarié.e.s. La production est vendue par le biais de *FuoriMercato*, un réseau national de vente directe de produits alimentaires, en dehors du marché. *Soledaria* emploie donc légalement de nombreux.ses réfugié.e.s en leur proposant un contrat de travail, nécessaire pour le renouvellement de leur permis de séjour.

L'initiative de *Villa Roth* illustre les rapports paradoxaux que peuvent entretenir des initiatives citoyennes autogérées et les institutions. Alors que leur utilité sociale et leur autonomie est reconnue par la municipalité, cette dernière refuse pour le moment de financer des travaux de rénovation du bâtiment. Fidèles à leur culture de l'autoorganisation, les habitant.e.s ont lancé un *crowdfunding* pour commencer à acheter du matériel et effectuer les réparations les plus urgentes. Pour les soutenir financièrement, c'est ici !



Pour aller plus loin :

-*Sous le soleil aride des Pouilles, les migrants... - Revue Choisir*
-*Photo gallery from Italy: homeless and refugees live together in the Villa Roth - The Limited Times*
-*Migrants in Bari go beyond illegal farm work to new project - InfoMigrants*

Vous pouvez retrouver l'ensemble de nos newsletters sur le site de CliMates.

Pour suivre nos aventures sur les réseaux :

Pour tout retour ou partage d'initiatives, n'hésitez pas à nous envoyer un mail à : legras.lea@gmail.com, cleafache@yahoo.fr, hug.chirol@gmail.com

Vous pouvez partager le lien d'inscription à notre newsletter autour de vous :
Newsletter version française
Newsletter version anglaise

This email was sent to {{contact.EMAIL}}

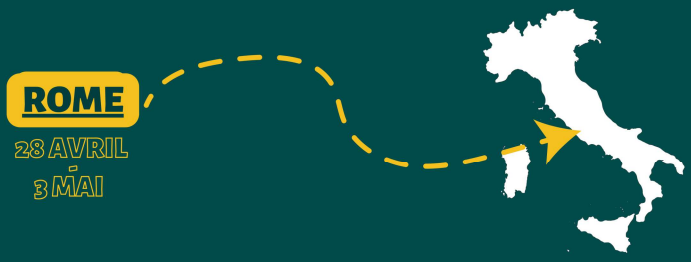
Se désinscrire

Envoyé avec Brevo

Bonjour tout le monde !

Dans cette newsletter, nous allons vous donner des nouvelles de notre passage à Rome et vous parler plus spécifiquement du **rapport aux institutions des différents centres sociaux romains** que nous avons visités.

BILAN ETAPE 4



À Rome, nous avons pu visiter plusieurs lieux occupés et autogérés. Chaque collectif a son histoire, son rôle au sein de la ville et ses propres activités. À travers les expériences de Porto Fluviale, de Lucha y Siesta et de Metropoliz, nous vous présentons trois rapports très différents et complémentaires aux institutions.

Le contexte italien : mouvements étudiants et centres sociaux

À partir des années 1980, de nombreux bâtiments, dans plusieurs villes d'Italie sont occupés par des militant.e.s puis transformés en *centri sociali* (centres sociaux). Autogérés, ils servent souvent de centres culturels avec une programmation artistique populaire et ouverte à toutes et tous. Désormais bien implantés dans le paysage urbain, les "centres sociaux" sont une spécificité italienne. Dans chaque ville, ils contribuent à la diffusion de la culture militante, chacun revendiquant son propre héritage idéologique.

À la fin de l'année 1989, le pays connaît un important mouvement étudiant, né en réaction à une réforme ouvrant la possibilité aux universités d'être financées par des industriels. Initiée à Palerme, la mobilisation prend le nom de *Colletivo La Pantera* (Collectif La Panthère) et se répand dans toutes les grandes villes d'Italie.

Le contexte romain : bâtiments abandonnés et lutte pour l'accès aux logements

Plusieurs éléments font de la capitale italienne une ville propice aux occupations :
-D'abord, Rome est une ville de pouvoir avec une forte présence de foyers militants, qu'ils soient anarchistes, antifascistes, féministes, écologistes ou autres. Cet activisme est notamment marqué chez les étudiant.e.s, comme celleux de l'université *Roma Tre* dans le quartier d'Ostiense.
-Ensuite, de nombreux bâtiments sont à l'abandon. Cela résulte d'une

importante spéculation immobilière couplée au manque de moyens attribués à leur rénovation.
-Enfin, la multiplication des vagues migratoires après 1960 a amplifié les difficultés d'accès aux logements dans les villes nord-italiennes.

Dans la continuité du mouvement étudiant national de 1990, plusieurs collectifs militants pour l'accès aux logements se constituent à Rome. Le principal mode d'action de ces initiatives est l'occupation de lieux inutilisés ou abandonnés. Le *Coordinamento Cittadino di Lotta per la Casa* (Coordination citoyenne des luttes pour la maison) est alors créé, pour lier et coordonner les actions entre les différentes occupations et squats romains. Deux autres collectifs ayant la même finalité sont nés depuis, le *Blocchi Precari Metropolitani* (Block Précaire Métropolitain - BPM) en 2007 et *Action diritti in movimento* (Action directe en mouvement). Les trois mouvements comptabilisent aujourd'hui environ 120 lieux occupés, habités par près de 6000 personnes. Mais, dans ces résidences illégales, le risque d'expulsion est toujours présent. En effet, suite au décret de sécurité du gouvernement Salvini, la municipalité de Rome publie chaque année une liste d'occupations illégales à évacuer durant l'année. Plus le nom d'une occupation est proche de la tête de liste, plus la probabilité de son évacuation est grande.



Carte des occupations formelles et informelles à Rome

TROIS INITIATIVES CITOYENNES,
TROIS TYPES DE RAPPORTS AUX INSTITUTIONS
↓ ↓ ↓

Lucha y Siesta **: l'occupation féministe devenue référence dans l'accueil de femmes victimes de violences**

L'histoire de Lucha y Siesta (Lutte et Sieste) a commencé le 8 mars 2008 lorsqu'un collectif de femmes décide d'occuper un bâtiment abandonné depuis 15 ans, propriété d'Atac, l'entreprise publique de transports en communs. L'idée est d'aménager un espace d'accueil pour les femmes victimes de violences, alors que la ville de Rome dispose de très peu de centres d'accueil.



Instagram Lucha y Siesta

Un collectif incontournable dans la lutte contre les violences faites aux femmes

Pour être accueillies dans les centres municipaux prévus à cet effet, les femmes victimes de violences doivent correspondre à certains critères relatifs à l'âge de leurs enfants ou à leur situation administrative. À cause du manque de capacité d'accueil, les résidentes ne peuvent souvent pas être hébergées plus de 6 mois. Les personnes prises en charge par *Lucha y Siesta* peuvent rester sur de longues durées (jusqu'à 3 ans) et sont accompagnées tout du long dans leur reconstruction par les militantes du collectif. Contrairement aux centres d'accueil institutionnels qui sont souvent isolés de la ville par sécurité, il n'y a pas de caméra, ni d'horaires d'ouverture/de fermeture du lieu. Les résidentes ont leurs propres clefs et veillent les unes sur les autres. Ce principe d'autogestion est central dans le fonctionnement du lieu et permet aux femmes accueillies d'expérimenter de nouvelles formes de vivre ensemble, sans violence. Les décisions sont prises en assemblées et le collectif est complètement indépendant financièrement. Le lieu est ouvert aux gens du quartier, au voisinage et est parfois prêté à d'autres associations.

L'évolution du rapport à l'institution : comment *Lucha y Siesta* s'est rendue incontournable

Dès le début de l'occupation, les membres du collectif ont accordé une place importante au réseau aussi bien associatif que politique. Les résidentes ont entamé des discussions avec la municipalité, l'entreprise propriétaire du bâtiment et des élu.e.s locaux.les.

Le collectif, dont les actions permettent une prise en charge des victimes que ne parvient pas à assurer la municipalité, se retrouve parfois à travailler avec la police pour un accueil d'urgence. Avec ses 14 chambres, *Lucha y Siesta* a multiplié par 1,5 la capacité d'accueil de la ville, ce qui la rend incontournable sur ce sujet. Aussi, depuis 2017, des militantes du collectif interviennent et accompagnent les femmes hébergées dans les centres d'accueil municipaux. Elles sont aujourd'hui une vingtaine à recevoir un salaire de la municipalité pour cela.

En répondant à un besoin social urgent, le collectif *Lucha y Siesta* entretient un certain rapport de force avec les institutions. En effet, évacuer le lieu révèlerait avant tout le manque de prise en charge des autorités. La municipalité serait également dans l'obligation légale de trouver des solutions d'hébergement pour toutes les familles dans une ville où l'accès au logement est très compliqué. Les membres du collectif ne se contentent toutefois pas de cette situation et cherchent à amorcer un processus de légalisation.

Déclaration d'autogouvernement, vente aux enchères et transféminisme

Lucha y Siesta cherche à obtenir une reconnaissance administrative par plusieurs institutions et à différentes échelles. En 2017, le conseil municipal de Rome reconnaît l'expérience politique du collectif et lui demande de se constituer en association, de signer un contrat de collaboration et de payer l'eau et l'électricité. Malgré l'accord du collectif, la municipalité n'a jamais validé la création d'association et les charges d'eau et d'électricité ne sont payées par personne.

La même année, l'entreprise publique Atac a déclaré vouloir vendre le bâtiment. Cette vente représentait alors une menace directe pour *Lucha y Siesta*, les expulsions d'occupations illégales étant facilitées lorsque le propriétaire des lieux est privé. L'une des solutions possibles pour le collectif était le rachat du bâtiment. Néanmoins, cette perspective oblige à développer une activité capitaliste, opposée aux valeurs du lieu, pour payer les charges et rembourser l'achat.

Dans ce contexte, les membres du collectif ont alors commencé à penser le concept de "bien commun", le "faire ensemble" étant déjà au cœur de leur fonctionnement. En collaboration avec le réseau napolitain des biens communs, *Lucha y Siesta* a ainsi entamé la rédaction d'une déclaration

d'autogouvernement. Après l'organisation de tables rondes avec toutes les parties prenantes, une déclaration est adoptée, régissant le fonctionnement du lieu et affirmant ses valeurs : féministes, et transféministes.

Dans la continuité de cette déclaration, *Lucha y Siesta* a entamé des discussions avec plusieurs élu.e.s de gauche siégeant à la région de Latium. Gouverné par le parti de centre gauche, *Partito Democratico* (PD), le conseil régional vote la décision de racheter les locaux, et décide de reconnaître le collectif et son fonctionnement. Après l'achat aux enchères du bâtiment, la reconnaissance de *Lucha y Siesta* est presque aboutie mais l'agenda électoral bouscule le processus. En effet, les élections législatives d'octobre 2022 font arriver au pouvoir le parti d'extrême droite *Fratelli d'Italia.* Six mois plus tard, en février 2023, le même parti remporte les élections régionales du Latium.

La reconnaissance officielle par la région du Latium, désormais propriétaire du bâtiment, n'a donc pas eu lieu. Le collectif *Lucha y Siesta* ne semble toutefois pas craindre d'expulsion à court terme grâce au rapport de force institué avec les autorités publiques. Au-delà de s'être rendue indispensable aux yeux des institutions, *Lucha y Siesta* offre un terreau favorable à d'autres formes d'engagement. L'une des membres du collectif, Michela Cicculli, a été élue conseillère municipale de Rome sur une liste indépendante *Sinistra Civica Ecologista* lors des élections de 2021. Elle peut ainsi se positionner comme relais entre les initiatives citoyennes et l'institution municipale.



Site : www.intersezionale.com

Porto Fluviale **: un ancien dépôt militaire faisant l'objet d'un ambitieux projet architectural financé par l'Union Européenne**

Connu du grand public pour sa façade multicolore peinte par le street-artist "Blu", l'occupation de Porto Fluviale est un bel exemple de collaboration entre collectifs militants, universitaires et institution municipale. Comme pour d'autres initiatives précédemment rencontrées (Mondeggi à Florence ou encore l'Ex-OPG à Naples), le Plan de National de Relance et de Résilience (PNRR) qui s'inscrit dans le plan de relance européen NextGeneration EU est central dans le processus d'institutionnalisation de l'expérience de Porto Fluviale.



Site : www.commonfare.net
Fresque du *street artist* Blu

L'occupation de *Porto Fluviale,* entre habitat en autogestion, militantisme et arts visuels

Situé dans le quartier industriel d'Ostiense, le site de *Porto Fluviale* est occupé depuis le 2 juin 2003, par des militant.e.s italien.ne.s pour l'accès au logement et par des familles issues des vagues de migrations de l'époque, principalement équatoriennes, péruviennes et marocaines. Le site est un ancien dépôt logistique de l'armée italienne, construit en 1919 et abandonné au début des années 1990. Environ 150 personnes y sont logées, ce qui représente 56 ménages différents. Les dix premières années d'occupation ont permis aux habitant.e.s de consolider leur conscience politique et d'expérimenter l'action collective.

Ce n'est qu'à partir des années 2010 que *Porto Fluviale* a commencé à s'ouvrir vers l'extérieur. En 2011, le film *"Good Buy Roma"* met en lumière pour la première fois l'intimité des occupant.e.s. Les réalisateur.rice.s, Gaetano Crivaro and Margherita Pisano sont alors les premier.ère.s à introduire l'art au sein du lieu. Cette initiative libère des envies de projets chez les habitant.e.s et fait émerger de nombreuses idées d'aménagement des espaces.

Entre 2013 et 2015, le *street artist* italien, *Blu*, peint une immense fresque transformant les fenêtres du bâtiment en multiples visages et dessinant "un grand navire de spéculateur.rice.s de l'immobilier attaqué.e.s par les bateaux des pirates des mouvements d'occupation". L'artiste a choisi cette façade car "derrière le mur se trouve une œuvre construite par les occupant.e.s qui l'habitent, un monument du temps présent que nous vivons tous.tes" selon Giorgio Talocci, professeur à l'*University College* de Londres. Référencée dans de nombreux guides touristiques, l'œuvre est à la fois le symbole de la lutte pour le droit au logement et de la gentrification du quartier. En effet, ce dernier est soumis à une forte spéculation immobilière depuis plusieurs années.

Plusieurs activités et ateliers existent désormais à *Porto Fluviale*. Chaque jour, de nombreux.euse.s citoyen.nne.s viennent profiter de la salle de cirque, de l'atelier de joaillerie, du stand de réparation de vélos, de l'atelier de sérigraphie, de la salle de massage thaï ou encore du salon de thé, tous situés au rez-de-chaussée du bâtiment.

Le lieu est complètement autogéré, les habitant.e.s se réunissent en assemblée une fois par semaine. *Porto Fluviale* fait partie du *Coordinamento Cittadino di Lotta per la Casa*, ce qui leur permet, chaque semaine, d'être en contact avec les autres squats et occupations de la capitale. Bien qu'une grande partie des occupant.e.s soit présente depuis le lancement de l'occupation, le bâtiment peut offrir un hébergement d'urgence aux personnes qui ne rassemblent pas les critères pour être prises en charge par les centres d'accueil institutionnels.

Fonds européens du PNRR : la co-élaboration d'un projet ambitieux réunissant l'université, la municipalité et *Porto Fluviale*

La première institution avec laquelle les habitant.e.s de *Porto Fluviale* ont commencé à tisser des liens est l'université voisine de *Roma Tre*. Les premiers échanges datent du début des années 2010 et se sont fait principalement avec

le département d'architecture. Francesco Carreri, ancien militant du *Collettivo La Pantera* dans les années 1990 désormais professeur à l'Université, ou encore Margherita Pisano, la réalisatrice du film *"Good buy Roma"* qui a ensuite réalisé sa thèse sur l'expérience de *Porto Fluviale*, sont parmi les premier.ère.s universitaires à nouer des relations avec les habitant.e.s.

Rapidement, habitant.e.s, professeur.e.s, et étudiant.e.s du master en design urbain s'impliquent dans les réflexions portant sur l'ouverture de l'espace vers l'extérieur. De nombreux ateliers sont organisés sur place et *Porto Fluviale* devient un espace connu des Romain.e.s.

En 2019, sous le mandat de la maire Virginia Raggi (parti 5 Etoiles), les habitant.e.s se voient informé.e.s d'une prochaine expulsion du lieu. La municipalité a déjà procédé de la sorte avec deux autres occupations en proposant, à chaque fois, des solutions pour reloger les occupant.e.s. Pour remédier à cette situation, les résident.e.s vont pouvoir s'appuyer sur leurs relations avec l'université et proposer une solution alternative.

En effet, sur la même période le Ministère des infrastructures italien lance un appel à projets nommé “Programme d'Innovation Nationale sur la Qualité de l'Habitat” (PINQuA) auquel les municipalités peuvent répondre en proposant des projets de rénovation et de réhabilitation de bâtiments cochant certains critères écologiques et sociaux. Cet appel d’offre a vu le jour grâce à l’enveloppe de 2,8 milliards d'euros attribuée pour le Plan National de Relance et de Résilience (PNRR). dans le cadre du plan de relance de l'Union Européenne.

Par l'intermédiaire du département d'architecture de l'université, les habitant.e.s de *Porto Fluviale* vont entamer des discussions avec Luca Montuori, l'adjoint à l'urbanisme de la municipalité, lui-même ancien professeur de l'Université *Roma Tre*. Ensemble, iels co-construisent le projet *Porto Fluviale RecHouse* qui sera présenté par la municipalité dans le cadre de l'appel à projet.

Le projet vise à maintenir la communauté d'habitant.e.s, déjà insérée dans la vie du quartier et à redonner au bâtiment une utilité publique. Outre la rénovation des habitations, le projet prévoit l'aménagement de la cour centrale en place publique ouverte sur le quartier. Le rez-de-chaussée doit héberger les activités suivantes :
-Un marché hebdomadaire
-Un guichet pour les femmes victimes de violences
-Un espace de salles de jeux et de services pour personnes âgées
-Un espace de formation au numérique et au codage
-Un centre de mobilité durable (ex atelier de réparation de vélos)
-La rénovation des espaces existants : l'atelier de joaillerie, la salle de cirque, le salon de thé, etc...

Si le projet remporte l’appel d’offre, un transfert de propriété sera effectué entre le ministère des armées et la municipalité. Pour être légitimes aux yeux de l'institution, les habitant.e.s se sont constitué.e.s en coopérative pour récupérer le lieu. Iels ont aussi produit un auto recensement et créé des statuts associatifs pour les activités déjà existantes du rez-de-chaussée. Ces trois éléments ont fait l’objet d’importantes discussions internes car elles rompent avec la culture d'occupation illégale du bâtiment.

En 2022, le projet *Porto Fluviale RecHouse* remporte l'appel d'offre et la municipalité de Rome se voit confier 11 millions d'euros pour la réalisation des travaux. Ces derniers devraient commencer d'ici la fin de l'année 2023 et des discussions sont en cours pour que les travaux se fassent progressivement, de manière à ne pas avoir à reloger les habitant.e.s pendant cette période.

Alors que la ville de Rome compte de nombreuses occupations illégales susceptibles d'être expulsées, *Porto Fluviale* incarne une expérience positive d'institutionnalisation et de légalisation auprès de la municipalité. Les facteurs de cette réussite sont nombreux et peuvent être résumés ainsi :
-Un bâtiment propice aux projets artistiques et architecturaux.

-Une occupation historique, ouverte et très implantée dans le quartier.
-Des liens étroits avec l'université en particulier avec le département d'architecture.
-Le rôle décisif de certain.e.s acteur.trice.s institutionnel.le.s comme Luca Montuori (conseiller à l'urbanisme de Roma Capitale) et Amedeo Ciaccheri (président du huitième arrondissement).
-La mobilisation des habitant.e.s qui ont dû envoyer plusieurs signaux positifs à la municipalité pour témoigner de leur implication dans le processus.
-La participation du *Coordinamente di lotta per la casa* et ses 30 ans d'expérience dans la lutte pour le droit au logement.



© Valentino Bonacquisti

Pour aller plus loin :

-*Porto Fluviale RecHouse (IT)*
-*LA CITTA' METICCIA alla Biennale dello Spazio Pubblico di Roma 2011 (IT)*
-*Tano, Blu e il Porto Fluviale (IT)*

Metropoliz **: un logement refuge au coeur d'un musée d'art contemporain reconnu**

A la fois refuge multiculturel comptant la plus grande communauté Rom.e.s de la ville et musée d'art contemporain reconnu de la capitale, l'occupation de Metropoliz est devenue un lieu indispensable pour ses habitant.e.s et connu des autorités publiques. Cette expérience illustre toutefois la difficulté à pérenniser et légaliser l'occupation d'un terrain privé.



Site : www.romatoday.it

Une occupation-musée sur un terrain privé

Metropoliz se situe dans une ancienne usine de charcuterie au cœur du quartier de *Tor Sapienza, via Prenestina 913*. Abandonnée en 1978, puis rachetée en 2003 par la société *Salini Impregilo* (aujourd'hui devenue *WeBuild)*, l'usine est transformée en un squat de 20 000 m² en 2009. L'occupation initiale est lancée par une centaine de personnes issues du

mouvement *Blocchi Precari Metropolitani* (BPM), et de *Popica*, une association qui œuvre à la scolarisation des enfants Rom.e.s. Parmi les occupant.e.s, de nombreux.ses Rom.e.s vivaient auparavant à quelques kilomètres, au *Casilino 700*, un campement construit en 1991 et détruit par la municipalité en 2000. D'autres familles d'Italien.e.s, de Marocain.e.s, de Péruvien.ne.s, de Roumain.e.s, d'Ukrainien.e.s et des travailleur.se.s précaires (travailleur.se.s exploité.e.s, étudiant.e.s, chômeur.se.s, etc.) ont ensuite rejoint le lieu pour le transformer en habitations. Le *Metropoliz* est ainsi devenu une expérience multiculturelle unique à Rome, dans laquelle le plus grand nombre de Rom.e.s cohabitent avec d'autres communautés. Aujourd'hui, le site accueille plus de 200 personnes, dont de nombreux enfants, et une soixantaine de familles. Des activités éducatives et sportives sont organisées en autogestion par les résident.e.s, notamment auprès des jeunes. En plus de répondre concrètement aux problématiques de sans-abrisme et de constituer une expérience multiculturelle inédite, le *Metropoliz* est également un espace d'expérimentation culturelle par le bas. En effet, en 2011, l'anthropologue, cinéaste et artiste Giorgio de Finis découvre le site et réalise avec Fabrizio Boni un film de science-fiction *"Space Metropoliz"* avec l'aide des résident.e.s. A la suite du film, G. de Finis propose aux habitant.e.s de créer une galerie d'art contemporain. Ainsi, en 2012, naît au sein de *Metropoliz*, le *Museo dell'Altro e dell'Altrove di Metropoliz* (MAAM, le Musée de l'Autre et de l'Ailleurs de *Metropoliz*). Plus de 400 artistes du monde entier s'y sont déjà rendu.e.s pour réaliser pas moins de 500 œuvres. Dans le couloir qui conduisait anciennement les porcs à l'abattoir, Pablo Mesa Capella et Gonzalo Orquin, ont réalisé *"Emaamcipazione"*, une fresque murale dans laquelle le destin des animaux est inversé. Si les premiers cochons représentés suspendus au plafond sont écartelés, les derniers, toujours accrochés, ont la peau intacte. Cette œuvre résume métaphoriquement l'histoire des résident.e.s qui arrivent presque mort.e.s à *Metropoliz*, et parviennent à reconstruire une nouvelle vie, en solidarité avec les autres habitant.e.s. Ainsi, comme son nom l'indique, *Metropoliz* incarne un nouveau monde, une nouvelle "ville" pour ses habitant.e.s. Par son caractère unique, ce musée-habité est aujourd'hui devenu un lieu culturel reconnu à Rome inscrit dans les guides touristiques, et autogéré par ses occupant.e.s.



Site : www.dinamopress.it
"Emaamcipazione"

Occupation d'un terrain privé : le risque d'une expulsion imminente

Les lieux appartiennent à la principale société italienne de bâtiments et de travaux publics, *WeBuild*, dont le chiffre d'affaires s'élève à 6,5 milliards d'euros en 2017. Le groupe est connu pour avoir construit entre autres, la quasi-totalité des usines du groupe Fiat dans le monde entier, ainsi que de nombreux barrages, des autoroutes, des ouvrages maritimes, ou encore des lignes à grande vitesse. La puissance économique de la société dépasse ainsi l'échelle du pays.

35 ans après la fermeture de l'usine, le groupe italien rachète le site pour le transformer en grande copropriété privée en accord avec la municipalité. Mais l'occupation illégale par les migrant.e.s en modifie la destinée. Dans un

contexte de crise économique et de spéculation massive, les habitant.e.s de *Metropoliz* empêche la privatisation du lieu et le transforme en une expérimentation sociale et culturelle par le bas. Finalement, ce n'est qu'en 2013 que Salini parvient à obtenir officiellement le droit de changer l'usage du bâtiment pour en faire des logements privés.

Malgré l'illégalité de l'occupation, les résident.e.s n'ont jamais été expulsé.e.s. En effet, le *Metropoliz*, qui accueille plus de 200 personnes et la plus grande communauté de Rom.e.s de la ville, a rapidement su se rendre indispensable. Leur expulsion obligerait la municipalité à reloger chacune des familles dans des logements publics, ce qu'elle n'a jusqu'ici pas eu la capacité de faire. De plus, dès 2009, l'expérience de *Metropoliz* s'est ancrée durablement dans le paysage local en travaillant avec des chercheur.se.s et des associations de la réputée Université de *Roma Tre* ainsi qu'avec des habitant.e.s du quartier. La même année, le *Casilino 900*, l'un des plus grands campements d'Europe est expulsé par la municipalité et concentre toute l'attention. Enfin, le succès du musée a permis de renforcer la légitimité et la renommée du *Metropoliz* dans la ville. En 2017, l'administration municipale l'a même reconnu comme un exemple de croissance sociale et culturelle pour la ville.

Néanmoins, le risque d'expulsion a toujours été présent. Le lieu tient depuis 2018 la première place dans la liste des sites occupés risquant l'expulsion à Rome. Certain.e.s habitant.e.s ont même déjà été poursuivi.e.s individuellement par la famille Salini et sont aujourd'hui sous surveillance. Cette menace s'est particulièrement accrue ces dernières années. Le groupe italien *WeBuild* use notamment de sa puissance économique et politique pour récupérer le site qui lui a coûté initialement 6,85 millions d'euros. Ainsi en 2018, Pietro Salini (fils Salini) lance un procès contre le Ministère de l'Intérieur et le Président du Conseil des Ministres. Le tribunal civil de Rome condamne le gouvernement à verser 28 millions d'euros pour ne pas avoir procédé à l'évacuation des occupant.e.s. Un second procès, lancé en mars 2023, condamne à nouveau le Ministère à payer 6,3 millions d'euros supplémentaires et 6000 euros par mois jusqu'à la fin de l'expulsion. Si le gouvernement accepte de payer la première somme, il refuse de verser une indemnité mensuelle. Salini réclame aujourd'hui un autre supplément d'un montant de 50 millions d'euros. Malgré les tentatives de discussion du conseil municipal avec Pietro Salini pour racheter le site, et le nouveau plan de logement de la ville en cours de rédaction, les résident.e.s ont désormais moins de 60 jours pour quitter *Metropoliz*. Pour éviter l'expulsion, la communauté de *Metropoliz* met toute son énergie à organiser des manifestations, à médiatiser sa lutte, et à trouver du soutien pour impulser un vrai rapport de force face à la puissance économique de la famille Salini. La marche du 4 mai a réuni 3000 personnes dans la capitale et s'est terminée par une réunion à la préfecture. Cette dernière continue d'affirmer vouloir suivre la ligne du Ministre de l'Intérieur, Matteo Piantedosi, pour trouver "une solution pour toutes les familles, sans expulsions traumatisantes." Problème : si certain.e.s résident.e attendent depuis longtemps un logement public, d'autres ne veulent pas quitter *Metropoliz*...

Pour aller plus loin :

-*Squatting: reappropriating democracy from the state (avec une analyze du Metropoliz) (EN)*
-*Metropoliz: un museo abitato (IT)*
-*Metropoliz, il tribunale condanna il governo per la fabbrica occupata che Gualtieri vuole comprare*

CONCLUSION

Ce passage à Rome nous aura donc permis d'appréhender le mouvement des occupations dans sa diversité et sa complexité. Grâce à leur fonctionnement horizontal et leur ouverture vers l'extérieur, les expériences évoquées semblent très bien acceptées par les citoyen.ne.s romain.e.s. L'hébergement des familles

de réfugié.e.s, l'accès à l'art pour tous.tes, la prise en charge de femmes victimes de violences ou l'accès libre à des espaces d'activités manuelles sont autant d'actions socialement et culturellement nécessaires pour habiter démocratiquement et écologiquement la ville.

Malgré leurs nombreux points communs, les occupations de Rome sont toutefois très diffuses et hétérogènes, notamment dans leur rapport aux institutions et dans leur degré de conceptualisation de la notion de "bien commun". Ce récit illustre également la différence de traitement de la part des autorités entre les bâtiments occupés selon qu'ils soient des propriétés publiques ou privées. En effet, alors que *Lucha y Siesta* et *Porto Fluviale* semblent partiellement ou totalement reconnues par la municipalité, la communauté de *Metropoliz* est très vulnérable à une procédure d'expulsion. D'autres expulsions peuvent être motivées par des raisons politiques, les occupations étant souvent des lieux d'émergence de nouveaux mouvements de contestation sociale ou écologique.

Depuis décembre 2022, le conseil municipal a approuvé la délibération 104 et le "Règlement sur l'utilisation de biens immobiliers à Rome à des fins d'intérêt général". Il travaille donc désormais sur un nouveau projet visant à enregistrer et cartographier les 9000 biens publics vides, occupés, ou en concession à Rome dans le but de les régulariser tout en reconnaissant leur capacité d'autogestion. Si ce texte constitue une avancée majeure dans la politique des centres sociaux romains, il a été écrit par des personnes n'ayant jamais vécu dans les lieux concernés et sans engager un dialogue avec les collectifs d'occupation. De plus, le travail de cartographie est loin d'être achevé et certaines initiatives ont affirmé qu'elles s'opposeraient au processus. La mise en œuvre concrète du texte semble donc encore loin de devenir une réalité…

Vous pouvez retrouver l'ensemble de nos newsletters sur le site de CliMates.

Pour suivre nos aventures sur les réseaux :

Pour tout retour ou partage d'initiatives, n'hésitez pas à nous envoyer un mail à : legras.lea@gmail.com, cleafache@yahoo.fr, hug.chirol@gmail.com

Vous pouvez partager le lien d'inscription à notre newsletter autour de vous :
Newsletter version française
Newsletter version anglaise

This email was sent to {{contact.EMAIL}}

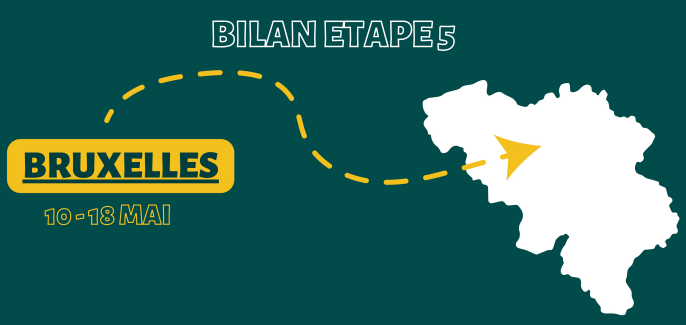
Se désinscrire

Envoyé avec Brevo

Bonjour à tous et à toutes,

Au cours de notre semaine à Bruxelles, nous avons pu nous pencher sur la question de **l'introduction des communs dans les institutions publiques à différentes échelles : municipale, régionale, nationale et européenne.**

(PS : Vous trouverez une explication du système politique belge à la fin de cette newsletter en annexe)



Communa : une initiative citoyenne à l'échelle de Bruxelles

L'initiative de Communa

A Bruxelles, plus de 5 000 personnes sont sans-abri et de nombreuses associations peinent à trouver des espaces abordables pour développer leurs activités. Dans le même temps, 6 millions de mètres-carrés de bâtiments vides sont inoccupés. Nous y avons rencontré Max, l'un des fondateur.rice.s de Communa, une association sans but lucratif qui fait de l'occupation temporaire de bâtiments dans la capitale.

> *"A Communa, on est surtout guidé par le bon sens : il y a des bâtiments vides, il y a des gens qui ont besoin d'espaces. C'est simple. On a juste besoin que les normes et les règles soient adaptées au bon sens et pas le contraire"*
>
> -Max, un des fondateur.rice.s de Communa-

Tout a commencé en 2013, lorsque Max et quatre autres ami.e.s ont commencé à occuper temporairement des bâtiments vides et à nouer des conventions avec les propriétaires. Dix ans plus tard, Communa met à disposition une dizaine de lieux à des centaines d'associations et offre un toit à plus de 400 personnes (personnes sans-abri, femmes et enfants en situation de précarité, réfugié.e.s, etc.). Ces occupations temporaires se trouvent généralement sur des terrains communaux et se font en accord avec les pouvoirs publics. Elles permettent la mise en place de nombreuses activités. Culture, sport, coworking, frigos

solidaires, activités de jeunesse ou encore projets d'économie sociale et solidaire se croisent dans les mêmes bâtiments.

Leur stratégie : l'occupation temporaire à finalité sociale

Sur les différents sites occupés, iels expérimentent un nouvel usage des lieux pour éviter leur privatisation et leur récupération par des promoteur.rice.s privé.e.s. Communa souhaite aussi que ses projets préfigurent l'utilisation future des bâtiments occupés pour que celle-ci soit à l'écoute des habitant.e.s du quartier et serve aux plus vulnérables : personnes mal logées, acteur.rice.s associatif.ve.s et de l'économie sociale.
Les occupations sont donc des lieux d'encapacitement et d'émancipation pour leurs occupant.e.s et permettent aux citoyen.ne.s de se réapproprier la ville.

La crise sociale étant un problème structurel, l'occupation temporaire ne suffit pas. Des politiques ambitieuses doivent être mises en place. Ainsi, Communa cherche à s'appuyer sur l'usage de ses lieux pour interpeller les pouvoirs publics et demander des réglementations favorisant l'émergence de projets sociaux et empêchant les dérives lucratives.



En parallèle, depuis 2021, Communa a cofondé avec seize autres partenaires la coopérative d'acquisition foncière : *Fair Ground Brussels*. Le but ? Acheter les lieux d'occupation temporaire pour pérenniser les initiatives et les retirer du marché. Cette étape ouvre de nouvelles perspectives mais aussi de nouveaux questionnements : comment acheter au prix du marché sans devoir revendre au prix du marché ? En s'alliant notamment avec des partenaires de l'économie sociale et solidaire plus ancien.ne.s et plus solides économiquement, en levant des fonds citoyens et en faisant appel à des fonds publics et privés, la coopérative tente de récupérer les bâtiments vides pour les rendre définitivement aux citoyen.ne.s.

Grâce à son ancienneté et à son succès, Communa exerce désormais une activité de conseil auprès de communes, d'associations ou de projets académiques.

Enfin, la stratégie de Communa s'étend aussi au niveau européen depuis 2 ans, au travers du réseau *Degentrify*. Il regroupe des coopératives, des fondations, des associations et des collectifs qui développent des alternatives anti-spéculatives et pérennes pour rendre les logements en ville abordables pour tous.tes dans neuf pays : Belgique, France, Allemagne, Tchéquie, Hongrie, Pays-Bas, Lettonie, Royaume-Uni, Italie.



Maxima, à Forest

A l'échelle de la région de Bruxelles-Capitale : une entrée des communs dans les institutions publiques bruxelloises et belges

RAPPEL : Vous trouverez en annexe (tout en bas de cette newsletter) une fiche sur le système politique belge.

Nous avons pu nous entretenir avec Magali Plovie qui est députée bruxelloise du parti ECOLO et présidente du Parlement francophone bruxellois. Elle a mis en place un système de démocratie délibérative associant parlementaires et citoyen.ne.s.

La mise en place des commissions délibératives mixtes

Depuis 2020, les **Parlements bruxellois se sont dotés de commissions délibératives mixtes**, composées de 15 parlementaires et de 45 citoyen.ne.s tiré.e.s au sort se réunissant pour délibérer sur des sujets précis. Pendant cinq sessions ou plus, iels débattent et formulent ensemble des recommandations politiques concrètes dont le suivi est assuré par les mêmes parlementaires et le gouvernement bruxellois. Cinq sujets ont déjà été traités : le déploiement de la 5G à Bruxelles, le sans-abrisme, la participation citoyenne en temps de crise, la biodiversité dans la ville, la formation en alternance. Une sixième est en cours sur le bruit en ville. Leurs rapports peuvent être retrouvés en ligne. Cette démarche au sein du Parlement francophone bruxellois n'est pas isolée en Belgique. Un autre parlement a également intégré les commissions délibératives dans son règlement.

Les commissions sont pensées pour ne pas tomber dans les mêmes travers que la Convention Citoyenne pour le Climat organisée en France en 2019. Pour ce faire, les propositions formulées par les citoyen.ne.s et les parlementaires doivent déboucher sur l'adoption de mesures politiques concrètes. Leurs principales forces sont donc :

-**la pérennisation et l'institutionnalisation** : en étant organisées plusieurs fois par an, les commissions font pleinement partie de l'agenda politique et peuvent l'influencer.

-**la mixité** : elles sont composées à la fois de citoyen.ne.s tiré.e.s au sort et de parlementaires.

-**le suivi** : il est obligatoire et les parlementaires participant à la commission en sont responsables. Le travail fourni par les citoyen.ne.s est donc toujours pris en compte et le gouvernement et le parlement s'engagent à assurer le suivi

des recommandations votées dans les 6 à 9 mois. Plus précisément, à la fin d'une commission, les parlementaires rapporteur.rice.s et les ministres compétent.e.s présentent le suivi accordé à chaque recommandation. Puis, les citoyen.ne.s discutent et délibèrent sur ce suivi politique et soumettent en séance plénière leurs (in)satisfactions et les points qui méritent davantage d'attention.

Quels liens entre les commissions mixtes délibératives et les communs ?

Les commissions délibératives sont un exemple d'**ouverture des institutions publiques** à tous.tes, et font de la **gouvernance un "commun"**.

S'il est indispensable que les communs puissent émerger à l'échelle locale sous l'impulsion des citoyen.ne.s, **les institutions publiques ont un rôle essentiel à jouer** afin de faciliter leur développement à d'autres échelles et d'assurer leur autogestion et leur inclusivité.





Rencontre avec Magali Plovie et son conseiller Jonathan Moskovic au Parlement francophone bruxellois, le 17/05/23

"Je pense qu'on doit aller au-delà des projets locaux, même s'ils sont très importants. Pour transformer les structures, il faut que les citoyen.ne.s entrent dans les structures. Ça doit prendre des formes différentes, des méthodologies différentes, suivant que cela concerne une entreprise, une coopérative, le Parlement."

-Magali Plovie-

Toutefois, si la multiplication d'assemblées citoyennes n'est pas accompagnée d'une méthodologie rigoureuse, elle peut s'avérer **contre-productive** et renforcer la défiance des citoyen.ne.s envers leurs dirigeant.e.s. En particulier si les propositions écrites sont édulcorées, ou ignorées par les politiques.

Rendre les commissions plus inclusives et démocratiques

L'enjeu de ces commissions est de réussir à faire participer des publics non initiés à la décision politique. Pour augmenter l'inclusivité des commissions, Magali Plovie voit plusieurs leviers :

-**Changer la Constitution** pour donner au vote des citoyen.ne.s la même valeur que le vote d'un parlementaire dans les commissions délibératives mixtes.

-**Mettre en place des « congés citoyens »** pour libérer du temps de travail sans limiter les rencontres aux weekends et soirées.

-**Intégrer les publics les plus éloignés de la participation** : les personnes sans-abri, les réfugié.e.s et les personnes en désaffiliation. Ce pont nécessite un grand travail en matière de confiance, d'informations et de temps, pour un public qui n'a plus confiance en les institutions et pour qui parler devant des inconnu.e.s peut être difficile.

-**Ouvrir les conseils d'administration** aux citoyen.ne.s pour les services publics notamment (transports, gestion de l'eau, etc.), et permettre leur défraiement.

A l'échelle de l'Etat belge :
une entrée des communs dans les institutions publiques

RAPPEL : Vous trouverez en Annexe (tout en bas de cette newsletter) une fiche sur le système politique belge.

Connu pour avoir proposé une loi visant à qualifier le sort réservé aux Ouïghours en Chine de "génocide", Samuel Cogolati, député du parti ECOLO à la chambre des représentant.e.s, a également réalisé un doctorat en droit international portant sur la protection juridique internationale des biens communs dans les Pays du Sud.

Une entrée académique et juridique dans les communs



"Ca m'a beaucoup intéressé de conceptualiser le commun en droit international parce que je trouve que le concept est bien documenté dans les sciences économiques et dans le monde politique plutôt militant et notamment de gauche. Autant en droit international, c'était assez fou de voir que le concept était quasi inexistant ou s'il existait, il n'était pas du tout défini comme on l'entend."

-Samuel Cogolati-

A l'échelle des institutions politiques, Samuel a essayé d'**introduire la notion de "Communs" en amendant le chapitre "Les choses" du Code civil Belge** (d'origine napoléonienne comme les Codes Civils français, hollandais ou

espagnols). L'idée était de reconnaître les communs comme catégorie à part entière allant au-delà des objets matériels que constituent “les choses”.

Cette tentative n’a pas abouti. Les écologistes n’ont pas réussi à regrouper les 76 député.e.s nécessaires pour faire passer le texte.

L’initiative portée par Samuel Cogolati illustre bien la **difficulté** de faire entrer les communs dans les institutions publiques au-delà de l’échelle locale.

> *“On peut le dire platement, les communs sont assez mal représentés politiquement. Autant, ils vivent politiquement, ils émergent au niveau local, sur le plan académique il n’y a jamais eu autant de travaux. Mais purement dans les débats parlementaires au quotidien, les communs sont très mal représentés.”*
>
> -Samuel Cogolati-

L’Union Européenne **: peut-elle favoriser l’émergence des communs ?**

Retour sur la Conférence *“Beyond Growth 2023”*

Du 15 au 17 mai, nous avons assisté à la conférence *“Beyond Growth”* organisée dans l’enceinte du parlement européen de Bruxelles. L'événement était à l'initiative de **Philippe Lambert** (co-président du Groupe des Verts/Alliance libre européenne) suivi de **vingt eurodéputé.e.s** issu.e.s de **tous les partis politiques** hors extrême droite. Initialement prévu en 2020, soit deux ans après la première *“Post-Growth Conférence”*, **4000 personnes** ont assisté à l'événement (en ligne et en présentiel).



Plus d’une **vingtaine de panels et de plénières** ont eu lieu pour réfléchir à la question :

Comment façonner une Europe post-croissance ?

Selon la définition de Timothée Parrique : ***“La décroissance est une réduction de la production et de la consommation pour alléger l’empreinte écologique, planifiée démocratiquement dans un esprit de***

justice sociale et dans le souci du bien être."

Créée et popularisée par le philosophe français **Serge Latouche** au début des années 2000, la décroissance (ou *degrowth* en anglais), est un concept qui permet de penser un nouveau modèle de société dans le respect des limites physiques de notre planète. Ancrée dans les réalités scientifiques, la décroissance répond à la nécessité d'avoir de nouveaux récits, de nouvelles pistes à explorer à la hauteur de l'urgence. **Penser la décroissance, c'est remettre en question le paradigme capitaliste sur lequel repose notre système, mais surtout réinventer notre rapport au temps, à la consommation, au travail, à l'économie, au bonheur, à la nature, à la justice ou à la démocratie.**

La grande diversité des intervenant.e.s et des tables rondes illustre la forte dynamique de la recherche académique sur tous ces thèmes. De manière non exhaustive, voici quelques exemples de sujets abordés :

-**Avec quels indicateurs mesurer la santé d'un pays ?** Au-delà du PIB, plusieurs indicateurs sont proposés pour prendre en compte les limites planétaires et le bien-être social comme la Théorie du Donut de Kate Raworth ou l'économie stationnaire expliquée par Dan O'Neill.

-**La semaine de 4 jours**, défendue par la sociologue Dominique Méda ou l'eurodéputé Pierre Larrouturou. À rebours des politiques néolibérales, la réduction du temps de travail est l'une des mesures emblématiques d'une société de la décroissance.

-**Quel système énergétique est compatible avec les limites planétaires ?** Les alternatives sont plurielles : un plaidoyer pour le développement des énergies renouvelables, le rôle clef des coopératives d'énergie citoyennes et la mise en place de politiques de sobriété avec Julien Steinberger (GIEC) ou encore Stefan Bourgeois (Négawatt).

-**Quelle gouvernance démocratique dans une société post-croissance ?** Les questions de prise de décisions collectives et d'institutions étaient abordées entre autres par Éloi Laurent (de l'Observatoire français des conjonctures économiques).

-**L'importance de l'approche décoloniale et transféministe** dans la construction d'une société nouvelle avec Anuna de Wever ou Vandana Shiva.

Le décalage entre élu.e.s et scientifiques toujours plus grand…

Beyond Growth était le plus grand événement jamais organisé sur la décroissance. Cet accueil ne veut toutefois pas dire que les parlementaires ont compris ce que "décroitre" signifiait réellement. Ces trois journées de conférences étaient très révélatrices de l'immense décalage entre d'une part, les scientifiques et activistes qui appellent à un changement radical de trajectoire, et d'autre part, les commissaires européen.enne.s englué.e.s dans une vision orthodoxe de l'économie, certain.e.s de trouver la solution à tous nos maux dans le marché, la compétitivité, le recyclage et l'innovation. Ces cafouillages croissantistes étaient contrebalancés par les huées du public et les standing ovations lors des discours plus radicaux et scientifiquement crédibles.

Dès la plénière d'ouverture, **Roberta Metsola**, la Présidente du Parlement européen issue du parti *European People Party* (droite conservatrice) a déclaré : ***"Nous avons besoin de croissance durable."***

Cette déclaration a suscité des rires du public principalement constitué de jeunes engagé.e.s sur ces questions. Quelques minutes plus tard, la co-présidente du Club de Rome, **Sandrine Dixson-Declève**, prend la parole et répond : ***"Les gens ne souhaitent pas une croissance économique, iels veulent une sécurité économique […] et si la croissance est nécessaire c'est du côté d'une croissance de notre cohésion sociale".***

La Présidente de la Commission européenne, **Ursula Von der Leyen**, a également pris la parole lors de la plénière inaugurale au travers d'un discours subtil et ambigu. En s'appuyant sur les conclusions du **rapport Meadows** publié en 1972, *Les Limites à la croissance* (et largement rejeté à l'époque par le monde politique), Mme. Von Der Leyen a clairement reconnu qu'un ***"modèle de croissance reposant sur les énergies fossiles est simplement obsolète"***. Cette déclaration est historique. Jamais une personnalité politique de cette ampleur n'avait donné autant de crédit au rapport Meadows (sauf Sicco Mansholt, voir par ailleurs). Ces propos sont toutefois trompeurs. En effet, les auteur.rice.s du rapport de 1972 n'appellent pas à un ***"modèle de croissance différent"***, mais à un ***"équilibre global"***. Autrement dit, l'habile discours de la présidente de la Commission européenne récupère l'une des bases scientifiques fondatrice de la pensée décroissante pour se détourner de sa conclusion principale : **la sortie nécessaire d'un modèle de croissance pour préserver l'habitabilité de la planète**.

La nouvelle bataille sémantique

La tenue de la conférence au sein même des institutions européennes est un **signal fort et ambivalent**. D'un côté, l'événement montre que les idées de la décroissance gagnent du terrain. De l'autre, en faisant son entrée dans les institutions publiques, le concept risque d'être récupéré et vidé de son sens comme cela a été le cas avec les termes de "soutenabilité", de "neutralité carbone" et, plus récemment, de "sobriété" (voir ici).

Le choix des mots est important : la conférence s'appelle *"Beyond Growth"*, qui peut être traduit par "Après la croissance". Pourtant, la plupart des intervenant.e.s considèrent que l'urgence est à la *"degrowth"*, soit la traduction anglaise du mot "décroissance". **Le mot "post-croissance" (*"post-growth"*), quant à lui, est politiquement correct**. Il permet aux personnes qui l'utilisent de se projeter vers un nouveau modèle de société émancipé de la croissance. Néanmoins, en se concentrant surtout sur "l'après", ce mot ne remet pas en question notre niveau de confort et de consommation actuel. En effet, pour passer d'un modèle hyper consommateur en ressources (le modèle actuel, croissant) à un modèle équilibré (post-croissant), la réduction de notre consommation et de nos productions est inévitable. Ainsi, parler uniquement de "post-croissance" revient à **se détourner de l'urgence, alors que l'urgence est à la décroissance**.

Et la suite ?

Pour le mouvement, la prochaine échéance est l'**organisation de la conférence internationale de la décroissance** qui aura lieu à Zagreb du 29 août au 2 septembre 2023. L'idée est donc de continuer à faire infuser ces idées dans la société, en multipliant les conférences et les expériences concrètes. Pour **l'Union Européenne**, l'enjeu des prochaines années est d'atteindre les objectifs ***"fit for 55%"*** qu'elle s'est donnée en matière de réduction des émissions carbone

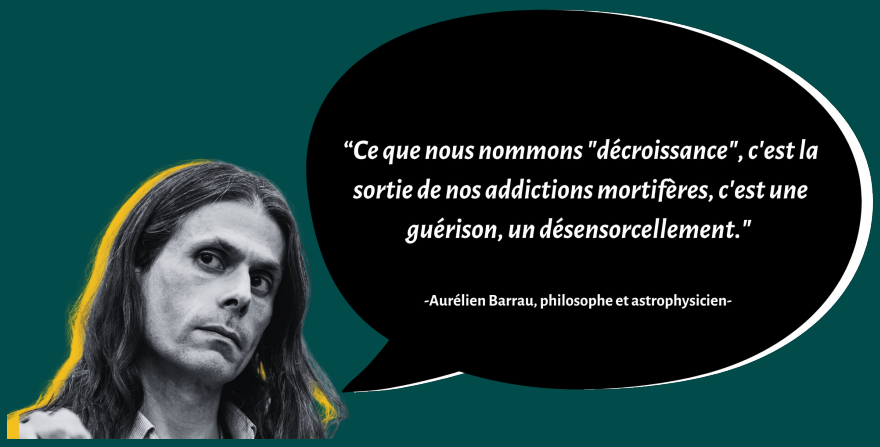


(-55% d'ici 2030 par rapport à 1990). À travers la mise en place du *Green Deal*, l'UE ambitionne de devenir le premier continent neutre en carbone d'ici 2050. Cette volonté semble compromise par les récentes annonces du Président français qui invite à "**une pause réglementaire européenne"** sur les normes environnementales. Les p**rochaines élections européennes se tiendront en octobre 2024** et seront donc l'occasion d'obtenir un parlement à la hauteur de l'urgence écologique, sociale et démocratique.

Quels liens entre décroissance et communs ?

Imaginer un nouveau modèle de société est une chose, faire en sorte que les citoyen.ne.s décident par elleux-mêmes de changer radicalement de trajectoire en est une autre. C'est donc **l'enjeu "démocratique" qui fait le pont** entre ces discussions à l'échelle européenne et les initiatives citoyennes locales que nous rencontrons. En effet, les politiques de décroissance doivent s'appliquer à toutes les échelles (locales, régionales, nationales, européennes) et être élaborées avec les citoyen.ne.s directement concerné.e.s.

Le droit européen prévalant sur le droit national des Etats-membres, l'Union Européenne a le pouvoir de créer un cadre facilitant la multiplication des communs et des initiatives de démocratie radicale dans tous les Etats-membres, grâce à des politiques économiques ambitieuses et redistributives des richesses et des pouvoirs. La multiplication des coopératives, des assemblées citoyennes, des référendums d'initiatives populaires, des communs autogérés, la réduction du temps du travail, etc., reposent sur des choix politiques que l'UE pourrait décider d'assumer.



ANNEXE : Quelques mots sur le fonctionnement de la politique belge

La Belgique est une **monarchie constitutionnelle héréditaire** organisée en un **Etat fédéral**.

Les Belges ont un **roi** pour chef d'Etat, dont les pouvoirs sont définis par la Constitution. Philippe de Belgique, roi de Belgique depuis 2013, est le garant de l'unité d'un royaume profondément divisé historiquement entre les néerlandophones et les francophones. Si son pouvoir exécutif est avant tout symbolique, il possède tout de même le privilège de ne pas payer ses impôts… (comme l'entreprise TotalEnergies en France par exemple… chacun son roi…)

Le **Premier Ministre** est quant à lui le chef du gouvernement fédéral. Dans les faits, c'est donc lui qui gouverne le pays. Les gouvernements belges étant toujours des coalitions, le principal rôle du Premier Ministre est d'assurer le dialogue entre les différents partis et la coordination des politiques. Il préside le Conseil des Ministres et le Conseil des Ministres restreint (le "Kern") composé des Vice-Premiers ministres. Iel représente le gouvernement belge auprès du roi et à l'international. Cette fonction est occupée depuis 2020 par le libéral Alexander de Croo du parti de centre-droit *Open Vlaamse Liberalen en Democraten* (Libéraux.les et démocrates flamand.e.s).

Si le pouvoir exécutif est exercé conjointement par le gouvernement et le roi, le pouvoir législatif fédéral appartient à la fois au gouvernement et aux deux chambres du Parlement : le **Sénat** et la **Chambre des représentant.e.s**.

L'Etat fédéral est également composé de **trois communautés linguistiques** : la communauté flamande, la communauté francophone et la communauté germanophone, qui possèdent respectivement leur propre parlement : le Parlement flamand, le Parlement de la Communauté française, le Parlement de la Communauté germanophone.

La Belgique est également composée de **trois différentes régions**, la Flandre, la Wallonie et Bruxelles-Capitale, possédant également chacune son parlement.

Le **parlement de la région de Bruxelles-Capitale** est composé de 89 député.e.s élu.es pour 5 ans. Parmi elleux, 72 élu.e.s francophones constituent la C**ommission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale (COCOF)** qui siège au Parlement Francophone Bruxellois. Les 17 autres député.e.s forment la **Commission communautaire flamande (VGC)**.

Le système politique belge est donc très différent du système pyramidal et centralisé français. Le gouvernement de coalition cherche le consensus, les compétences sont partagées et il existe peu de hiérarchie entre les différentes échelles de pouvoir.

Vous pouvez retrouver l'ensemble de nos newsletters sur le site de CliMates.

Pour suivre nos aventures sur les réseaux :

Pour tout retour ou partage d'initiatives, n'hésitez pas à nous envoyer un mail à : legras.lea@gmail.com, cleafache@yahoo.fr, hug.chirol@gmail.com

Vous pouvez partager le lien d'inscription à notre newsletter autour de vous :
Newsletter version française
Newsletter version anglaise

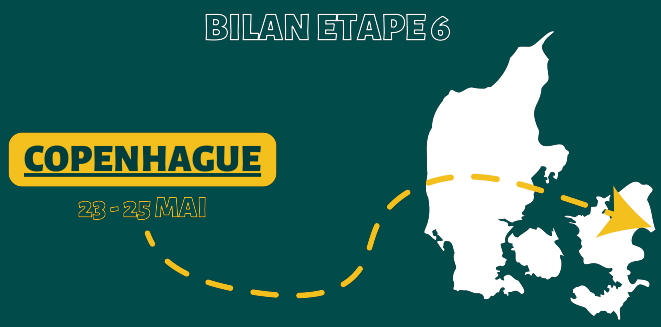
This email was sent to {{contact.EMAIL}}

Se désinscrire

Envoyé avec Brevo

Bonjour à tous et à toutes,

Du 23 au 25 mai nous nous sommes rendu.e.s au **Danemark à Copenhague**. Au cours de cette de cette étape de “pause” à mi parcours de notre voyage, nous en avons profité pour nous rendre à **Christiania, un quartier anarchiste emblématique et “commun” connu internationalement**. Entre utopie et désillusion, le rêve de quelques un.e.s perdure malgré tout depuis plus de **50 ans**.



Naissance de la ville libre de Christiania : 1971-2013

Située initialement sur les **34 hectares de l'ancienne caserne de l’armée danoise de *Bådsmandsstræde***, *Fristaden Christiania* (“Ville libre de Christiania” en danois) a été fondée par une cinquantaine de personnes en **1971**. Dans un contexte de **crise du logement** au Danemark, le journaliste proche du groupe contestataire et libertaire hollandais *Provo*, **Jacob Lugvidsen**, **rédige un article** intitulé “Émigrez avec le bus 8” dans un journal underground nommé *Hovedbladet*. La “ville libre” de Christiania **s'autoproclame** et définit son fonctionnement en **communauté intentionnelle autogérée** dans sa charte co-rédigée par Ludvigsen et d'autres occupant.e.s : ***“ L'objectif de Christiania est de créer une société autogérée dans laquelle chaque individu se sent responsable du bien-être de la communauté entière. Notre société doit être économiquement autonome et nous ne devons jamais dévier de notre conviction que la misère physique et psychologique peut être évitée.”***



Le système d'autogouvernement de la communauté de Christiania

La ville de Christiania s'est construite et organisée en marge de la société danoise autour des principes **d'autogestion, d'autosuffisance, de tolérance, de liberté, et de bien-être**. Le fonctionnement de la ville est largement influencé par la **pensée anarchiste**, même si aujourd'hui peu de ses habitant.e.s s'en réclament.

Christiania possède son propre **drapeau** (voir ci-dessous), son **hymne** (*Det Internationale Sigøjner Kompagni - I Kan Ikke Slå Os Ihjel*) et ses propres **règles** et **assemblées**.



Le système de gouvernance s'organise autour de **l'assemblée générale *"Fællesmøde"***, instance décisionnelle la plus haute et lieu de discussion des sujets importants pour l'ensemble de la communauté.
Le pouvoir est également exercé par les **assemblées de quartiers** ("*Områdemøder*"), l'**assemblée des entreprises lucratives ou non** ("*Virksomhedsmøde*") et l'**assemblée des finances** ("*Økonomimøde*") qui s'occupe des ressources économiques de la ville (comme les versements de la commune au titre de l'aide sociale, le "loyer de Christiania" versé par une large part des habitant.e.s, les contributions volontaires des collectifs à but lucratif), etc.
Dans ces différentes assemblées, les décisions ne sont jamais prises au vote, mais par **consensus**, ce qui signifie que tout le monde doit être d'accord. La règle de la majorité ne s'applique donc pas. Une personne s'opposant à une décision peut bloquer son application.

À noter qu'à Christiania **les voitures individuelles, les armes, les gilets pare-balles, le camping et les drogues dures sont interdits**. Contrairement au reste du Danemark, la **vente du cannabis y est autorisée** dans la célèbre *"Pusher Street"* ce qui crée de nombreux conflits avec les autorités.

Au cours des cinquante dernières années, certain.e.s habitant.e.s ont également pu **être élu.e.s dans les institutions publiques**, comme Tine Schmedes, élue de la Représentation des citoyen.ne.s de Copenhague pour la Liste des femmes (1974-1977), et connue pour avoir été bannie après avoir allaité son enfant lors de la première réunion...


Tine Schmedes

Une ville-modèle d'autogestion ?

En plus des **habitations, les activités industrielles, artisanales, commerciales, culturelles**, **sanitaires, théâtrales** s'organisent dans la ville.

Christiania a son propre jardin d'enfants, une boulangerie, un sauna, une unité d'**éboueur.se.s/recycleur.se.s indépendante** des services municipaux, des bulldozers, une fabrique de vélos, une imprimerie, une **poste**, une supérette, une **maison de santé**, une **radio libre**, des d'ateliers de restauration de poêles anciens ou de voitures anciennes, un **cinéma** "*Byens Lys*" ("Les Lumières de la Ville"), des bars, des restaurants et des lieux de spectacles. L'agrandissement et la rénovation des égouts de Christiania ont été réalisés par les résident.e.s elleux-mêmes.

Malgré sa grande autonomie, le quartier de Christiania **n'a jamais réussi à s'émanciper intégralement de toute dépendance au monde extérieur**.

Christiania aujourd'hui : entre tourisme et résistance

Aujourd'hui, **1000 personnes vivent** toujours à Christiania. Toutefois, la "ville libre" fait face à de nombreuses difficultés depuis plusieurs années : **conflit avec les autorités locales et avec la police, phénomène de gentrification et touristification du lieu**.

Dans un mouvement général de normalisation et d'uniformisation du pays, le Premier ministre libéral-conservateur Anders Fogh Rasmussen décide de s'attaquer au «cas» Christiana qui autorise la vente de cannabis. **En 2007, une première maison est démolie**, entraînant une vive contestation, puis un conflit avec la police. Au fil des années, le gouvernement danois n'a cessé de chercher à régulariser l'occupation juridiquement "illégale" des lieux. En interne, de nombreux conflits ont opposé les militant.e.s du lieux et les vendeur.se.s de cannabis, l'argument de la vente de drogue étant largement mis en avant par les gouvernements successifs pour justifier le démantèlement du lieu. **L'expulsion de Christiania est toutefois délicate** à mettre en œuvre pour un Etat qui devrait reloger l'ensemble des habitant.e.s du lieu. De plus, plusieurs centaines d'habitant.e.s bénéficient d'une **aide sociale fixée** à un prix particulièrement bas. En cas d'expulsion et de relogement, l'aide versée devrait être augmentée pour payer des loyers plus chers.

La pression gouvernementale qui a ponctué les cinquante années d'occupation du terrain a abouti à la **création d'une fondation** par la communauté de Christiania qui a **racheté en 2012 7,7 hectares des 34 hectares** originels (soit 20%). Les habitant.e.s versent désormais un loyer au gouvernement et sont contraint.e.s de se soumettre à la propriété individuelle, principe auquel iels s'opposent initialement... Les habitant.e.s sont donc des propriétaires et l'Etat considère chaque habitant.e comme un individu responsable de payer ses propres factures et impôts et non comme un collectif d'individus. **Depuis la loi de 2013, l'état d'exception qui s'appliquait à Christiania a été supprimé, mettant fin aux quarante années d'expérimentation sociale et politique**

du lieu. Le quartier est désormais soumis aux mêmes lois que le reste du Danemark.



Aujourd'hui, par son histoire exceptionnelle, Christiania est victime de son succès. Entre **500 000 et 1 million de personnes** viennent chaque année visiter le "prototype de la ville anarchiste" qui se transforme de plus en plus en un Disneyland alternatif, bien loin des idéaux originels. Des concerts, des représentations théâtrales sont organisés chaque semaine. De nombreux.ses touristes viennent également acheter et consommer du **cannabis** dans cette enclave juridique.

Finalement, même si Christiania ne ressemble plus aujourd'hui à la "ville libre" du 1971, elle reste un modèle qui persiste, évolue et incarne un espoir continuant de servir d'exemple au monde entier.

Pour aller plus loin :
-Documentary - Christiania a free way of life - 2013 - VOSTFR
-article : Il était une fois la ville libre de Christiania au coeur de Copenhague (FR)

Vous pouvez retrouver l'ensemble de nos newsletters sur le site de CliMates.

Pour suivre nos aventures sur les réseaux :

Pour tout retour ou partage d'initiatives, n'hésitez pas à nous envoyer un mail à : legras.lea@gmail.com, cleafache@yahoo.fr, hug.chirol@gmail.com

Vous pouvez partager le lien d'inscription à notre newsletter autour de vous :

Newsletter version française
Newsletter version anglaise



This email was sent to {{contact.EMAIL}}

Se désinscrire

Envoyé avec Brevo

Bonjour à tous et toutes,

Du 26 mai au 1er juin, nous nous sommes rendu.e.s à **Malmö**, au sud de la Suède. Ces trois jours nous ont permis de nous interroger sur cette ville, souvent exhibée comme **modèle de réussite de la transition écologique et sociale**.



Malmö en Suède : une "ville durable" modèle ?

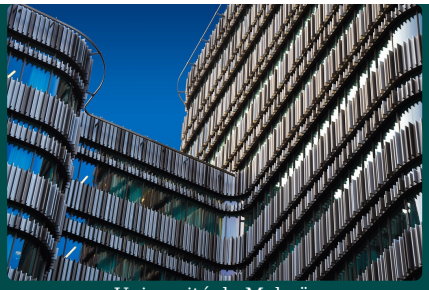
La reconversion d'une ancienne ville portuaire industrielle

Avec ses plus de **300 000 habitant.e.s**, Malmö est la troisième plus grande ville du pays et est aujourd'hui considérée comme l'**une des villes les plus vertes d'Europe**.

Avec une économie basée sur le commerce du hareng salé au XIVe siècle, le ville est devenue un **port industriel important au XXe siècle** grâce à ses **chantiers navals, ses usines de béton et son industrie textile**. Seulement, la **crise pétrolière** des années 1970, le **contexte de récession des années 1990**, et la **tentative ratée d'installation de l'usine automobile Saab** en 1989 (qui fermera ses portes deux ans plus tard), impactent durement le tissu économique local. Au début des années 1990, le taux de chômage atteint les 12,4%, obligeant la ville à **changer radicalement de cap**.

Ainsi, en 1995 et 1999, le **pont ferroviaire** et le **tunnel de l'Øresund** reliant Malmö à Copenhague, sont construits. Cette nouvelle liaison relance l'économie en attirant à la fois des touristes et des entreprises initialement localisées dans la capitale danoise.


Le pont ferroviaire et le tunnel de l'Øresund



Université de Malmö

En 1998, la ville continue sa reconversion en construisant l'**Université de Malmö** (*Malmö universitet*) sur une partie de l'ancien chantier naval. Le campus accueille aujourd'hui 24 000 étudiant.e.s, qui, cumulés aux 40.000 étudiant.e.s de l'université voisine de Lund (à 16 km) rendent cette zone très dynamique académiquement.

Malmö fait également le **pari de la "ville durable"**. La Suède est connue pour ses "***Koloniträdgårdar***" (jardins de famille) qui permettaient dès le XIXe siècle aux citadin.ne.s vivant dans des appartements d'avoir une petite parcelle de terre. Grâce à ce système, les habitant.e.s pouvaient cultiver leurs propres fruits et légumes afin de réduire leurs dépenses alimentaires. Ce système s'est avéré notamment très utile lors des deux guerres mondiales en garantissant une alimentation pour de nombreuses familles.
Si ces jardins existent toujours en Suède et à Malmö, la ville a souhaité aller plus loin pour continuer à transformer son image de ville industrielle. Dans le cadre d'une exposition consacrée à la ville du futur, "*2001 European Exhibition*", l'urbanisme Klas Tham avec les services municipaux transforment les anciens docks pollués en un **écoquartier nommé "Bo01"**. Aussi connu sous le nom de "Ville de Demain", cet écoquartier est le premier au monde à être totalement alimenté en énergies renouvelables. Les usines désaffectées, les hangars et les espaces industriels laissent leur place à 1300 logements, des postes de travail, des pistes cyclables, un système de collecte d'eaux pluviales, des espaces verts (également sur les toits), un gratte-ciel moderne (le *Turning Torso*), des panneaux solaires, un système de tri sélectif qui permet de produire du gaz naturel à partir des déchets organiques des ménages, etc... Ce projet est le premier d'une vaste opération de réhabilitation des 140 hectares du quartier de *Västra Hamnen*, situé sur la partie ouest de l'ancien port industriel et attire une attention toute nouvelle sur la ville qui devient un **modèle de "ville durable" en Europe**.



Ecoquartier "Bo01"

D'autres écoquartiers voient le jour à Malmö, comme l'**éco-cité *Ekostaden Augustenborg*** du quartier populaire d'*Augustenborg* qui a développé un grand programme de rénovation urbaine intitulé *Ekostaden* ("éco-voisinage") avec la participation des habitant.e.s et des acteur.rice.s du secteur public et privé.
Puis, en 2015, Malmö est la première ville suédoise à s'engager à **respecter les 17 Objectifs de Développement Durable (ODD)** des Nations Unies et ambitionne d'être neutre en carbone dès 2030 (soit 20 ans plus tôt que prévu par les engagements européens pour respecter l'Accord de Paris). La ville compte plus de 400 kilomètres de pistes cyclables et possède la plus grande usine de biogaz d'Europe, recyclant la plupart des déchets solides pour les transformer en carburant pour les bus et les voitures.

Pour aller plus loin :
-*Malmö: the Swedish miracle that transformed industrial city into a sustainable city (EN)*
-*Bo01 “cité de demain” (FR)*
-*Concevoir un écoquartier : l'exemple d'Augustenborg (FR)*

Les limites des politiques écologiques et sociales à Malmö

Malgré cette réputation de “ville verte”, Malmö est l'**une des villes les plus pauvres** de Suède et est marquée par d’importantes **inégalités sociales**. Sa localisation au Sud de la Suède en fait la **porte d’entrée de l’immigration** en Suède (vagues de migration des années 1990 et 2000, de Yougoslaves, de Soudanais.e.s et d’Irakien.ne, et plus récemment de Syrien.ne.s, ou d’Ukrain.en.s). Environ 30% de sa population est musulmane. Toutefois, depuis quelques années, la Suède repense drastiquement sa politique d'asile. **L’arrivée au pouvoir en septembre 2022 du centre-droit** (Les Modérés, les Libéraux, les Chrétiens Démocrates) soutenu par le **parti d’extrême droite fondé par des néonazis** en 1988, les **Démocrates de Suède** (*Sverigedemokraterna*, SD), a radicalement transformé l’image de terre d’accueil du pays. Le conseil municipal de Malmö (*Kommunfullmäktige*) était historiquement dirigée par le parti de gauche social-démocrate, Parti social-démocrate suédois des travailleur.se.s (*Socialdemokratiska Arbetarepartiet*, SAP), et est aujourd'hui entre les mains d’une coalition SAP/Libéraux. Lors des élections de 2022, l'extrême droite obtient (10 des 61 sièges) incitant la municipalité à appliquer une politique migratoire de plus en plus restrictive.

En matière climatique, Malmö reste une ville située dans un pays riche dont l'**empreinte carbone par habitant.e est de 9 tonnes de CO2-équivalent**, soit bien loin de l’objectif de 2 tonnes nécessaires pour respecter l’Accord de Paris...

En termes de relation à l'institution publique, les Suédois.e.s conservent une **grande confiance dans leur gouvernement**, comme en témoigne le faible taux d'abstention aux dernières élections législatives (moins de 16%, contre 28% par exemple lors du deuxième tour de la dernière élection présidentielle en France). Ce contexte de démocratie représentative fonctionnelle **complique l’émergence des courants de pensée radicaux sur les questions écologiques, sociales et démocratiques** dans un pays où les électeur.rice.s ont un haut niveau de vie, et où les tranches les plus pauvres de la population sont invisibilisées.

Lors de notre passage à Malmö, nous avons pu r**encontrer plusieurs collectifs militants** pour une société radicalement plus écologique sociale et démocratique .

Pour aller plus loin :
-*Des inégalités croissantes en Suède…Fabrice Perrin, Dans Regards 2014/1 (N° 45), pages 109 à 116 (FR)*
-*Montée de l’extrême-droite en Suède : « Il est difficile de faire sans un parti qui fait 20 % » (FR)*
-*Législatives en Suède : comment l'extrême droite s'est rapprochée du pouvoir après une percée historique dans les urnes (FR)*

Allt åt alla : des campagnes plurielles pour une transformation radicale de la société

Présentation d’*Allt åt alla*

Né en 2009 des mouvements de la gauche radicale extra-parlementaire et antifascistes, le collectif *Allt åt alla* est membre du **Réseau Municipaliste Européen** (*European Municipalist Network*) et se définit comme une **"union sociale"**. A la différence d'un syndicat, l'union ne s'organise pas autour du lieu de travail mais autour de **tous les aspects de la vie quotidienne**, **sans toutefois se définir comme parti**. Le collectif est aujourd'hui présent dans les quatre plus grandes villes suédoises : Malmö, Göteborg, Stockholm, Uppsala.



Les campagnes menées par chaque groupe local suivent les principes suivant :

-**La curiosité** : avoir une approche investigatrice et curieuse pour comprendre, tester et résoudre des problèmes concrets.

-**Les réformes antagonistes** : formuler des revendications politiques pour changer fondamentalement la société.

-**L'intervention** : agir directement auprès de la société pour mettre en place des solutions concrètes aux problèmes.

-**L'activation des masses** : activer les gens en grand nombre pour les rendre acteur.rice.s du changement et transformer la société par l'action collective.

Né d'initiatives locales, le mouvement tente aujourd'hui de **se structurer à l'échelle nationale** pour gagner en puissance et donner un cadre aux **200 personnes** qui le composent. Un bureau national a notamment été officiellement créé il y a deux ans. Il se charge des aspects administratifs et des décisions pratiques. Toutefois, les **décisions stratégiques restent prises à l'échelle du groupe local**, pour ne pas rompre avec l'identité du mouvement.

L'histoire d'*Allt åt alla* Malmö

A Malmö, l'histoire d'*Allt åt alla* commence en **2009**, à la suite de la **vague de privation du parc immobilier** qui entraîne un mouvement d'occupations illégales de logements. *Allt åt alla* apporte alors son soutien au mouvement de contestations en revendiquant un **droit à la ville et aux logements pour tous.tes les citoyen.ne.s**.

Puis, face à la **montée de l'extrême droite** dans la ville et le pays, le collectif rejoint des manifestations contre le parti d'extrême droite SD *(Sverigedemokraterna* qui signifie "Démocrates Suédois"). La question migratoire devient une nouvelle revendication du collectif. *Allt åt alla* Malmö aide notamment à la mise en place et à la **gestion d'un camp d'accueil pour les réfugié.e.s d'Europe de l'Est** expulsé en 2015. Situé au milieu de la ville, ce camp de 200 personnes a permis de mettre en lumière les **manquements et les carences de l'Etat** en matière d'accueil des réfugié.e.s, ainsi que l'accroissement des inégalités dû à la gentrification dans le centre-ville.

Les campagnes d'*Allt åt alla* Malmö

Aujourd'hui *Allt åt alla* Malmö est composée d'une soixantaine de personnes qui soutiennent différentes campagnes :

-Les numéros du magazine **SVARM** et la **Radio pour tous.tes** qui traitent de différents thèmes : communs, écologie, démocratie, féminisme,

-La campagne pour **empêcher l'augmentation des prix des loyers** à hauteur de 30% à 60% dans la ville.

etc.

-Les projets de **centres sociaux** dans les quartiers les plus modestes de la ville.

-**La campagne contre l'enseigne de supermarchés suédoise ICA**, dont une dizaine de cadres sont soupçonné.e.s d'avoir profité de leur position pour spéculer sur les actions de l'entreprise en autonome 2021.





-La **participation à des manifestations**, comme le 1er juin dernier à Stockholm, contre l'entrée de la Suède dans l'OTAN et contre les pressions du président turc Recep Tayyip Erdogan. Ce dernier bloque l'entrée de la Suède dans l'organisation pour ses politiques qu'il juge trop "laxistes" envers les militant.e.s pro-kurdes considéré.e.s comme des terroristes en Turquie. Ces pressions ont abouti à une nouvelle loi du Parlement suédois interdisant les activités liées à des groupes extrémistes et contre laquelle les militant.e.s s'opposent.

-La participation au ***Nordic Labor Film Festival*** en novembre 2023.

-Le soutien à la **révolution au Rojava** en lien avec le collectif *Rojavakommittéerna*.



Democratic Transition (Demokratisk Omställning) : changer radicalement de système en impulsant un mouvement démocratisation par le bas

Présentation et vision

Democratic Transition (*Demokratisk Omställning*) est une organisation suédoise située dans plusieurs villes du pays, dont Malmö. Son but est d'i**mpulser un changement radical dans la société en multipliant les outils et initiatives de démocratie participative à l'échelle locale pour permettre aux citoyen.ne.s de se réapproprier le pouvoir politique**. Pour ce faire, les sociétés doivent relever aujourd'hui cinq défis :

-**Respecter les limites planétaires** et **mettre un terme à l'exploitation prédatrice des ressources naturelles.** Crise écologique et sociale étant liées, cette révolution écologique ne peut advenir que si les ressources et les pouvoirs sont redistribué.e.s démocratiquement pour que tous.tes puissent en jouir.

-**Transformer les processus d'élaboration des politiques publiques en laissant une large place à la démocratie directe et participative**. Dans une société démocratique, les citoyen.ne.s directement concerné.e.s par les décisions doivent être parties prenantes des discussions.

-**Décentraliser nos systèmes de prise de décision pour qu'elles soient prises au plus près des personnes concernées**. Le modèle du confédéralisme* peut par exemple constituer une alternative intéressante.

-**Instaurer une société égalitaire, féministe, antiraciste et antifasciste luttant pour l'égalité et la liberté pour tous.tes**. Le concept d'**intersectionnalité** permet notamment de mettre en lumière les interactions entre les dynamiques de discrimination et d'oppression qui se créent et se maintiennent entre elles : race/ethnicité, sexe/genre, classe, âge, sexualité, religion.

-**Faire émerger une économie solidaire, implantée localement** pour sortir du paradigme productiviste et inégalitaire sur lequel repose notre économie, assurant ainsi une plus grande autonomie et résilience des territoires.

DEMOKRATISK OMSTÄLLNING

***LE CONFEDERALISME :**

Inspiré du "municipalisme libertaire" de Murray Bookchin, les confédérations sont des réseaux de communautés locales dont le pouvoir appartient aux citoyen.ne.s. A l'échelle d'une confédération, la politique est élaborée au niveau local, tandis que l'administration et la coordination sont assurées par des délégué.e.s élu.e.s, mandaté.e.s et révocables dans les assemblées du conseil. Des organismes confédéraux peuvent également exister à l'échelle régionale, nationale et européenne pour prendre des décisions sur des sujets nécessitant un changement d'échelle : infrastructures de transports, système de santé/de retraite, éducation, justice, etc. Le système politique mis en place au Rojava (Kurdistan syrien) en 2014 s'inspire notamment de ce modèle.

Activités concrètes à Malmö

Si le groupe local de *Democratic Transition* à Malmö est assez récent, ses six membres actif.ve.s mettent en place différents projets pour impulser des transformations par le bas.



L'année dernière, iels ont aidé à la **traduction du Guide du municipalisme** (2018) en suédois. Écrit dans la continuité du rassemblement des villes sans peur "*Fearless cities*", ce livre est rédigé par plus de 140 personnes issu.e.s de 19 pays différents. Pensé comme une **boîte à outils**, il recense les bonnes pratiques pour mettre en place une plateforme municipaliste, rédiger un manifeste participatif, obtenir des financements, et gagner les élections locales. Cette traduction a donné lieu cette année à la création de **"cercles d'études"** ouverts à tous.tes à Malmö pour lire et discuter du livre. L'idée est ensuite, à l'automne prochain, de réaliser un **tour en Suède** pour discuter dans les villes du livre traduit.

Ces ateliers ont pour but de participer à la **diffusion de la culture du municipalisme et de la démocratie radicale** auprès des habitant.e.s de Malmö et en Suède.
Cette année, iels souhaitent également mettre en pratique leurs connaissances en écrivant des **propositions politiques** pour les prochaines élections municipales en 2026.

Vous pouvez vous abonner à leur newsletter pour être au courant de toutes les actualités de *Democratic Transition* ou retrouver leurs articles sur leur blog.

Vous pouvez retrouver l'ensemble de nos newsletters sur le site de CliMates.

Pour suivre nos aventures sur les réseaux :

Pour tout retour ou partage d'initiatives, n'hésitez pas à nous envoyer un mail à : legras.lea@gmail.com, cleafache@yahoo.fr, hug.chirol@gmail.com

Vous pouvez partager le lien d'inscription à notre newsletter autour de vous :

Newsletter version française
Newsletter version anglaise

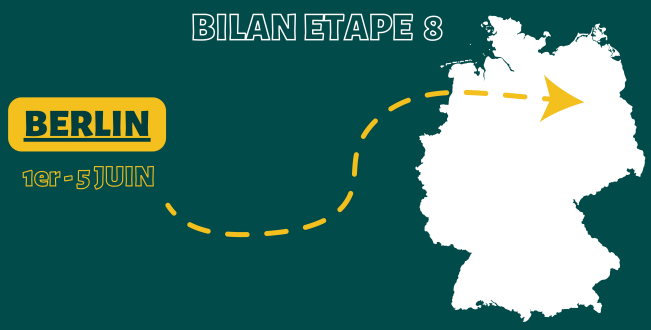
This email was sent to {{contact.EMAIL}}

Se désinscrire

Envoyé avec Brevo

Bonjour à tous et toutes,

Notre séjour dans la capitale Allemande du **1er au 5 juin** était riche en rencontres et en interviews. La ville foisonne d'initiatives citoyennes permettant aux citoyen.n.e.s de se réapproprier le pouvoir politique. Nous avons profité de ces cinq jours pour travailler sur deux thématiques distinctes : les **référendums locaux comme levier citoyen** et les coopératives énergétiques. Cette newsletter est dédiée à la première thématique.



Le système politique allemand

Très loin du système centralisé à la française, le système politique allemand est **fédéral :** il est composé de régions autonomes (les *Länder*) possédant chacune leur propre gouvernement. Qu'ils soient nationaux ou régionaux, les gouvernements sont désignés par des **coalitions** qui se constituent après chaque élection.



Olaf Scholz, chancelier allemand

À l'échelle nationale par exemple, le gouvernement du **chancelier Olaf Scholz** s'appuie sur une coalition entre trois partis : Le **SPD** (*Sozialdemokratische Partei Deutschlands*, le Parti social-démocrate) dont il est issu, ainsi que le **FDP** (*Freie Demokratische Parte,* le Parti libéral démocrate) et les **Verts** (*Bündnis 90/Die Grünen*).

À l'échelle régionale, les 1**6** ***Landërs*** **sont autonomes dans de nombreux domaines** comme l'éducation, la police, la culture ou l'aménagement du territoire. Avec deux autres villes (Hambourg et Brême), Berlin possède la particularité d'être une **cité-état**, c'est-à-dire qu'elle dispose du statut et des compétences d'un *Land*.

Le référendum local d'initiative citoyenne

Toujours dans cette logique de pouvoir décentralisé, les Allemand.e.s disposent d'un outil démocratique fort : la **possibilité d'engager un référendum local d'initiative citoyenne, à l'échelle de la municipalité ou de la région**. Chaque *Landër* possédant sa propre constitution, les modalités d'organisation de ces référendums **varient** selon qu'on soit à Hambourg, à Munich ou à Dortmund. Voici les **principales étapes** d'un processus de référendum local dans la cité-état berlinoise :

1) La **demande de référendum** est soumise au département de l'intérieur et des sports du sénat berlinois avec une estimation budgétaire de la réforme proposée.

2) La **collecte de signature** peut ensuite commencer, elle doit se faire uniquement au format papier et rassembler **20 000 signataires** (1ère phase).

3) Le **sénat vérifie** la conformité des signatures et la compatibilité de la réforme avec la législation locale. Si ces éléments sont validés, le sénat puis la chambre des représentant.e.s disposent de 4 mois pour se prononcer. Si les parlementaires refusent d'appliquer directement la réforme proposée alors la 2ème phase débute.

4) Les citoyen.ne.s ont alors 4 mois pour **collecter 170 000 signatures** soit 7% des électeur.rice.s locaux.les (2ème phase). Si le référendum implique une modification de la constitution, le nombre de signatures à collecter s'élève à **490 000** soit 20% des électeur.trice.s.

5) Si le nombre de signatures est atteint, l'administration doit **organiser le référendum** dans les 4 mois qui suivent. C'est la troisième et dernière phase.

6) Pour que le référendum soit remporté, **il faut que le "Oui" soit sollicité par 608 000 citoyen.ne.s lors du vote,** soit **25%** des électeur.trice.s. Si une modification de la constitution est nécessaire, il faut atteindre **66% soit 1,2 million** de personnes.

Qui peut participer ? Tous.te.s les citoyen.ne.s éligibles au vote pour le parlement de Berlin, à savoir **toute personne de plus de 18 ans résidant à Berlin depuis trois mois minimum**, possédant la **nationalité allemande**. Les personnes en situation irrégulière et les sans-abri ne peuvent donc pas voter…

Quelle est la valeur de ce vote ? Aussi étonnant que cela puisse paraître, ce vote n'a aucune valeur légale, il n'a pas la valeur d'un décret ou d'une loi. Toutefois, un vote favorable obtenu lors d'un référendum citoyen dispose d'un **fort poids moral,** obligeant implicitement le gouvernement local à mettre en œuvre la politique demandée.

Sur quel texte porte le vote ? Pour les porteur.euse.s de l'initiative, il y a deux possibilités : soit iels **rédigent un texte de loi (*draft law*)** pour que la réforme soit adoptable directement après le vote, soit iels font **la liste de leurs revendications sous la forme de "*bullets points*"**. Le premier est cas est plus contraignant pour le gouvernement en place mais il nécessite un important travail juridique en amont pour que le texte soit considéré comme légal et applicable. Dans le deuxième cas, une fois le vote remporté, la municipalité est censée rédiger un projet de loi reprenant les propositions votées. Il existe toutefois des exemples où, malgré un vote favorable, aucune décision n'a été adoptée…

Est-ce que ça marche vraiment ? L'efficience du processus dépend de plusieurs facteurs. Nous avons pu rencontrer plusieurs collectifs citoyens ayant milité pour la mise en place de référendums, sur des thématiques différentes avec plus ou moins de succès. En voici quelques exemples.

Klimaneutrales Berlin ab 2030 (Berlin Climatiquement neutre en 2030) - 26/03/2023

Initié par l'**ONG berlinoise *Klimaneustart*** ("Nouveau départ climatique"), le référendum *Klimaneutrales Berlin* s'est tenu il y a seulement 3 mois et s'est soldé par un échec. En effet, bien que le "oui" l'ait emporté sur le "non" avec 50,9% des voix**, les militant.e.s n'ont pas réussi à mobiliser suffisamment de personnes**. Seulement 442 000 votes favorables ont été recensés, soit loin des 608 000 nécessaires... L'ambition du référendum était d'**obliger le gouvernement local à atteindre la neutralité carbone pour la ville à l'horizon 2030 au lieu de 2045** comme initialement prévu pour aligner les politiques climatiques de la ville sur l'objectif de 1,5°C fixé par l'Accord de Paris. La proposition de loi qui a été rédigée par l'ONG proposait notamment de privilégier la réduction des émissions de CO_2, à la compensation, ou encore la mise en place de sanctions en cas de non-respect des objectifs fixés.

Cette tentative illustre l'un des éléments les plus déterminants dans la réussite des référendums locaux : **le choix de la date du vote final**. Cette décision revient à la municipalité qui peut choisir de coordonner (ou non) le référendum avec une élection conventionnelle (locale, nationale, européenne). Le choix de la date du vote a une influence directe sur le taux de participation au référendum. Il est beaucoup plus difficile de rassembler le quorum de 25% de votes nécessaires lorsque le vote est organisé indépendamment du calendrier électoral. En théorie, cette décision doit être prise en s'appuyant sur des raisons techniques ou logistiques et en tenant compte du fait que la mutualisation des votes permet d'optimiser le coût d'organisation. Concernant le référendum *Klimaneutrales Berlin,* **la municipalité a choisi de le fixer le 26 mars dernier soit quelques semaines après la tenue des élections municipales à Berlin le 12 février**. Cette courte période entre deux échéances électorales est probablement l'une des origines de la trop faible mobilisation des d'électeur.rice.s le jour J. Malgré tout, cette campagne aura permis de **mettre au centre de l'espace politique et médiatique local les questions climat**. L'association *Klimaneustart* réfléchit d'ailleurs déjà à **répliquer l'expérience** dans d'autres villes pour obtenir des victoires.



Rencontre avec un membre de *Klimaneustart*, le 04/06/23

***Deutsche Wohnen & Co. enteignen* ("Exproprier *Deutsche Wohnen & Co*") - 26/09/2021**

Le 26 septembre 2021, en même temps que les élections fédérales, s'est tenu un **référendum sur le droit au logement** à Berlin. L'initiative, nommée *Deutsche Wohnen & Co.* enteignen ("*Exproprier Deutsche Wohnen & Co*") s'est **soldée par un succès**, avec 1 035 000 votes favorables soit 57,6% des participant.e.s. Contrairement à l'exemple précédent, le quorum, fixé à 608 000 voix, a été largement atteint. *Deutsche Wohnen & Co.* (*DW&Co*) est une entreprise immobilière spécialisée dans la gestion de logements sociaux. À Berlin, l'entreprise possède plus de 113 000 logements, ce qui en fait la première du marché. En choisissant de nommer leur initiative *"DW&Co. enetignen !"* (Exproprier *DW&Co*), les militant.e.s berlinois.ses pour le droit au logement ont ainsi choisi un narratif de campagne clair : **le peuple berlinois contre les grandes entreprises immobilières**. Iels reprochent aux grands groupes immobiliers (*DW&Co* mais aussi *Vonovia* ou *Heimstaden*) de **spéculer sur le prix des biens et de provoquer une hausse continue des loyers**. Pour organiser ce référendum, les citoyen.ne.s s'appuient sur **l'article 15 de**

la constitution allemande permettant de **“socialiser les moyens de production”** selon certaines conditions. Le référendum ne propose pas de projet de loi, mais met en avant 4 points :

-**Faire revenir dans la sphère publique** la propriété de 226 000 logements de la ville. Toutes les entreprises propriétaires de plus de 30 000 logements seraient concerné.e.s.

-**Compenser financièrement** les entreprises ciblées par une rémunération “en dessous de la valeur de marché” des logements récupérés.

-**Créer une entreprise publique** pour gérer et administrer les logements récupérés.

-**Instaurer une gouvernance démocratique** rassemblant citoyen.ne.s, élu.e.s et locataires pour administrer l’entreprise publique en question.

Une fois le référendum remporté, les modalités d’application des mesures votées sont davantage **floues et complexes**. En théorie, la municipalité est censée rédiger un projet de loi reprenant les propositions soumises au vote. Dans ce cas précis, un débat persiste sur la légalité de telles mesures, notamment sur la question de l’indemnisation des bailleur.resse.s. Lors de la tenue du référendum, la coalition municipale était composée du parti Vert, de la gauche radicale *Die Lienke*, et des sociaux-démocrates du SPD. Dans la continuité du vote, cette coalition a mis en place une **commission chargée d’écrire un projet de loi**. En rassemblant des juristes, des élu.e.s et des militant.e.s, ce groupe de travail doit rendre ses conclusions très prochainement. Toutefois, **la coalition au pouvoir a changé entre-temps** (voir ci-dessous) et le nouveau maire de droite de l’Union chrétienne-démocrate (*Christlich Demokratische Union Deutschlands*, CDU) ne semble **pas très réceptif à l’idée d’appliquer les résultats de ce référendum**. Le vote n’ayant pas été effectué sur un projet de loi en tant que tel, le référendum est relativement moins contraignant pour le pouvoir en place. Tout n’est pas perdu pour autant. Depuis cette mobilisation, le “droit au logement” est devenu un sujet central. Les initiateur.rice.s de *“DW&Co. enetignen !”* travaillent aujourd’hui sur l’organisation d’un **deuxième référendum plus contraignant**, **en proposant un projet de loi rédigé en concertation avec les citoyen.ne.s berlinois.e.s à partir des conclusions rendues par la commission**. Reste à savoir s’iels arriveront à mobiliser une nouvelle fois suffisamment de citoyen.ne.s sur la même thématique…



Rencontre avec un membre de *Deutsche Wohnen & Co*, le 03/06/23

Volksentscheid-fahrrad **(“Référendum vélo”) - 28/06/2018**

Pendant les 4 dernières années, plus de 20 grandes villes allemandes ont fait l’objet d’un **référendum sur la cyclo-mobilité.** Cette dynamique, nommée ***radentscheid*** (“décision de roue”) **a été initiée à Berlin en 2018** lorsque différent.e.s acteur.rice.s de la communauté vélo se mobilisent pour organiser le premier *volksentscheid-fahrrad* (référendum vélo). Ce projet rassemble des citoyen.ne.s issu.e.s de la fédération des usager.ère.s allemand.e.s du vélo (ADFC), de *Greenpeace* ou d’autres ONGs berlinoises tous.tes réuni.e.s au sein du réseau *Livable cities*, devenu par la suite l’association C*hanging Cities*. Le 18 mai 2016, après avoir rédigé leur projet de loi mobilité, le collectif entame la

collecte des 20 000 signatures nécessaires pour passer la première phase du processus de référendum. En seulement trois semaines, les citoyen.ne.s mobilisé.e.s récoltent plus de 100 000 signatures. Cet **énorme succès** permet de médiatiser l'initiative et de faire de la cyclo-mobilité, une **question centrale dans la campagne pour les élections municipales en septembre de la même année**.

Une fois formée, la nouvelle coalition au pouvoir (alliance gauche radicale, verts et sociaux démocrates) **se prononce en faveur du vote et s'engage à en appliquer les résultats : l**a seconde phase de collecte de signatures et la tenue d'un référendum ne sont plus nécessaires. **Le 28 Juin 2018, la nouvelle loi mobilité est adoptée par la chambre des représentant.e.s berlinoise**. Elle reprend l'essentiel des propositions de *Changing Cities* comme :
-La construction de 350 kilomètres de pistes cyclables
-La sécurisation de 75 intersections dangereuses
-Le balisage de pistes cyclables de 2 mètres de largeur sur chaque grand axe de la capitale
-La mise en place de 200 000 places de parking pour vélos

La **réussite** du *volksentscheid-fahrrad* s'explique par plusieurs facteurs :
-D'abord le fort dynamisme de la **"culture vélo"**, visible dans toutes les grandes villes d'Europe et particulièrement en Allemagne.
-Ensuite, le **contexte électoral** semble avoir joué un rôle déterminant. La présence du parti Vert au sein de la nouvelle coalition a facilité la mise en place de la loi.
-Enfin et surtout, l'énorme **engouement suscité dès la première phase de collecte** d**e signatures**, permettant d'installer un rapport de force avec l'institution publique.

Cet exemple permet de comprendre comment **des initiatives *bottom-up* (du bas vers le haut) peuvent émerger, se structurer et aboutir à des résultats très concerts**, grâce à cet outil démocratique. L'expérience de Berlin sert maintenant de **référence** pour d'autres collectifs issus de la communauté vélo comme à Darmstadt, Hambourg ou encore Stuttgart.



Rencontre avec *Changing Cities*, le 02/06/23

Quelles interactions entre initiatives citoyennes et élu.e.s locaux.les ?

Alors que la ville fourmille d'initiatives citoyennes diverses, que les citoyen.ne.s semblent demander plus de justice sociale et plus de mesures écologiques, et que la ville est gouvernée depuis 22 ans par les partis de gauche, comment expliquer le retour de la droite au pouvoir, dans la nouvelle coalition municipale ?

2023 : la droite revient au pouvoir à Berlin

Des **problèmes logistiques ayant été constatés dans le scrutin du 21 septembre 2021**, un **nouveau vote a lieu le 12 février 2023** pour élire le parlement régional et fait arriver le **CDU** (chrétiens démocrates) en tête

(28,3%), devant le SPD (18,39%) et les Verts (18,39%, 50 votes de moins que le SPD). Contrairement à la mandature précédente, la maire sortante et leader de la liste SPD, Franziska Giffey, a décidé de **se tourner, avec son parti, vers les conservateur.rice.s pour former une coalition** et gouverner la cité-état de 3,8 millions d'habitant.e.s jusqu'aux prochaines élections en 2026. Il faut toutefois noter que ce deuxième scrutin était marqué par une **forte abstention de 38%**, en hausse de 12% par rapport au vote précédent.

L'arrivée de **Kaï Wegner** (CDU) au pouvoir est donc une mauvaise nouvelle pour une grande partie de la société civile et pour les Berlinois.e.s militant pour la justice sociale et climatique. Cette défaite permet toutefois de faire émerger des **réflexions sur le manque d'interactions entre élu.e.s et citoyen.ne.s**.

Le réseau *BerlinZusammen* ("Berlin ensemble"), où comment connecter les initiatives entre elles

Pendant les deux mois de négociations séparant l'élection du 12 février et la désignation officielle du nouveau maire (qui dépend donc de la nouvelle coalition) **plusieurs citoyen.ne.s engagé.e.s dans différentes associations locales ont tenté d'influencer la décision du SPD** pour éviter son alliance avec le CDU. En effet, pour valider l'accord de coalition, **les adhérent.e.s du SPD ont dû se prononcer via un vote interne**. L'initiative *BerlinZusammen* (Berlin ensemble) a alors émergé pour **mobiliser l'opinion publique** en un laps de temps très court (6 semaines) et faire en sorte que le vote interne s'oppose à la coalition. Le 18 mars 2023, iels étaient plus de 2 000 à manifester leur désaccord, aux couleurs d'une grande variété de collectifs citoyens. Sur la photo ci-dessous, on peut par exemple voir un militant de *Klimaneusart* (en rouge), une militante de *Deustch Whonene & Co. enteignen* (en violet) et un militant de *Berlin autofrei* (en bleu) une initiative naissante, visant à interdire les voitures thermiques dans certaines zone de la ville.



slogan : stop à la coalition rétrograde !

La mobilisation n'a malheureusement pas suffit. 54% des adhérent.e.s du SPD ont voté en faveur de la collation, donnant ainsi les clés de la mairie à Kaï Wegner, le leader local du CDU.

Toutefois, *BerlinZusammen* continue d'agir et se structure pour **se former en "coalition citoyenne"**. L'idée est d'établir un calendrier commun qui puisse permettre aux collectifs et associations de se soutenir entre elleux sur chaque action. En inscrivant leur action à long terme, les citoyen.ne.s de *BerlinZusammen* cherchent à c**ontrecarrer le court-termisme politique et militant habituel pour mieux répondre à l'urgence écologique, sociale et démocratique**. Iels s'inspirent du mouvement municipaliste et notamment de la plateforme *Barcelona en Comù* (Barcelone en commun) qui a administré la ville de Barcelone pendant les 8 dernières années. Actuellement, les

membres de *BerlinZusammen* multiplient les prises de contacts avec élu.e.s et associations berlinoises pour créer des s**ynergies sur des actions concrètes** et en vue des **prochaines élections régionales en 2026**.

"Nous voulons aussi devenir une plateforme qui lutte pour le pouvoir des Berlinois.e.s, avec ou sans droit de vote, pour transformer notre Berlin en une ville sociale, écologique et juste. Il y a tellement d'idées pour rendre Berlin meilleure - unissons nos forces pour mettre en œuvre ces idées !" Lisa, membre du collectif *BerlinZusammen*.

Pour aller plus loin :

*Sur l'outil référendum :
-*Administration du Sénat pour la maison et le sport, les référendums (GER)*

*Sur *Klimaneustart*
-*Berlin.de (site officiel de Berlin), le référendum pour la neutralité climatique d'ici 2030 a échoué (GER)*
-*Synopse Novelle Klimaneustart (GER)*

*Sur *Deustch Whonene*
-*A Blueprint for a Left That Wins, The Berlin referendum to expropriate big landlords shows how to organize majorities (EN)*
-*Berliners vote to expropriate large landlords in non-binding referendum (EN)*
-*Berliners vote 'yes' on property expropriation (EN)*
-*About us : wenteignen.de (GER)*
-*Volksentscheid, Deutsche Wohnen & Co. enteignen" 2021 (GER)*

*Sur V*olksentscheid*
-*10 objectifs – parce que Berlin tourne ! (GER)*
-*Berlin Mobility Act (MobG) – avec justifications (GER)*

*Sur les élections municipales à Berlin
-*Berlin bascule à droite, une première depuis vingt-deux ans (FR)*
-*En Allemagne, le SPD d'Olaf Scholz perd les élections au parlement de Berlin (FR)*

Vous pouvez retrouver l'ensemble de nos newsletters sur le site de CliMates.

Pour suivre nos aventures sur les réseaux :

Pour tout retour ou partage d'initiatives, n'hésitez pas à nous envoyer un mail à : legras.lea@gmail.com, cleafache@yahoo.fr, hug.chirol@gmail.com

Vous pouvez partager le lien d'inscription à notre newsletter autour de vous :

Newsletter version française
Newsletter version anglaise



This email was sent to {{contact.EMAIL}}

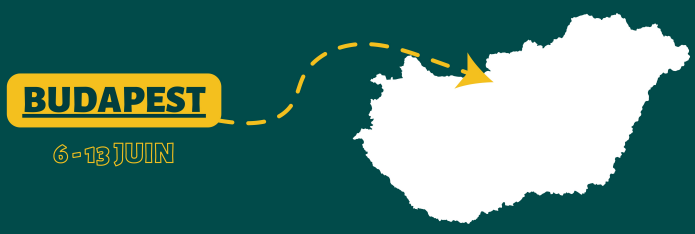
Se désinscrire

Envoyé avec Brevo

Bonjour à tous et toutes,

À **Budapest**, où nous sommes resté.e.s une semaine, c'est le **contexte politique** qui nous a marqué. **Démocratie illibérale, autocratie ou même dictature**, les qualificatifs sont nombreux pour décrire le **manque de pluralité d'opinions**, l'**absence de liberté d'expression** et l'**oppression des minorités**. Dans cette newsletter, après un récapitulatif historique, nous allons voir **comment il est possible, dans un contexte aussi difficile, de transformer les politiques en place** pour plus de justice sociale, d'écologie et de démocratie, à l'intérieur ou en dehors des institutions publiques.

BILAN ETAPE 9



1967 - 1989 : De l'empire austro-hongrois au régime communiste d'Europe de l'Est

L'une des premières questions que nous avons posées à nos interlocuteur.rice.s est la suivante : **La Hongrie est-elle un pays d'Europe de l'Est ou d'Europe centrale ?**



Carte de la Hongrie et des pays voisins

Faisons un bref retour en arrière : de 1867 à 1918, la Hongrie est constitutive de l'empire austro-hongrois. Dirigé par les Habsbourg, l'empire est alors considéré comme une **force majeure d'Europe centrale**. Bien plus tard, après avoir successivement été une république puis une monarchie (une régence) alliée des nazis, la **république populaire de Hongrie est proclamée en 1949**. C'est un **régime communiste totalitaire**. Le pays est

membre du **pacte de Varsovie** (Traité de coopération entre les pays est-européens et l'URSS, 1955) et peut être désormais défini comme un **pays d'Europe de l'Est**. En 1956 un **élan révolutionnaire** traverse le pays, les citoyen.ne.s s'insurgent contre le régime et la trop grande influence de l'URSS sur les politiques publiques. La révolte est réprimée dans le sang mais marque durablement la société hongroise. En effet, à partir des années 1960, bien que le discours officiel ait peu évolué, la Hongrie connaît dans les faits une **libéralisation progressive des domaines sociaux et économiques**. Cette politique plus laxiste que celle des pays voisins est une exception au sein du bloc de l'Est, à tel point que ce fonctionnement est surnommé **"socialisme goulash"** du nom de la soupe traditionnelle hongroise. Ce "socialisme goulash" désigne la **"culture du détournement"**, c'est-à-dire **l'écart entre les discours politiques (toujours stricts dans la forme) et la réalité quotidienne des citoyen.ne.s**. D'un point de vue économique, la Hongrie joue un **rôle de pont entre l'Ouest et l'Est de 1960 à 1989**. C'est la porte d'entrée vers l'Est pour de nombreuses entreprises occidentales, et les Hongrois.e.s jouissent de marchandises introuvables dans les autres dictatures communistes de l'époque. **En 1989-1990**, moment de la dislocation de l'Europe de l'Est, la Hongrie **entame une transition démocratique qui se fait "par le haut"**. Le multipartisme est instauré sans qu'il n'y ait de mouvement populaire le réclamant (contrairement à *Solidarność* en Pologne par exemple). La république nouvellement établie n'a donc **pas d'assise populaire** sur laquelle faire reposer sa légitimité.

L'héritage du "socialisme goulash", c'est-à-dire la "culture du détournement" combiné à l'absence de légitimité populaire de la république, sont deux éléments importants pour appréhender la situation politique hongroise actuelle. Ces clés de lecture sont toutefois loin d'être suffisantes. **Le fort désintérêt des Hongrois.e.s pour la politique est un phénomène relativement récent**.



Révolution de 1956 : À Budapest, des anticommunistes et des nationalistes placent un drapeau national hongrois sur une statue démolie de Josef Staline.

1990 - 2010 : De la république libérale naissante à l'élection d'un autocrate

Dans un contexte de libéralisation active de tous les pays ex-communistes, la Hongrie **intègre l'OTAN** (Organisation du traité de l'Atlantique Nord, 1949) en 1999 puis l'**Union Européenne** en 2004. Politiquement, **les vingt années allant de 1990 à 2010 sont marquées par un jeu politique équilibré entre les partis**

traditionnels de gauche et de droite. De **1998 à 2002, Viktor Orbán fait un premier mandat** de premier ministre caractérisé par des débats sur l'intégration européenne (à laquelle il est favorable) avant de devoir rendre son poste lors des élections législatives de 2002 au **Parti socialiste hongrois** (*Magyar Szocialista Párt*).



Premier ministre hongrois, Viktor Orbán
licence: CC-BY 2.0

La **crise économique de 2008** affecte particulièrement une Hongrie économiquement dépendante des nations occidentales. Le gouvernement libéral de l'époque développe une **politique d'austérité** qui renforce les inégalités sociales et génère un s**entiment de colère et de défiance de la part des citoyen.ne.s vis-à-vis de la gauche**. Deux ans plus tard, la déception se constate lors des élections législatives qui **offrent plus de deux tiers des sièges de l'*Országgyűlés* (l'Assemblée nationale) au *Fidesz*, le parti de Viktor Orbán**.

2010 - 2023 : La pente douce vers la dictature

En 2010, après avoir récupéré le poste de premier ministre, Viktor Orbán a suffisamment de pouvoir (⅔ du parlement) pour **modifier la constitution.** Il **engage alors habilement et progressivement la Hongrie sur le chemin de l'autocratie** (régime politique où un seul individu détient le pouvoir). Au grès des lois de modification de la constitution, Orbán **s'attaque à la liberté des médias, criminalise le sans-abrisme, modifie le nombre de parlementaires et le périmètre des circonscriptions des député.e.s, se positionne radicalement contre l'immigration, met en scène les racines chrétiennes du pays** (alors qu'il est lui-même agnostique) et plus récemment, restreint les droits des homosexuel.le.s et transexuel.le.s.

Orbán considère sa politique comme étant i**llibérale**. On peut définir l'illibéralisme par le **rejet des principes du libéralisme au sens politique**. C'est-à-dire une démocratie, dans laquelle le suffrage universel reste présent, mais où **la pluralité d'opinion n'est pas respectée**, où **l'indépendance de la justice et des médias est malmenée**. Cette notion est complexe car elle est accompagnée d'une **politique économique ultra-libérale** : forte privatisation des domaines comme la santé, TVA la plus élevée d'Europe (27%), *flat tax* (niveau d'imposition égal peu importe le niveau de revenu), etc… Viktor Orbán dispose d'une **solide popularité** parmi les citoyen.ne.s hongrois.e.s, en particulier dans les **zones rurales**. Cette réputation s'explique notamment par le succès des politiques économiques mises en place au début des années 2010, bien aidé par les **aides financières massives de l'Union européenne**. Bien que critiquée pour le non-respect des libertés individuelles par la plupart des pays membres, la Hongrie conserve un **rôle stratégique majeur** au sein de l'Union européenne, notamment sur les questions de **transition écologique et de réindustrialisation**. En effet, le pays se positionne comme un acteur clé dans la **production de batteries et de véhicules électriques**, nécessaire à la décarbonation du secteur du transport et centrale dans l'objectif voté par les parlementaires européens sur l'interdiction des véhicules thermiques en UE à l'horizon 2035. **En se rendant à nouveau dépendante économiquement de dictatures étrangères, l'Union européenne semble reproduire les mêmes erreurs que par le passé**, à la différence près que les pays en question sont maintenant sur le territoire européen (Hongrie ou Serbie) et non sur un autre continent (Russie, pays du Golfe).

Pour décrédibiliser l'opposition et renforcer son pouvoir, le gouvernement **oriente les subventions européennes qu'il reçoit aux municipalités pro-*Fidesz***. Cette politique de favoritisme économique met les rares politicien.ne.s issu.e.s de l'opposition à genoux et pousse certaines institutions publiques

locales à s'endetter. À priori, la ville de Budapest, dirigée par Gergely Karácsony issu du parti écologiste *Párbeszéd – Zöldek* (Dialogue pour la Hongrie - les Verts) est au bord de la faillite.

Fortement inspiré de **Margaret Thatcher** au Royaume-Uni, le **populisme néolibéral** et **conservateur** de Viktor Orbán est méthodiquement construit et constitue une **grande source d'inspiration pour les partis de droite européens**, le *Fidesz* était membre du PPE, le parti de droite au parlement européen jusqu'en 2021. À des échelles différentes, Viktor Orbán semble également **influencer certaines personnalités politiques françaises** comme Marine Le Pen, le parti Les Républicains ou encore Emmanuel Macron.

L'engagement politique en Hongrie : changer les choses de l'intérieur ?

*En renforçant ses pouvoirs, Viktor Orbán **oblige ses opposant.e.s à se réinventer**.*

Plusieurs stratégies existent parmi les militant.e.s :
*-**Prendre le pouvoir à l'échelle locale ou nationale** et tenter d'agir depuis l'intérieur des institutions publiques… ce qui contribue à jouer le jeu d'Orban en laissant croire que la pluralité politique existe.*
*-**Agir en parallèle des institutions**, **à l'échelle locale toujours**, dans la continuité de la "culture du détournement" hongroise.*

Avec les exemples qui vont suivre, nous allons voir les possibilités et les limites de ces deux approches, qu'elles soient politiques, administratives ou tout simplement humaines…

Le mouvement Szikra et le député de gauche radicale András Jámbor

C'est en conscience de l'hostilité du système politique actuel que **le mouvement de gauche écologiste *Szikra*** a choisi son nom. En hongrois, *Szikra* signifie "étincelle" et l'étincelle en question c'est **András Jámbor, seul député issu d'une formation de gauche radicale à siéger à l'Assemblée nationale hongroise**. Formé dans la continuité des luttes pour les droits sociaux et l'accès au logement à Budapest, le mouvement s'appuie sur une communauté resserrée de militant.e.s pour lier et porter la voix des initiatives et des luttes locales déjà existantes dans le pays. L'enjeu est de **casser le récit hégémonique omniprésent du gouvernement** en amenant un nouveau narratif et des mesures concrètes dans le débat public, notamment sur les questions d'accès aux logements.

En amont des élections législatives de 2022, l'**ensemble des partis opposés à Viktor Orbán se sont rassemblés** sous une bannière commune, *Egységben Magyarországért* (Unis pour la Hongrie), s'étendant de la gauche radicale aux partis libéraux de droite conservatrice. Le scrutin est tel que la moitié des député.e.s sont désigné.e.s à la proportionnelle (résultats cumulés à l'échelle nationale) et l'autre moitié en obtenant la majorité dans une circonscription. Pour les circonscriptions, les partis d'opposition ont organisé des primaires afin de désigner le candidat unique de la coalition. András Jámbor, fondateur du média indépendant *Mérce* (qui signifie jauge) et membre du mouvement *Szikra*, s'est présenté et **a remporté la primaire organisée dans la circonscription réunissant les populaires 8ème et 9ème arrondissements** de Budapest. Après s'être présenté comme candidat de la coalition d'opposition au scrutin officiel en 2022, il remporte l'élection et devient le seul député à assumer un positionnement de gauche radicale au sein de l'Assemblée nationale.

Concrètement, **cette stratégie du "un pied dehors, un pied dedans"** avec les institutions publiques doit permettre à András Jámbor d'être un **porte-voix pour les politiques alternatives**. Par exemple, lors de ses prises de parole au Parlement, il cherche à **promouvoir les initiatives de démocratie participative, milite pour une meilleure distribution des richesses et demande la mise en place d'aides pour la rénovation des passoires**

thermiques. À l'extérieur de l'institution, ***Szikra*** **multiplie les liens avec les syndicats locaux ou des mouvements internationaux**. Iels entretiennent des relations avec des mouvements citoyens évoluant dans des contextes politiques similaires comme en Pologne.

"Si on continue de refuser le politique, on ne va jamais rien changer."
Áron Rossman-Kiss membre du mouvement *Szikra*

L'impact réel du mouvement est difficile à quantifier. Les **obstacles politiques sont nombreux et souvent insurmontables**. Avoir un député siégeant à l'Assemblée nationale est le maximum qu'iels puissent faire dans un contexte politique aussi bloqué. Fort de ces **200 à 300 adhérent.e.s** le mouvement *Szikra* **ne compte toutefois pas s'arrêter là** et espère gagner en influence dans les prochaines années.



Rencontre avec Áron Rossman-Kiss, le 07/06/23

L'écologie et le pouvoir local : rencontre avec Gábor Erőss, maire-adjoint du 8ème arrondissement de Budapest

Gábor Erőss, auteur en 2021 d'une lettre ouverte au Président E. Macron, est maire-adjoint du 8e arrondissement de Budapest, **chargé des questions relatives au changement climatique, à la culture, aux minorités ethniques et à l'éducation**. Après une thèse soutenue à l'EHESS (École des hautes études en sciences sociales) à Paris, il est devenu **chercheur à l'institut de sociologie de l'académie hongroise de sciences** avant son mandat. Son parti, le *Párbeszéd–Zöldek* (Dialogue pour la Hongrie - les Verts), allié aux autres partis de gauche, **a remporté les élections municipales de 2019** dans la capitale et est majoritaire dans la plupart des 22 arrondissements de la capitale.

En poste depuis 3 ans et demi, Gábor Erőss et ses équipes sont soumis aux p**ressions de l'État sur les municipalités gérées par l'opposition**. En contrôlant l'appareil législatif, **Viktor Orbán empêche les élu.e.s locaux.les d'engager des politiques locales ambitieuses**. Voici une liste non exhaustive de cette stratégie :
-**Le retrait de compétences :** Le Fidesz retire des compétences aux municipalités. Les écoles primaires étaient auparavant gérées par les municipalités. Depuis une modification de la constitution, il est désormais inscrit que les écoles primaires doivent être administrées par l'État. Idem pour la gestion du réseau de sages-femmes ou de certaines compétences en matière d'urbanisme.
-**La bataille pour la propriété foncière :** En rachetant des terrains, des édifices, ou en s'appuyant sur le Parlement national, Viktor Orbán "nationalise" de nombreuses parcelles et de nombreux bâtiments appartenant initialement aux municipalités.
-**La pression financière :** En restreignant les subventions nationales et en adressant les subventions européennes à ses soutiens ou en les ciblant avec des impôts spéciaux, le parti au pouvoir tient la dragée haute aux municipalités de l'opposition, notamment de gauche. Au point que la ville de Budapest doit s'endetter pour payer ses charges d'exploitation comme le réseau de transports en communs. Les municipalités de l'opposition sont également décrédibilisées

dans les médias nationaux dépendant du pouvoir d'Orbán qui pointent leurs prétendues "incompétences" sans expliquer les manipulations financières à l'œuvre.

Malgré les contraintes, la mairie du 8ème arrondissement **a lancé plusieurs initiatives, comme la mise en place d'un budget participatif**. La suppression de places de parkings pour que les rues du quartier gagnent en convivialité fait par exemple partie des exemples de projets retenus par les citoyen.ne.s. La mairie travaille également sur des **programmes d'égalité des chances dans les écoles** (maternelles), afin d'accroître la mixité sociale et lutter contre la ségrégation des Tziganes dès le plus jeune âge. Sur les questions de biodiversité et d'adaptation au changement climatique, Gábor Erőss milite pour un **projet de forêt urbaine** qui ne devrait finalement pas voir le jour, le terrain ayant été récupéré par l'État pour y construire des terrains de foot (avec du gazon synthétique…).

Comme beaucoup d'intellectuel.le.s hongrois.e.s, Gábor Erőss a fait des études à l'étranger et reste **très imprégné de la culture européenne**. Il s'inspire notamment de villes comme Paris pour sa politique de cyclo-mobilité ou de lutte contre la précarité énergétique. Quand on lui demande **comment l'Union européenne peut soutenir les municipalités d'opposition face à l'État d'Orbán, il répond** :

"C'est ambigu, avant il y avait ce discours dominant des nationalistes qui était de dire que nous, l'opposition, sommes des 'traîtres à la patrie' car on demande aux institutions européennes de conditionner les subventions européennes à des critères démocratiques ou autre. Aujourd'hui, le débat est passé : le fait de s'adresser aux institutions européennes est devenu légitime et plus facile à assumer."
Gábor Erőss

Il estime que **l'Europe n'est pas assez fédérale et que les critères démocratiques devraient primer avant tout**. À l'heure actuelle, les fonds européens négociés dans le cadre du **Plan National de Relance et de Résilience** (PNRR) au lendemain de la crise du covid, **sont "bloqués" à Bruxelles pour la Hongrie**. Il faut dire que paradoxalement, **l'Europe a joué un rôle clé dans la mise en place du "système Orbán"**, ce dernier utilisant depuis longtemps ces subventions pour (quand il n'est pas détourné) financer des projets localisés dans des villes favorables au *Fidesz*. **Un rapport rédigé par l'eurodéputé Judith Sargentini** demande justement au Conseil de l'europe d'examiner le risque clair de violation grave par la Hongrie des valeurs sur lesquelles l'Union européenne a été créée (2018).


Rencontre avec Gábor Erőss, le 07/06/23

Agir concrètement en dehors des institutions : communs et culture du détournement en Europe de l'Est

Et si les pays est-européens étaient en fait les mieux positionnés pour le

nécessaire changement de paradigme qu'exige la transition écologique ?

De par leur héritage communiste, ces pays, dont fait partie la Hongrie, conservent une certaine habitude de **solidarité, d'empathie, de care** en dehors des institutions publiques ou privées. Cette **culture du "commun" est centrale et vive dans un pays dans lequel les institutions publiques sont soumises à un régime autoritaire**. Dans un **monde décroissant**, les valeurs de simplicité, de convivialité et d'entraide promues par la culture du "commun" sont les bases du fonctionnement de la société, où la consommation est raisonnée, la production encadrée et les rapports humains enrichis.

Bien que constamment menacée par la libéralisation de l'économie qui s'est accélérée dans les années 1990, **de nombreux communs existent à Budapest.** Le grand nombre de bâtiments abandonnés a facilité la création d'espaces alternatifs au cours des 30 dernières années. **Très vivant dans les années 1990 puis 2000**, un dense réseau d'alternatives (bars, initiatives citoyennes, coopératives, etc..) s'est structuré et a connu son **apogée dans les années 2016-2017**. Loin d'avoir disparu, cette contre-culture budapestoise a tout de même **été affaiblie par la crise du covid**, **le changement de génération et le processus de touristification de la ville**.

Cargonomia : Entre agriculture biologique en circuits courts, vélo-cargos et décroissance

C'est dans ce contexte qu'en 2015 se lance officiellement **le projet *Cargonomia*** (le projet a commencé à prendre forme dès 2010). Un groupe de 5 ami.e.s, imprégné.e.s de cette vie alternative, décident de **quitter le modèle dominant pour expérimenter quelque chose de nouveau**. À partir de leurs connaissances et réseaux respectifs, iels créent cette initiative mêlant culture vélo, agroécologie, décroissance, politique et recherche.
Concrètement, *Cargonomia* se définit comme la **convergence de plusieurs initiatives** déjà existantes :
-L'atelier d'auto réparation de vélos ***Cyclonomia***
-La ferme d'agriculture biologique ***Zsámboki Biokert***
-Le service de coursier.ère.s auto-organisés ***Kantaa***

a) Cyclonomia : les vélo-cargos comme matrice commune



A partir des années 2010, les membres de l'atelier vélo se forment à la soudure et commencent à construire, entre autres, des vélo-cargos **pour transporter des marchandises en milieu urbain**. En plus de **montrer une autre façon de se déplacer en ville** et de **proposer un système logistique alternatif** débarrassé des véhicules thermiques polluants, les vélo-cargos font de *Cargonomia* un **point de rencontres entre différents projets et un lieu de sociabilité**. Ce mode de transport *low-tech* permet de **façonner des échanges nouveaux**, basés sur des relations économiques et sociales équilibrées, et de dessiner un futur plus lent et désirable. Loin de se réduire à un "magasin de vélos", *Cyclonomia* est avant tout **un "centre social",** un espace permettant aux citoyen.ne.s **d'acheter ou d'emprunter un vélo-cargo**

pour un déménagement par exemple ou simplement **réparer en autonomie** leur propre bicyclette. *Cyclonomia* propose également **un service cyclo-logistique**, assurant la livraison en ville des **paniers de fruits et légumes locaux bio** issus de la ferme de *Zsámboki Biokert* et une **continuité entre les milieux urbains et ruraux**. Le **service de coursier.ère.s auto-organisés** est assuré par la petite entreprise "*Kantaa*", faisant également partie de l'univers *Cargonomia*.

Alors qu'une voiture pèse plus d'1 tonne pour transporter une personne de 70kg, un vélo, pèse uniquement le poids d'une personne pouvant transporter 10 fois sa charge. Le vélo-cargo permet donc de **sortir de l'absurde dépendance à la voiture**, **de renouer avec la juste mesure** et **d'acheminer les biens et services essentiels**. Si l'initiative de *Cargonomia* est difficilement réplicable telle quelle en dehors de Budapest, elle peut être **source d'inspiration.** L'un des fondateurs franco-hongrois du projet, Adrien, a quitté Budapest pour revenir en France et créer son propre atelier vélo "*Veloma*", inspiré des valeurs de *Cargonomia*.

b) Zsámboki Biokert (Jardin biologique Zsambok) : entre ferme bio et expérimentation écologique et sociale

Située dans le village de *Zsámbok*, à une cinquantaine de kilomètres de Budapest, la ferme de 3,5 hectares de *Zsámboki Biokert* est née en 2010. Reposant sur un **modèle d'agriculture biologique et biodynamique**, la ferme produit des fruits et des légumes **vendus au marché à 40%** et **sous formes de paniers en lien avec *Cargonomia* en ville (60%)**. La livraison s'appuie sur un système de pré-commande inspiré des **AMAP** (Association pour le maintien d'une agriculture paysanne). Chaque semaine, la ferme de *Zsámboki Biokert* distribue une centraine de paniers. Avec **cinq salarié.e.s**, la ferme crée une dynamique au sein du village de *Zsámbok* et offre des salaires plus rémunérateurs que ceux perçus usuellement par les agriculteur.rices hongrois.e.s. *Zsámboki Biokert* est donc un **espace social et convivial** qui **concilie enjeux sociaux et écologiques, et propose un modèle économique alternatif** émancipé des logiques de profit. Le lien avec *Cargonomia* assure à la ferme une **stabilité** et une **connexion à la ville**.



CC-CoRDE à la ferme de *Zsámboki Biokert*, avec les stagiaires de *Cargonomia*, le 08/06/23

c) De l'action concrète locale à la diffusion des idées de la décroissance

Les membres de *Cargonomia* **participent à de nombreux évènements** pour faire la promotion de ses vélo-cargos et des valeurs de décroissance qu'ils incarnent. Parmi leurs partenaires, on peut citer **la coopérative *Gólya***, qui tient un bar alternatif et est active dans la distribution et la rénovation de bâtiments, ou l'**association *Valyo***, qui milite pour que les rives du Danube soient considérées comme un commun accessible à tous.tes. Comme beaucoup des initiatives que nous avons rencontrées pendant le voyage (à *L'Asilo* de Naples ou à *Christiania* à Copenhague par exemple) les membres de *Cargonomia* doivent **relever le défi du choc générationnel**, la nouvelle génération hongroise étant moins imprégnée de la culture du commun (et réciproquement, plus imprégnée par l'individualisme occidental) que ses ainé.e.s (dont un certain nombre émigre dans d'autres pays européens).

Consciente de cette nécessité de transmission, l'**équipe accueille de nombreux.ses visiteur.se.s d'horizons différents** :
-Des scolaires, qui viennent faire des activités à la ferme par exemple.
-Des étudiant.e.s internationaux.les, en échange universitaire ou en stage : nombre d'entre elleux sont issu.e.s des grandes écoles d'ingénieur.e.s françaises et partagent leur quotidien en alternant travail à la ferme et recherche sur des sujets relatifs à la décroissance.
-Des journalistes, chercheur.e.s ou groupes de curieux.se.s de passage à Budapest (comme nous).



Rencontre avec *Valyo*, le 10/06/23

En apportant un **narratif commun** aux initiatives dont iels sont partenaires, *Cargonomia* fait le pont, très concrètement, **entre pratique et théorie**. Stratégiquement, iels assument leur statut d'utopie simple, concrète, et de façade pour la diffusion des idées de la décroissance, sans tomber dans le piège de la quête du profit et de la course aux dossiers de subventions.

"Il faut faire attention avec les utopies. Le risque c'est d'entraîner trop de gens avec nous et si ça s'effondre c'est un désastre. Nous on essaie des petites expérimentations... Si Cargonomia se casse la gueule, il n'y a pas des millions de gens derrière donc on fait petit à petit."
Vincent Liegey, co-fondateur de *Cargonomia*

Plusieurs des co-fondateur.rice.s contribuent activement à la **diffusion des idées de la décroissance**. Parmi elleux, Vincent Liegey est très présent dans le débat et les médias français ainsi que dans les réseaux internationaux de la décroissance. Logan Strenchock, autre co-fondateur intervient quant à lui à la *Central European University* (CEU) de Budapest sur les sujets d'agriculture biologique. Ou encore Orsolya Lazányi ("Orsi"), dont la thèse de doctorat réalisée à l'Université *Corvinus* de Budapest en 2022, est *"Une enquête d'économie écologique sur l'économie sociale et solidaire"* (EN) ayant pour object d'étude *Cargonomia*.

Ce jonglage constant entre idées et action fait de *Cargonomia* une **vitrine assumée de la décroissance en action**. Quand on lui demande quelle stratégie adopter pour éviter le crash écologique à venir, Vincent Liegey nous répond que le crash est inévitable. Tout l'enjeu est alors de faire comprendre ce qui se passe, de renforcer la production locale, les solidarités et préparer les esprits dans une logique de **"pédagogie de la catastrophe"**. À rebours du catastrophisme, cette pédagogie soutient qu'il faut rendre la société suffisamment familière à une idée politique pour qu'au lendemain d'une crise profonde, elle **emprunte la voix de la décroissance plutôt que celle d'un néolibéralisme de plus en plus totalitaire**. Cette stratégie semble particulièrement pertinente au regard des effets de la crise du covid, qui, malgré les éphémères débats sur "le monde d'après", n'a fait que renforcer le contrôle sur les citoyen.ne.s et le pouvoir des entreprises. Enfin, et surtout, *Cargonomia* place au centre de son quotidien la **notion de convivialité**, chère au penseur Ivan Illitch, ce qui lui garantit probablement une certaine durabilité.

Pour aller plus loin :

Sur la politique hongroise
- article : Announcing the "illiberal state", fondation Heinrich-Böll (EN)
-article : How Orbán Exploited a Pandemic, Green European Journal (EN)

Sur Cargonomia :
-article : *A l'école de la décroissance : dans une ferme hongroise, de jeunes Français repoussent la marchandisation du monde, L'Obs (FR)*
-article : *Cargonomia : l'alternative économique venue de Hongrie, Cafe Babel (FR)*
-vidéo : Enquête #8 - À la rencontre de Cargonomia et Veloma, Low-tech Lab (FR)

-Sur Zsámboki Biokert : deux vidéos Zsámboki Biokert - Part One (EN) / Zsámboki Biokert Part 2 - Cargonomia (EN)

Vous pouvez retrouver l'ensemble de nos newsletters sur le site de CliMates.

Pour suivre nos aventures sur les réseaux :

Pour tout retour ou partage d'initiatives, n'hésitez pas à nous envoyer un mail à : legras.lea@gmail.com, cleafache@yahoo.fr, hug.chirol@gmail.com

Vous pouvez partager le lien d'inscription à notre newsletter autour de vous :

Newsletter version française
Newsletter version anglaise

This email was sent to {{contact.EMAIL}}

Se désinscrire

Envoyé avec Brevo

Bonjour à tous.tes,

En plus d'être au cœur notre quotidien, **l'énergie occupe une place centrale dans le l'organisation politique des pays occidentaux**. Pour des raisons géo-stratégiques, les politiques énergétiques sont souvent décidées à l'échelle nationale voire européenne, ce qui pose des problèmes **d'acceptabilité et d'implantation locales**. Au cours de ces derniers mois en Europe nous avons pu **explorer la notion de "Démocratie Énergétique"** et voir comment les citoyen.ne.s peuvent prendre le pouvoir sur cette question fondamentale dans trois villes d'Europe : Hambourg, Berlin et Bruxelles.

BILAN ETAPE SPECIAL

DEMOCRATIE ENERGETIQUE



Dans un contexte de transition : "la démocratie énergétique" comme solution pour dépasser les limites d'une gouvernance énergétique centralisée et libéralisée

Une grande partie des démocraties occidentales ont entamé leur transition énergétique bien que celle-ci se heurte à **deux problématiques majeures.**
D'une part, le déploiement des Énergies Renouvelables (EnR) sur le territoire suscite de **nombreuses oppositions** et accroît le clivage ville-campagne.
D'autre part, la nécessaire "sobriété" (soit la réduction drastique de notre consommation) demande un **changement radical de paradigme économique** (vers la décroissance) qui semble encore loin de faire consensus parmi les décideur.se.s.

Mais a quoi sont dus ces blocages ?

D'un point de vue technique d'abord, la **déconnexion entre consommateur.rice.s et producteur.rice.s** est particulièrement élevée pour des énergies comme le gaz ou le pétrole. Les citoyen.ne.s européen.ne.s sont ultra-dépendant.e.s d'une énergie abondante, bon marché et importée (pétrole du Moyen-Orient par exemple) dont iels ne perçoivent pas les effets négatifs au quotidien. Leurs habitudes de consommation, pourtant récentes, sont profondément ancrées. En ce qui concerne l'électricité, la filière qui illustre le plus ce décalage est le nucléaire civil. La construction de quelques centrales nucléaires approvisionnant l'ensemble d'un pays contribue à invisibiliser le fait que tous les moyens de production d'énergie ont un impact sur leur

environnement. Le changement radical d'habitudes que le maillage du territoire par de nouvelles sources de production d'énergie renouvelables constitue ainsi un important défi culturel. L'opposition grandissante aux EnR sur le territoire en est la preuve : les citoyen.ne.s des pays occidentaux se sont habitué.e.s à bénéficier des avantages d'une énergie abondante, au point de ne plus accepter d'en vivre les impacts négatifs.

D'un point de vue politique, si on regarde quelques décennies en arrière, une autre cause à l'origine de ces blocages peut être abordée : **l'hyper-centralisation des décisions sur les questions énergétiques**. L'énergie représentant un enjeu de pouvoir majeur, sa gouvernance s'est toujours faite à l'échelle nationale, voire européenne, historiquement pour les énergies conventionnelles (charbon, gaz ou nucléaire) et plus récemment pour les énergies renouvelables (éolien terrestre ou maritime, solaire, etc.). Une gouvernance centralisée pourrait être considérée comme un avantage à l'heure de la planification écologique mais elle questionne la dimension démocratique des décisions et creuse l'écart existant entre les décideur.se.s et les citoyen.ne.s et diminue l'autonomie (et la liberté ?) de ces dernier.ère.s.

Enfin, **d'un point de vue plus économique**, on peut considérer que les blocages actuels sont en partie **hérités de la libéralisation du secteur de l'énergie mise en place par l'Union européenne à partir de la fin des années 1990**. L'ouverture du secteur à la concurrence rend plus difficile la planification et réduit le pouvoir des États, ce qui ralentit considérablement la transition énergétique (pourtant urgente). Il y a une forte inégalité entre vendeur.se.s et acheteur.se.s Dans la filière éolienne terrestre par exemple, les citoyen.ne.s habitant à proximité d'un parc éolien perçoivent quotidiennement l'impact sur l'environnement généralement sans en percevoir aucun profit, celui-ci étant capté par l'entreprise porteuse du projet, dont le siège est probablement situé dans un grande ville européenne.

C'est dans ce contexte qu'intervient le **concept de "démocratie énergétique"** (*energy democracy* en anglais). L'idée est de **dépasser les blocages évoqués en réinventant un système de gouvernance énergétique décentralisé, où les citoyen.ne.s occupent une place centrale**. L'implication des citoyen.ne.s semble essentielle pour traiter la problématique de justice sociale et d'acceptabilité dans la mise en œuvre de la transition énergétique.

Fortement influencés par les mouvements municipalistes, coopérativistes ou des "communs", les acteur.rice.s de la démocratie énergétique sont nombreux.ses et complémentaires. Lors de notre tour d'Europe, nous en avons rencontré.e.s quelques un.e.s :

-**Certain.e.s militent pour la remunicipalisation** (le retour dans la sphère publique) des réseaux de distribution d'énergie comme à Hambourg avec le projet *"Unser Hamburg unser Netz"* (Notre Hambourg, notre réseau).

-D'autres s'associent **sous la forme de coopératives** pour lancer des projets d'énergie citoyennes comme à Berlin avec *"BürgerEnergie Berlin"* (Energie citoyenne Berlin)

-Enfin, plusieurs acteur.rice.s agissent à Bruxelles pour **influencer les politiques européennes** comme les organisation *EnergyCities* ou encore *REScoop*.

Les citoyen.ne.s : acteur.rices centraux.les mais oublié.e.s dans les politiques énergétiques

Retour sur l'organisation du marché de l'électricité en Europe

Dans presque tous les pays membres de l'Union européenne, le secteur de l'énergie, et en particulier l'électricité et le gaz, **étaient gérés à 100% par les institutions publiques**. À partir de **1996**, l'Union européenne a fait évoluer le fonctionnement du secteur, pour en faire **un marché interne, intégré et unique dans le but de réduire les coûts et d'améliorer la sécurité d'approvisionnement**.

Ainsi, pour comprendre à quel maillon de la chaîne la notion de "démocratie énergétique" peut s'appliquer, il est essentiel de rappeler **comment le secteur de l'électricité est actuellement découpé en Europe** :

⚡ **La production :** Elle peut prendre la forme de barrages hydroélectriques, de centrales nucléaires, à gaz ou à charbon ou encore de parcs d'énergies renouvelables. Cette activité est **ouverte à la concurrence**.

Le transport : Il consiste à transporter l'électricité sur des grandes distances. Ces lignes à haute tension sont pour l'électricité l'équivalent de ce que les autoroutes sont pour le réseau routier. Ce secteur est considéré comme un monopole naturel, il est **administré par une entreprise publique** dans la plupart des pays.

La distribution : Pour acheminer l'électricité dans chaque habitation, les villes sont équipées d'un réseau de distribution connecté aux lignes de transport. C'est l'équivalent des routes départementales pour le réseau routier. Comme pour le transport, les réseaux de distribution sont des **monopoles naturels et sont la propriété des institutions publiques**.

La fourniture : Dernier élément de la chaîne, on appelle fourniture l'achat/vente entre le.a consommateur.rice et le.a fournisseur.se. Ce.tte dernier.ère peut-être ellui-même producteur.rice, ou peut s'approvisionner en achetant son électricité à un.e producteur.rice tiers. Cette activité est **ouverte à la concurrence**.

Levier n°1 Faire sortir l'énergie du marché : la remunicipalisation, une reprise de pouvoir à l'échelle locale

L'un des leviers permettant une reprise de pouvoir à l'échelle locale est donc le suivant : **remunicipaliser la gestion de l'énergie**. Cela signifie **faire revenir dans la sphère publique locale**, c'est-à-dire dans le giron de la municipalité, des activités qui étaient gérées à l'échelle nationale ou qui avaient été ouvertes aux acteur.rice.s privé.e.s. Ce levier d'action s'applique particulièrement aux **domaines de la production ou de la distribution** et permet aux élu.e.s de prendre des décisions éclairées au regard de tous les facteurs (économiques, sociaux et surtout écologiques) contrairement au fonctionnement d'une entreprise privée qui est, par essence, principalement motivée par le profit. **En Allemagne par exemple, les réseaux de distribution appartiennent aux régions** (les *Landër*) et sont **exploités par des acteur.rice.s privé.e.s** sous la forme de concessions d'une durée 10 à 20 ans. Après avoir été mise en concurrence avec d'autres entreprises, une entreprise privée est donc désignée pour administrer le réseau : les décisions stratégiques de développement du réseau (qui peut avoir un impact sur la faisabilité de projets d'EnR dans la ville) lui reviennent, tout comme les profits générés par cette activité.

L'exemple de Hambourg et l'initiative "Unser Hamburg unser Netz" (Notre Hambourg, notre réseau)

À Hambourg, l'entreprise *Vattenfall* (propriété de l'État suédois) qui était chargée de l'exploitation des infrastructures de distribution d'électricité (qui sont la propriété de la cité-état de Hambourg) jusqu'en 2013 a été mise en difficulté par une **initiative citoyenne de référendum local : *"Unser Hamburg unser Netz"*** . Cet outil démocratique particulier permet aux

citoyen.ne.s allemand.e.s de solliciter un référendum populaire sur le sujet de leur choix à condition de recueillir un nombre suffisant de signatures. Ainsi, **le 22 septembre 2013, plus de 25% des citoyen.ne.s de la ville ont voté en faveur de la remunicipalisation des réseaux de distribution de gaz, d'électricité et du réseau de chaleur de la ville** (nous avons écrit un article sur ces initiatives). Ce résultat, bien qu'opposé à la volonté de la municipalité au pouvoir (avec à sa tête Olaf Scholz, actuel chancelier allemand) a une haute valeur symbolique et permet indirectement aux citoyen.ne.s de reprendre le pouvoir sur les politiques énergétiques de la ville. Les trois réseaux évoqués sont aujourd'hui exploités par des entreprises publiques qui appartiennent à 100% aux autorités locales. En résonance avec l'idéal de "démocratie énergétique", les arguments en faveur de cette remunicipalisation sont nombreux : **renforcement du contrôle démocratique, plus grande transparence, soutien au développement des énergies renouvelables, politique de prix plus juste, sécurité d'approvisionnement, ou encore canalisation et réemploi local des profits générés...**

Déléguer la gestion d'une infrastructure à un.e acteur.rice public.que représente évidemment une avancée dans la démocratisation de la gestion de l'énergie. L'une des limites de ce fonctionnement est le manque d'implication des citoyen.ne.s au quotidien. Pour contrer cela, **des initiatives de gouvernance partagée de l'entreprise publique** chargée de la gestion du réseau existent. Le conseil d'administration peut, par exemple, être composé d'un tiers de citoyen.ne.s, un tiers d'associations ou d'entreprises locales (société civile) et le reste d'élu.e.s locaux.les, de manière à ce que les décisions collectivement prises soient représentatives de l'intérêt général. Une autre limite de ce fonctionnement est que cela ne concerne que le **secteur de la distribution**. Pour dépasser ces deux limites, allons nous pencher du côté des coopératives et des initiatives d'énergie citoyenne.



Rencontre avec Wielke, membre de "*Unser Hamburg unser Netz*" à Hambourg, 23/05/23

Levier n°2 Produire sa propre d'énergie : quand les citoyen.ne.s s'investissent elleux-mêmes dans la transition énergétique

Énergie citoyenne, communauté d'énergie, coopérative énergétique... Les mots sont nombreux pour illustrer concrètement l'idée de "démocratie énergétique". Pour éviter les confusions, voici un petit rappel de vocabulaire :

Une **coopérative** est une entreprise dont la **propriété est collective** et où **le pouvoir est exercé démocratiquement**. Les actionnaires sont des citoyen.ne.s disposant **chacun.e d'une voix** au sein du conseil

d'administration (peu importe le nombre de parts qu'iels possèdent). Appliquée à l'énergie, une coopérative est souvent un groupement de citoyen.ne.s qui investissent et exploitent un projet d'énergie renouvelable.

On appelle **énergie citoyenne** un **projet de production d'EnR** qui **ouvre majoritairement son capital au financement collectif** et **son pilotage aux acteur.rice.s locaux.les, dans l'intérêt du territoire et de ses habitant.e.s**. La majorité des cas suivent le format de coopératives, mais il existe également des projets d'EnR dont l'actionnariat est partagé entre entreprises privées et citoyen.ne.s, avec une gouvernance plus ou moins horizontalisée.

Le concept de **communauté d'énergie** est très similaire à "énergie citoyenne". Il existe toutefois une définition pour chacun de ces termes. La communauté d'énergie désigne en français le **partage de l'énergie entre utilisateur.rice.s d'un réseau** (on peut parler d'autoconsommation collective). C'est un moyen d'organiser des activités énergétiques collectives par le biais d'un **système à la fois ouvert et démocratique**.

Cette dernière définition est donc très proche voire identique à celle d'énergie citoyenne. L'existence de ces deux termes s'explique par le changement de langue : "*energy community*" se traduit en français par "énergie citoyenne", **la notion de communauté étant négativement connotée dans la langue de Molière**. Les initiatives d'énergie citoyenne semblent finalement **être le meilleur moyen de dépasser les blocages** évoqués précédemment.

On peut lister **six arguments** majeurs témoignant de la pertinence de développer ces initiatives :

Acceptabilité : en ayant la possibilité d'être partie prenante et en percevant les bénéfices (directs ou indirects), les personnes résidant à proximité d'un projet d'EnR ont beaucoup plus de chance d'y être favorables. Le manque de transparence, de démocratie et de partage des bénéfices font partie des arguments les plus utilisés par les opposant.e.s à ce type de projets.

Démocratie : disposant d'un pouvoir de décision, les citoyen.ne.s se réapproprient une forme de pouvoir, se forment aux enjeux de la transition énergétique et découvrent l'action politique.

Circularité : au lieu d'être captés par des intérêts privés délocalisés (l'entreprise qui porte le projet est rarement basée dans la région), les profits générés sont soit reversés aux citoyen.ne.s actionnaires de la coopérative, soit réinvestis dans des projets locaux à impact social et/ou environnemental (décidés par les actionnaires). La trajectoire des profits n'est pas anodine et une partie des entreprises privées actives dans les EnR financent également des projets d'énergie fossile… Un projet de coopérative énergétique garantit donc une utilisation "durable" des bénéfices réalisés.

Convivialité : un projet co-élaboré entre habitant.e.s d'un même territoire peut permettre de tisser du lien et dépasser certains clivages idéologiques ou humains. C'est en cela que la notion de "communauté" fait sens.

Sobriété : l'implication de citoyen.ne.s dans un projet collectif d'EnR peut avoir un impact sur les comportements individuels. Il est en effet beaucoup plus facile de réduire sa consommation d'électricité quand on est quotidiennement confronté aux impacts que cela induit.

Sortie des logiques de marché : Dans un système où le tarif de vente de l'électricité produite est fixé sur le long terme, les aléas du marché (hausse du prix en hiver, guerre en Ukraine par exemple) n'ont pas d'impact sur la facture des consommateur.rice.s ni sur les profits du.de la producteur.rice. Émancipé de l'instabilité des logiques de marché, ce modèle économique permet de gagner en autonomie ce qui en fait une matérialisation concrète de la décroissance.

Au-delà de cette possibilité d'auto-consommation collective, d**eux directives ont été adoptées par le Parlement européen en 2020** pour définir et encourager les projets d'énergie citoyenne (*energy community*) : d'un côté les **Communautés d'Énergie Renouvelable (CER)** définies dans la directive sur les énergies renouvelables, de l'autre les **Communautés d'Énergie Citoyenne (CEC) définies** dans la directive sur le marché de l'électricité. Ces deux définitions sont très similaires. Par exemple, toutes deux requièrent des communautés d'énergie qu'elles aient une **lucrativité limitée et un impact positif sur l'environnement, le social ou l'économie locale**. Plus précisément, on peut considérer les **Communautés d'Énergie Renouvelable (CER) comme un sous-ensemble** des Communautés d'Énergie Citoyenne (CEC), les premières ayant quelques critères supplémentaires :

-La **CER doit être exclusivement composée de citoyen.ne.s, de collectivités ou de Petites et Moyennes Entreprises (PME)**, tandis que des grandes entreprises peuvent être membres des CEC.

-La CER doit être régie par les **mêmes principes de gouvernance démocratique qu'une coopérative**, elle doit être **autonome**, non seulement vis-à-vis des autres acteur.trice.s du marché, mais également vis-à-vis de ses propres membres.

-Les membres d'une CER doivent être **basé.e.s à proximité du projet d'EnR** porté. Le périmètre n'est toutefois pas précisé.

-**Le panel d'activités d'une CEC est plus large** que pour une CER. Une CEC peut par exemple, exercer des activités de distribution et proposer des services énergétiques quand la **CER se réduit à la production** d'énergie renouvelable.

Une fois entérinées, ces directives ont été **traduites dans la législation de chaque pays membre de l'UE**. Comme souvent, ce processus a été réalisé de manière plus ou moins fidèle au texte européen selon les pays. La finalité de ces définitions est la **mise en place de mécanisme de subventions publiques adressées aux projets d'énergie citoyenne**. Le projet et la modification législative sont toutefois encore trop récents pour en évaluer les effets concrets.

Alors même qu'ils représentent une solution majeure pour la transition énergétique, **les projets d'énergie citoyenne restent largement minoritaires dans le mix énergétique des pays européens**. En **France**, 315 projets sont labellisés par Energie Partagée, et représentent une production annuelle de 1225 GWh soit **0,3% de la consommation électrique nationale**. En Allemagne, pays leader sur ces questions, on dénombre plus de 900 coopératives énergétiques qui produisent chaque année 8 TWh d'électricité soit 1,6% de la consommation annuelle d'électricité dans le pays.

L'exemple de BürgerEnergie Berlin : la démocratie énergétique en acte

Fondée en 2011 afin de renforcer le contrôle démocratique exercé sur la gestion de l'énergie berlinoise, ***BürgerEnergie Berlin*** **est la plus grande coopérative de la ville et rassemble aujourd'hui 1 500 membres** (propriétaires d'une part) dont la majorité sont des **citoyen.ne.s basé.e.s dans la région**. Initialement, la coopérative a été créée pour agir sur la distribution, en candidatant à l'exploitation du réseau d'électricité berlinois dont la concession arrivait à son terme en 2012. Le contrat d'exploitation ne leur ayant pas été attribué (le réseau est géré par l'entreprise publique *Strommetz Berlin* détenue par la municipalité), *BürgerEnergie Berlin* agit finalement **au niveau de la production**, grâce à des projets de production d'**énergie solaire** disséminés sur le territoire berlinois. En plus de la **sensibilisation faite aux citoyen.ne.s, la coopérative milite auprès des élu.e.s locaux.les ou nationaux.les**, pour plus de "démocratie énergétique".

En réalité, une coopérative de cette ampleur **est difficilement rentable et repose sur le travail de bénévoles**. Sur la petite dizaine de projets en

exploitation, la coopérative arrive à dégager une **marge de 2%, ce qui permet de payer les cinq salarié.e.s**. Comme les “communs”, les coopératives représentent une troisième voie entre l'État et le marché dans la gestion des ressources. Si le fonctionnement est similaire à l'organisation horizontale en autogestion des “communs”, la principale différence réside dans **la contribution financière nécessaire pour adhérer à une coopérative**. Dans le cas de *BürgerEnergie Berlin*, une part coûte 100€. Pour devenir membre et avoir une voix lors de l’assemblée générale, cinq parts sont nécessaires. Pour autant, un.e citoyen.ne possédant 150 parts aura autant de voix que cellui n’en n’ayant que cinq.

L’énergie citoyenne, qu’elle prenne la forme de coopérative, de communauté ou de collaboration entre entreprise classique et habitant.e.s, est donc le levier principal pour faire advenir une “démocratie énergétique” vertueuse où les **citoyen.ne.s seraient libres et autonomes de la production à la consommation**. Pour faciliter les nouveaux projets et multiplier les initiatives, de **nombreux.ses acteur.rice.s se mobilisent à toutes les échelles : locales, nationales ou européennes**. Voici quelques présentations de ces organisations que nous avons rencontrées au fil du voyage.

L’Union européenne : échelon clé pour une législation favorable à la “démocratie énergétique”

Nous évoquions dans la partie précédente la mise en place en 2020 de deux directives européennes définissant le statut de “communauté énergétique” et devant permettre d’apporter un soutien financier aux projets d’énergie citoyenne. Ces avancées législatives ne se font pas toutes seules : **elles sont évidemment portées soit par la Commission européenne, soit par des eurodéputé.e.s, et adoptées par le Parlement européen**. Dans le cadre de notre projet, nous avons pu échanger avec ***EnergyCities*** ou encore ***REScoop***, deux organisations qui ont fortement contribué à ce que ces mesures soient formulées et adoptées.

EnergyCities est un **réseau européen** qui rassemble plus de **1 000 villes européennes situées dans plus de 30 pays** pour collaborer et mutualiser les actions en faveur de la transition énergétique des villes. La **remunicipalisation** de la gouvernance énergétique occupe une place centrale dans leur plaidoyer. Principalement actif.ve.s à Bruxelles, iels axent leurs activités actuelles sur trois piliers :

Dans le cadre des négociations actuelle sur **l’attribution du budget européen de 2027-2034**, l’organisation milite pour que le budget finance uniquement des “*Places Based Implemented Strategy*” c’est-à-dire des **projets réfléchis “par le bas”** dans une logique d’implantation territoriale cohérente vis-à-vis des enjeux du territoire concerné. L’idée est d’inclure dans la conception du projet toutes les parties prenantes, à savoir les élu.e.s, l’administration, la société civile, les universitaires, et les acteur.rice.s économiques locaux.les.

↘ Faire en sorte que la **notion de "sobriété"** (pas seulement individuelle mais systémique) **soit intégrée à tous les échelons** des projets financés par la Commission européenne.

Multiplier les initiatives de démocratie directe, par le biais de conventions citoyennes par exemple.

REScoop - *European federation of citizen energy cooperatives* (Fédération européenne des coopératives d'énergie citoyenne). Formée il y a un peu plus de 10 ans, *REScoop* est une actrice majeure dans le **domaine des coopératives énergétiques**. En exerçant une activité de plaidoyer auprès de l'UE, *REScoop* **pousse la législation européenne à encourager le plus possible les coopératives énergétiques**. Iels sont également actif.ve.s pour **structurer le réseau et renforcer les coopérations**.

Les fédérations nationales : pour faire le lien entre initiatives implantées localement et plaidoyer européen

Le plaidoyer pour plus de "démocratie énergétique" réalisé à Bruxelles perdrait en efficacité sans l'appui des fédérations nationales. En France et en Allemagne, nous avons pu discuter avec ces organisations qui **font le relai entre les problématiques rencontrées par les projets sur le terrain et les organisations internationales qui les représentent**. La grande diversité des projets et des types d'initiatives (coopérative, énergie citoyenne, communauté, etc.) se traduit également par une certaine diversité d'organisations. Nous avons pu par exemple rencontrer **Énergie Partagée** pour les questions d'énergie citoyenne en France, ou **DGRV** qui représente l'ensemble des coopératives allemandes (dont les coopératives énergétiques) ou enfin **VKU** qui représente les entreprises publiques locales. Voici quelques détails sur le rôle respectif de ces organisations :

Energie Partagée est une association française dont le but est de **faciliter la création de projets d'énergie citoyenne**. Iels ont été créé.e.s il y a une dizaine d'années et permettent aux initiatives d'avoir accès aux outils et aux bonnes pratiques pour se développer. Iels animent le réseau national de l'énergie citoyenne et ont même la possibilité d'apporter un soutien financier à certains projets.

DGRV - *Deutscher Genossenschafts- und Raiffeisenverband e.V.* (coopératives allemandes et *raiffeisen* association). DGRV est le **lobby des coopératives allemandes**. Présent.e.s à Bruxelles et dans toutes les régions du pays, iels cherchent à défendre les intérêts des coopératives, qu'elles soient énergétiques (la plupart) ou actives dans d'autres domaines (agroalimentaire, secteur bancaire, etc.). En tant que groupe d'influence financé par les coopératives, iels refusent d'utiliser le terme "d'énergie citoyenne" bien que la plupart des projets d'énergie citoyenne prennent la forme de coopératives.

VKU - *Verband kommunaler Unternehmen e.V.* (association des entreprises municipales). De la même manière que DGRV pour les coopératives, VKU est la **fédération des entreprises municipales allemandes**. Il s'agit des entreprises dont l'activité est une délégation de service public et qui sont la propriété de la municipalité (comme dans l'exemple de Hambourg, où une entreprise municipale exploite désormais le réseau de distribution d'électricité). Basée à Berlin, la fédération VKU est également présente à Bruxelles et dans tous les *Landër* allemands. Fort.e.s de 200 employé.e.s, iels émettent des avis sur les politiques publiques pour défendre les intérêts des entreprises municipales (taxation, mécanisme de soutien, etc.).

Grâce à une grande multitude d'acteur.rice.s et d'initiatives locales, **l'idéal d'une "Démocratie Énergétique" gagne du terrain dans une grande partie des pays européens**. **Renforcer la place de la démocratie à tous les échelons de la chaîne énergétique semble essentiel et urgent** si les citoyen.ne.s européen.ne.s veulent dépasser les blocages de la transition énergétique sans faire advenir "une dictature verte". Malgré le dynamisme du mouvement, **le chemin à parcourir reste encore très long** et **un engagement plus ambitieux de la part des États européens est nécessaire** pour faire de l'Europe un exemple de "démocratie énergétique".

Pour aller plus loin :

- article : LES COMMUNAUTÉS ÉNERGÉTIQUES : DÉFINITION DES FUTURS MOTEURS EUROPÉENS DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE CITOYENNE, Enerblog (FR)
-article : Au-delà de l'autoconsommation : concept de communautés énergétiques, Smart Grids (FR)
-article : C'est quoi une communauté énergétique ?, LIFE_LETsGO4Climate (FR)
-article : Énergie Citoyenne : Un guide pratique pour reprendre le pouvoir, REScoop (FR)

Vous pouvez retrouver l'ensemble de nos newsletters sur le site de CliMates.

Pour suivre nos aventures sur les réseaux :

Pour tout retour ou partage d'initiatives, n'hésitez pas à nous envoyer un mail à : legras.lea@gmail.com, cleafache@yahoo.fr, hug.chirol@gmail.com

Vous pouvez partager le lien d'inscription à notre newsletter autour de vous :

Newsletter version française
Newsletter version anglaise



This email was sent to {{contact.EMAIL}}

Se désinscrire

Envoyé avec Brevo

Bonjour à tous et toutes,

Pour la 13ème ville que nous traversons, nous sommes de retour à l'intérieur des frontières de l'Union européenne, **en Croatie, à Zagreb**. Cette dernière étape dans un pays d'Europe centrale était l'occasion de **rencontrer un mouvement citoyen qui détient le pouvoir**. Nous allons voir ici comment un groupe de citoyen.ne.s mobilisé.e.s pour le droit à la ville a abouti à une liste municipale puis à un parti national, aujourd'hui élu dans deux villes de Croatie, dont la capitale Zagreb.



L'histoire récente de la Croatie, marquée par son intégration à l'Union européenne



Membre de la Yougoslavie communiste de Josip Broz-Tito depuis 1945, la Croatie se déclare comme une **nation indépendante en 1991** dans un contexte de délitement de la Yougoslavie et des autres dictatures communistes est-européennes. **La libéralisation de l'économie et la mise en place d'une démocratie représentative** dans le pays s'accompagnent de l'intégration dans l'OTAN en 2009, de l'entrée dans l'Union européenne en 2013 et, plus récemment de l'adoption de l'Euro (€) comme monnaie le 1er janvier dernier. La multiplication des connexions avec les grandes puissances occidentales a

transformé la Croatie, qui a développé une **importante économie du tourisme** représentant presque 20% de son Produit Intérieur Brut (PIB), le reste étant dominé par le secteur des services. Zagreb, mais surtout la côte méditerranéenne au sud-ouest, sont donc très prisés par les touristes européen.ne.s en quête d'une destination pour faire la fête . Dans l'histoire récente du pays, il faut également noter le **séisme du 22 mars 2020** de magnitude 5,3 qui a dégradé de nombreuses habitations dans la région de Zagreb, nécessitant une dizaine de milliards d'euros d'investissement pour les réparations.

Du point de son système politique, la Croatie est une **république parlementaire**, constituée d'une seule chambre : le *Hrvatski sabor* (parlement croate). Le **président de la République** est élu au suffrage universel direct avec un mandat de 5 ans renouvelable qu'une fois (comme en France). Il n'a que peu de pouvoir comparé au **Premier Ministre** qu'il a la charge de désigner (en fonction du résultat des élections législatives) et qui doit diriger le *vlada* (gouvernement). Depuis 2016, le pays est gouverné par le Premier Ministre **Andrej Plenković**, ancien eurodéputé et issu du parti de **droite conservatrice et nationaliste** le HDZ : *Hrvatska Demokratska Zajednica* (Union Démocrate Croate).


Premier Ministre croate, Andrej Plenković

Une terrain de mobilisation contre la privatisation de la ville qui resserre les liens entre citoyen.ne.s

Comme nous l'évoquions dans la *newsletter* sur Budapest, les pays issus du bloc communiste d'Europe de l'Est partagent une certaine **"culture du commun"**, qui **s'érode** peu à peu des suites de la libéralisation de leur économie. Comme ses voisins Slovènes, Serbes ou Hongrois.e.s, la Croatie suit cette dynamique. Ainsi, à la fin des années 2000, plusieurs collectifs de citoyen.ne.s ont commencé à **s'alarmer contre les privatisations de l'espace public et la destruction de la nature**. De 2006 à 2010, les habitant.e.s de la capitale se mobilisent contre la construction d'une voie d'accès pour un **garage privé** dans la rue piétonne de *Varšavske ulice* au cœur de Zagreb, en manifestant et en occupant les lieux. Même si le projet parvient à son terme, ces années de mobilisation auront un **impact durable sur les politiques publiques** de la ville et la **structuration des réseaux militants**. Dans un contexte de mobilisations internationales contre les politiques néolibérales, consécutif à la crise économique de 2008 (*Occupy Wall Street* aux Etats-Unis, Mouvement des Indigné.e.s en Espagne), la Croatie connaît de **grandes manifestations en 2012 contre la politique d'austérité** du gouvernement en place dirigé par le **social-démocrate** Zoran Milanović (centre gauche).

Zagreb je NAŠ! et la conquête du pouvoir



Créé en 2017, **le mouvement *Zagreb je NAŠ!*** (Zagreb est à nous) rassemble des **militant.e.s pour le droit à la ville, des écologistes, des féministes** dont une partie s'étaient impliqué.e.s dans des luttes contre la destruction des espaces publics. Influencé par le mouvement municipaliste de *Barcelona en Comú* (Barcelone en commun), le collectif se structure en **groupes de quartier et comités locaux** pour décentraliser le pouvoir et candidater aux **élections municipales de 2017**. La coalition avec quatre autres partis de gauche ou écologistes dont fait partie le mouvement, cumule **7,4% des voix** et obtient **4 sièges au conseil municipal**, dont un pour *Zagreb je NAŠ!*. **Tomislav Tomašević**, ex président de l'ONG *Zelene Akcije* (action verte) devient donc le **premier élu du mouvement**.


Tomislav Tomašević

Deux ans plus tard, le **parti national *Možemo!*** (Nous pouvons!) est fondé principalement par des personnalités issues de *Zagreb je NAŠ!* en vue des **élections européennes de 2019**. Le score obtenu n'est pas suffisant pour obtenir des sièges au parlement européen, mais **permet de populariser** ce nouveau parti. Dans la stratégie électorale comme dans les idées, *Možemo!* puise une grande partie de son inspiration en Espagne avec le mouvement *Podemos!* (Nous pouvons !). Grâce notamment à l'organisation de **l'université d'été de l'Institut d'Ecologie Politique (IPE)** de Zagreb, *Možemo!* est en étroite relation avec d'autres mouvements des Balkans comme *Ne davimo Beograd*, que nous avons rencontré en Serbie ou *United Reform Action* (action réformiste unie) au Monténégro. **En 2020, des élections législatives** ont lieu en Croatie et le parti s'appuie sur sa base citoyenne pour enregistrer un score prometteur : il **obtient 7% des votes et 7 sièges à l'Assemblée Nationale** et se fait une place dans le paysage politique croate. Cette campagne est déterminante pour celle qui va suivre : les élections municipales de 2021.

Entre temps, le parti s'est agrandi, il compte aujourd'hui plus de **300 adhérent.e.**s directement impliqué.e.s à Zagreb et possède des antennes dans de nombreuses villes de provinces, **s'appuyant le plus possible sur des citoyen.ne.s déjà mobilisé.e.s dans des luttes locales**. En prenant en compte son agglomération, Zagreb est peuplée de **1,1 million d'habitant.e.s**, soit plus d'un quart de la population croate. La ville a donc un poids politique majeur en Croatie. La municipalité se découpe en 19 arrondissements eux-mêmes divisés en circonscriptions. Il y a donc **trois niveaux de représentation** pour un total d'environ 500 élu.e.s locaux.les. **En 2021, la**

campagne municipale est bouleversée par la mort subite du maire sortant Milan Bandić (qui était alors donné perdant dans les sondages). Ce dernier, au pouvoir depuis 21 ans pour le parti de droite conservatrice HDZ, était impliqué dans de multiples affaires de **corruption** et a même été incarcéré puis libéré sous caution en 2014. Le **30 mai 2021, Tomislav Tomašević et le parti *Možemo!* accèdent au pouvoir** pour la première fois de leur histoire en remportant la majorité dans **18 des 19 arrondissements** de la capitale soit un cumul de **62,25% des voix**.

Ce fulgurant succès peut s'expliquer par différent facteurs :
-**Le contexte politique favorable** : D'une part, le décès brutal du maire sortant a surpris son parti, d'autant plus que le pouvoir était exercé de façon très verticale. D'autre part, le parti de gauche traditionnel, le *Socijaldemokratska Partija Hrvatske,* SDP (parti social démocrate de Croatie) était en plein délitement, également pour des affaires de corruption.
-**Une conquête du pouvoir municipal faite "par le bas"** par des militant.e.s de gauche et écologistes expérimenté.e.s et identifié.e.s dans la continuité des luttes pour le droit à la ville des dix dernières années.
-La **rédaction d'un programme collaboratif**, effectué par quelque 10 000 contributeur.rice.s et coordonné par 200 expert.e.s, c'est-à-dire des citoyen.ne.s spécialistes dans un domaine.
-**Le dynamisme de la recherche et de la société civile**, notamment incarné par l'**Institut d'Ecologie Politique (IPE)** de Zagreb, dont sont issu.e.s le maire et la vice-maire nouvellement élu.e.s. L'IPE documente des sujets comme les communs, le municipalisme, la décroissance ou encore la justice climatique et a activement contribué à construire le cadre idéologique du mouvement *Zagreb Je Nas!*.


Rencontre avec Vedran Horvat de L'IPE, le 20/06/23

Municipalisme et décroissance à l'épreuve du pouvoir : retour sur deux années de mandat

C'est une réflexion propre aux initiatives citoyennes de ce type : **Faut-il sortir de sa posture militante lorsqu'on est appelé à gouverner, au risque de perdre en radicalité ?** Cette question s'était déjà posée en amont de la campagne municipale, quand le mouvement local *Zagreb Je Nas!* a accepté de se présenter aux couleurs du parti national *Možemo!*. Pour ses deux premières années de mandat, Tomašević et ses équipes assument de **se dissocier de l'IPE** dont iels sont issu.e.s pour faire oublier leur passé militant, gagner en crédibilité et **appliquer une politique moins radicale** que celle revendiquée par le passé. Leur stratégie, basée sur l'idée d'avoir **"un pied en politique et un pied en dehors"** est de donner la **priorité aux services quotidiens de la mairie** (déchets, éducation, transports en commun) a**vant de transformer l'institution plus en profondeur**. Deux ans après leur élection, l'équipe municipale est **très critiquée**, par les citoyen.ne.s, les partis traditionnels et, dans une moindre mesure, par ses propres soutiens. Tout n'est pas perdu pour autant : dans sondage publié récemment, les citoyen.ne.s donnent plus de 50% d'opinion positive à l'action de la municipalité.

Il faut dire que dès sa prise de fonction, la nouvelle équipe a dû composer avec

l’**état désastreux des finances de la ville** et tout faire pour éviter la faillite. L’une des premières mesures prises par Tomašević a été de **mettre un terme à la politique de natalité** mise en place par le maire précédent. En effet, face à l’importante crise démographique que connaît le pays, la municipalité avait lancé un programme d’aide financière aux familles nombreuses. Ces dernières pouvaient recevoir 600€ par mois, afin qu’un des deux parents puisse garder les enfants à la maison. En plus d’être sexiste (la femme du couple reste à la maison dans l’extrême majorité des cas), cette mesure pesait lourd dans le budget municipal et risquait de couper les enfants d’une socialisation avec les autres enfants. Bien que prioritaire aux yeux de la nouvelle mairie, le détricotage de cette mesure s’éternise ; en plus du casse-tête législatif, la municipalité ne dispose pas de capacité d'accueil suffisante en crèche ou en maternelle.

Autre mesure difficile, la municipalité a lancé un **nouveau mode de ramassage des déchets**, inspiré de celui de Bruxelles. Ce système consiste à acheter des sacs poubelles certifiés par la mairie dans des bureaux de tabac (à un prix un peu plus cher que celui de leur coût de production, pour que cela paie le service). L’idée est que les sacs dédiés au tri (papier, plastique, etc…) **soient moins chers que les sacs “tout venant” pour inciter les Zagrebois.e.s à trier**. L’autre bénéfice de cette réforme est la disparition des bacs de poubelles de la vue des citoyen.ne.s, les sacs étant directement posés dans la rue en fonction des horaires de passage des éboueur.se.s. Cette mesure, qui doit améliorer l’esthétique de la ville, contribuer à la justice sociale (les plus gros.se.s producteur.rice.s de déchets sont celleux qui payent plus) et inciter au recyclage des déchets, a été **mise en place avec difficulté**. En cause : des problèmes de communication et de sensibilisation des citoyen.ne.s, une certaine réticence au changement de ces dernier.ère.s, mais aussi la corruption et l’inertie des services municipaux hérités de la gestion de l’ancien maire.

Dans un bras de fer similaire à celui engagé par Viktor Orbán en Hongrie avec le maire de Budapest, le **Premier Ministre Croate a gelé les aides de l'État nécessaires pour réaliser les travaux de réparation des dégâts du tremblement de terre de 2020**. Cette stratégie contraint Tomislav Tomašević à **se montrer modéré** dans ses critiques vis-à-vis du gouvernement national et cette attitude est critiquée par une partie de ses soutiens. Parmi elleux, iels sont nombreux.se.s à **regretter le manque de radicalité du maire**, notamment au sein de l’Institut d’Écologie Politique (IPE) qui ne manque vraisemblablement pas d’idées pour développer la démocratie radicale ou les communs dans la ville. **La Conférence internationale de la Décroissance** qui aura lieu du 29 août au 2 septembre prochain sera justement organisée par l’IPE à Zagreb et constitue une opportunité pour l’équipe municipale. Elle peut être une occasion de choisir d'**afficher son soutien au mouvement radical, et de renouer avec ses racines militantes et ses prises de position passées**.

Pour aller plus loin :

Sur les mobilisations de 2010
-article : Croatians stage first protest against austerity drive, Reuters (EN)
-article : Anti-Government Protests in Croatia: Changing Politics, The Bullet (EN)

Sur Zagreb Je Nas! et le parti Možemo!
-article : *En Croatie, un militant écologiste élu maire de Zagreb, La Croix (FR)*
-article : One Year On, Is Zagreb Ours?, Left East (EN)

Vous pouvez retrouver l'ensemble de nos newsletters sur le site de CliMates.

Pour suivre nos aventures sur les réseaux :

Pour tout retour ou partage d'initiatives, n'hésitez pas à nous envoyer un mail à : legras.lea@gmail.com, cleafache@yahoo.fr, hug.chirol@gmail.com

Vous pouvez partager le lien d'inscription à notre newsletter autour de vous :

Newsletter version française
Newsletter version anglaise

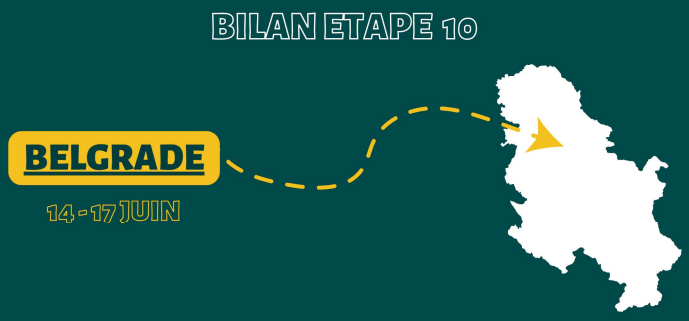
This email was sent to {{contact.EMAIL}}

Se désinscrire

Envoyé avec Brevo

Bonjour à tous et toutes,

Nous avons passé quelques jours à Belgrade, capitale de la Serbie qui est le seul pays ne faisant pas parti de l'Union européenne que nous visitons. Nous y avons rencontré **Jelena Vasiljević**, élue municipale du mouvement municipaliste *Ne Davimo Beograd* (“Ne laissez pas belgrade se noyer”) ainsi qu’un membre de *Ekoloski Ustanak* (“Soulèvements écologique”) et **Predrag Momcilovic**, directeur de l’Institut d’Ecologie Politique. Entre la guerre en Ukraine, le conflit au Kosovo ravivé, les récentes fusillades et manifestations contre la violence et le gouvernement, le débat politique en Serbie n'est actuellement pas des plus ouverts aux questions écologiques.
Néanmoins, en retraçant l’évolution de la lutte contre la mine de lithium de la vallée du Jadar ainsi que celle du mouvement municipaliste *Ne Davimo Beograd*, qui ont toutes deux donné naissance à des partis politiques, le caractère indissociable des luttes écologiques et des enjeux démocratiques est pourtant apparu très clairement.



Des luttes écologiques citoyennes aux institutions publiques dans une démocratie illibérale aux portes de l’Union européenne

---

Contexte historique et politique

La démocratie dans un pays à l’histoire marquée par les conflits ethniques et l’autoritarisme

Les luttes écologiques et sociales en Serbie font face à des difficultés bien spécifiques puisqu’elles s’inscrivent dans un régime autoritaire aux fortes tensions nationalistes et sont avant tout des luttes pour la démocratie. L’autoritarisme et les conflits ethniques occupent une place importante dans l’histoire de la Serbie. Après la dislocation de l’Empire Austro-Hongrois à la fin de la Première Guerre mondiale, plusieurs peuples slaves se regroupent au sein du Royaumes des Serbes, des Croates et des Slovènes, une monarchie dominée

par les Serbes qui deviendra en 1929 la Yougoslavie, le « pays des Slaves du Sud » en serbo-croate. Ce nouveau pays sera le théâtre de massacres ethniques perpétrés notamment par le mouvement séparatiste croate pronazis des Oustachiz pendant la Seconde Guerre mondiale.

A la libération en 1945, le maréchal Josip Broz-Tito, qui était à la tête de la résistance communiste, crée la République fédérale socialiste de Yougoslavie pour réunifier les peuples et reconnaît les six républiques distinctes de la Croatie, la Serbie, la Slovénie, le Monténégro, la Macédoine et la Bosnie-Herzégovine. [1]



La République fédérale socialiste de Yougoslavie - De 1945 à 1990

Les tensions resurgissent à la mort de Tito en 1980, et sont exacerbées par l'arrivée au pouvoir de Slobodan Milošević, fondateur du Parti socialiste de Serbie, qui centralise le pouvoir à Belgrade en revendiquant un fort nationalisme. Il sera surnommé le « Boucher des Balkans », lorsqu'en 1945, à la suite de la vague d'indépendance que déclarent successivement la Slovénie, la Croatie, la Macédoine et la Bosnie-Herzégovine, il ordonne à l'armée serbe d'envahir Sarajevo en Bosnie-Herzégovine où elle massacre huit mille musulman.e.s. Finalement, les Croates écrasent les Serbes avec le soutien de l'OTAN. [2]

Un autre conflit ethnique éclate en 1997 au Kosovo, province de Serbie habitée par une majorité de 90% d'Albanais.e.s musulman.e.s et par une minorité de 120 000 Serbes orthodoxes.



AFP Infographie

L'armée de libération du Kosovo qui réclame son indépendance est réprimée dans un bain de sang à Belgrade. En 1998, l'OTAN bombarde la Yougoslavie pendant 78 jours pour éviter un nouveau nettoyage ethnique, mais cette prise de position n'est pas sans conséquences et alimente encore aujourd'hui un fort ressentiment à l'égard de l'OTAN voire de l'Europe dans la population serbe. En juin 1999, les affrontements avec le Kosovo cessent. Le territoire est placé sous l'administration intérimaire de l'ONU et voit se déployer sur son territoire la Kosovo Force (KFOR), mission de maintien de la paix de l'OTAN, encore présente aujourd'hui. [3]



« Opération des forces Alliées - Les bombardements de l'OTAN sur la Yougoslavie » Amos Chapple - Radio Free Europe, Radio Liberty, 24/03//2019

L'année 2000 est marquée par la fin du régime autoritaire de Slobodan Milošević et l'adhésion de la Serbie à l'ONU. Vojislav Koštunica, candidat de la coalition de l'Opposition démocratique de Serbie, remporte l'élection présidentielle face à Milošević. Ce dernier n'accepte de céder le pouvoir qu'à la suite de plusieurs révoltes menées par le mouvement Otpor connues sous le nom « la Révolution des bulldozers ». Cette appellation fait référence aux manifestations du 5 octobre 2000 lors desquelles le bâtiment de la Radio Télévision de Serbie, symbole du pouvoir de Milošević est pris d'assaut par un conducteur de bulldozer.



« Scène devant le parlement serbe lors de la « révolution des bulldozers » qui a conduit à la démission de Milošević. » Djordje Kojadinovic/AFP - Radio Free Europe, Radio Liberty, 24/03//2019



« Le procès Milosevic - Dossier de l'accusation », premier chef d'état accusé de crime de guerre par un tribunal international, Nations Unies - Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie de La Haye

Milošević est par la suite accusé auprès du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie de La Haye, de crimes de guerre, de crime contre l'humanité et de génocide. Il meurt en 2006 dans sa cellule avant la fin de son procès. [4]

Et aujourd'hui ? Le maintien d'un régime autoritaire

L’ancien ministre de l’information de Milošević, Aleksandar Vučić, fervent nationaliste et néolibéral, préside désormais la Serbie depuis 2014.

Il n’a plus la majorité absolue depuis les élections législatives de 2022 mais conserve une majorité relative pour son parti dit « progressiste », le *Srpska napredna stranka* (SNS) (“parti progressiste serbe”), qui lui permet de contrôler les institutions.



« Serbie : le chef de l'Etat sortant Aleksandar Vučić remporte largement la présidentielle », article d’euronews, l’AFP et l’AP, mis à jour le 04/04/2022

La principale opposition au gouvernement se trouve à Belgrade. La capitale, qui compte plus d’un million d’habitant.e.s, est connue pour être la ville la plus polluée d’Europe. [5] Elle concentre les pouvoirs politiques et économiques de ce pays très centralisé.
Pour renforcer un pouvoir dictatorial, Aleksandar Vučić et son gouvernement contrôlent les médias, menacent, corrompent et se rendent coupables de nombreux crimes. L’article du *New York Times* du 3 mai 2023 « *The President, the Soccer Hooligans and an Underworld House of Horrors* » dépeint la réalité morbide de l’exercice du pouvoir de ce gouvernement criminel, trop peu mise en lumière en Europe de l’Ouest et internationalement. Selon Jelena Vasiljević, conseillère municipale d’opposition issue du mouvement *Ne Davimo Beograd*, que nous avons rencontrée à Belgrade : ***« Ce n'est pas d'une démocratie déficiente, d'un régime hybride, ni même d'une démocratie illibérale comme en Hongrie dont il s'agit ici, mais de quelque chose de beaucoup plus grave où l'État est lourdement impliqué dans de nombreux crimes. »***

Depuis le début du mois de mai (2023), un mouvement de contestation s’élève en Serbie. La colère populaire s’est enflammée lorsque les 3 et 4 mai derniers, deux fusillades ont été perpétuées par deux jeunes de 13 et 21 ans qui ont fait 18 morts et 20 blessé.e.s dans une école de Belgrade et dans un village proche de Mladenovac [6]. Depuis, des dizaines de milliers de Serbes se rassemblent chaque semaine à Belgrade. Ces fusillades sont symptomatiques d’une culture de la violence encouragée par le gouvernement du président Aleksandar Vučić qui est ouvertement contesté lors des manifestations. Si le débat reste centré sur la question de la violence, ne permettant pas une réelle discussion des enjeux démocratiques et écologiques, il témoigne d’une remise en question du pouvoir autoritaire en place que la Serbie n’a plus connu depuis la chute de Milošević en octobre 2000.

La Serbie, un pays aux portes de l’Union européenne

Si la Serbie ne fait toujours pas partie de l’UE contrairement à la Slovénie et la Croatie, qui l’ont rejoint respectivement en 2004 et 2013, c’est principalement à cause du conflit autour de l’indépendance du Kosovo. Les tensions se sont accrues en mai dernier (2023) avec l’opposition des Serbes du Kosovo à l’entrée en fonction de maires d’origine albanaise dans le Nord du Kosovo où se concentre la minorité serbe [7].



« Roland-Garros : tout comprendre au message polémique de Djokovic sur le Kosovo : « Le Kosovo c’est le coeur de la Serbie, Stop aux violences » », Laura Laplaud avec AFP / Crédit photo : JEAN CATUFFE / DPPI VIA AFP 14h55, le 30 mai 2023

Pour la première fois depuis vingt ans, il y a moins de Serbes favorables à l'adhésion à l'UE (35%) que de Serbes qui s'y opposent (44%) [8]. Le ressentiment depuis la guerre de 1998 est toujours présent et la promesse de l'UE s'étiole. Face à la guerre en Ukraine, de nombreuses manifestations ont été organisées par l'extrême droite en soutien à Vladimir Poutine. Toutefois, ces contestations ne reflètent pas le sentiment général des citoyen.ne.s Serbes qui relèverait plus d'un ressentiment à l'égard de l'OTAN que d'un soutien à l'invasion russe [9]. Le positionnement « d'équilibriste » d'Aleksandar Vučić [10], qui a signé la résolution de l'ONU condamnant la Russie mais qui a refusé de prendre des sanctions contre Moscou avant l'élection présidentielles de 2022, illustre combien la question de l'adhésion à l'UE est clivante. De plus, la Serbie qui dépend à plus de 89% du gaz russe [11], a prolongé ses accords d'approvisionnement de trois ans en mai 2022, lui en garantissant l' accès à bas prix [12].

La question de l'énergie est au centre des liens entre l'UE et la Serbie. Cette dernière, comme la Hongrie (cf newsletter précédente sur Budapest), apparaît comme une partenaire économique indispensable pour le développement des voitures électriques en Europe. En effet, celle-ci estime que ses besoins en lithium seront multipliés par 18 d'ici 2030 pour atteindre l'objectif de neutralité carbone en 2050 et ainsi respecter les engagements de l'Accord de Paris [13]. Ces voitures électriques ne profiteront pas aux Serbes et l'extraction de bore et de lithium qui les accompagne aura des impacts environnementaux et sociaux majeurs. Alors que des gisements inexploités importants existent sur son territoire, l'UE préfère délocaliser les externalités négatives [14] d'une industrie qu'elle estime indispensable pour réaliser sa transition dans les énergies renouvelables. La Serbie ne faisant pas partie de l'UE, ses réglementations en matière environnementale ne s'y appliquent pas.

Si l'usage de la voiture individuelle et la mobilité au sens large ne sont pas remis en cause, cette "transition dans les énergies renouvelables", n'est autre qu'une transition vers une croissance verte qui continue de détruire l'environnement et d'accentuer les inégalités [15].

Mine de lithium dans la vallée du Jadar : Le sacrifice d'une région pour la croissance verte de l'Union européenne (2021-2022)

En 2004 la multinationale anglo-australienne Rio Tinto qui fait partie des trois plus grandes sociétés minières et métallurgiques au monde découvre dans la vallée du Jadar, à l'ouest de la Serbie, un gisement de « jadarite », un minéral composé en partie de lithium et de bore. Ces deux métaux sont essentiels à la transition énergétique telle qu'envisagée par l'Union européenne, c'est-à-dire dans une perspective de croissance verte ne remettant pas en question nos productions et nos consommations. Le lithium, aussi appelé « or blanc », est un composant nécessaire à la fabrication d'équipements électroniques et électriques et le bore est utilisé par exemple pour la construction d'éoliennes et de panneaux solaires.



Jadar, Serbie – Crédit : Rio Tinto

Connu pour différents scandales en Papouasie-Nouvelle-Guinée, à Madagascar et en Australie, le géant minier Rio Tinto souhaite maintenant investir plus de

deux milliards de dollars dans la construction d'une mine dans la vallée de la rivière Jadar près de la ville de Loznica, à 150 km à l'ouest de Belgrade. La région contiendrait près de 10% des réserves mondiales de lithium. Avec l'extraction de 2,3 millions de tonnes de carbonate de lithium en quarante ans, la multinationale vise l'approvisionnement d'un million de voitures électriques par an. En 2017, un protocole d'accord entre le gouvernement et Rio Tinto est signé. En 2020, le plan final du projet est approuvé par le gouvernement sans que les études d'impact n'aient été livrées et le rachat des terrains par la multinationale commence.



« Projet Jadar : une vue d'ensemble du commencement à aujourd'hui », article de Marš sa Drine

Les conséquences de ce projet aux énormes enjeux financiers seraient dramatiques pour la région [16]. 293 km² de terres fertiles, 22 villages et 19 000 personnes sont menacés [17]. L'extraction et le traitement du minerai nécessitent des quantités astronomiques d'eau et d'électricité et auront des conséquences en termes de pollution. C'est également l'utilisation de dizaines de tonnes d'explosifs par mois et 300 000 tonnes d'acide sulfurique par an qui sont prévus par ce projet. Le déversement dans le Jadar de 25 000m³ d'eaux usées chaque jour et le stockage de près de 57 millions de déchets produits par la mine sur 40 ans risquent fortement de contaminer durablement les sols dans cette zone inondable [18].



Atlas des Conflits pour la Justice Environnementale

Le seul rempart à ce méga projet de mine qui devait débuter en 2022, est l'importante mobilisation de la population qui a rassemblé les ruraux.ales comme les citadin.e.s. Une pétition a été lancée par *Marš sa Drine* (MSD), réseau d'organisations et d'expert.e.s indépendant.e.s, dont fait partie le mouvement « *Ne damo Jadar* » (« Nous ne donnons pas Jadar »). Le nombre de signatures a aujourd'hui atteint près de 5 % de la population serbe. De nombreuses actions de désobéissance civile ainsi que plusieurs mobilisations à l'échelle nationale ont également été organisées notamment par le mouvement *Ekoloski Ustanak* (« Soulèvement écologique »), né quelques années plus tôt lors de la mobilisation contre les mini-centrales hydroélectriques de la Stara Planina, massif montagneux qui est une des plus grandes réserves naturelles de Serbie.

Pour faire taire la contestation et accélérer le lancement du projet, le gouvernement a utilisé divers outils répressifs. Après avoir déclaré le projet Jadar d'intérêt national, il a fait passer deux lois qui favorisent l'implantation d'industries polluantes étrangères. La première prévoit une procédure d'urgence permettant d'exproprier des propriétaires sous cinq jours s'il en va de l'intérêt national. La seconde permet au gouvernement de faire voter le projet de la mine de Jadar par référendum, avec une participation inférieure à 50% et en reconduisant le vote si le résultat ne lui convient pas [19]. Fin novembre 2021, un week-end de mobilisation rassemblant des milliers de personnes a été marqué par de nombreuses violences policières ainsi que par l'attaque d'hommes cagoulés issus d'une milice privée. Ce déferlement de violences et cette atteinte profonde à la démocratie ont entraîné une nouvelle vague de mobilisations quasi-quotidiennes en décembre 2021 qui s'est étendue à une cinquantaine de villes.



« Serbie : mobilisation massive contre une mine de lithium pour véhicules électriques », article d'Augustin Langlade publié le 08/12/21 dans La Relève et la Peste

Si la mine de Rio Tinto n'est pas le premier projet d'exploitation minière porté par le gouvernement, les scandales de corruption et le clientélisme dont il fait preuve sont devenus intolérables pour la population serbe. L'ampleur des mobilisations peut donc s'expliquer par la conjugaison des enjeux écologiques et démocratiques.

Face à cela, le président Vučić avait promis en janvier 2022 de renoncer au projet, de retirer la loi sur l'expropriation et d'en faire voter une autre sur les études d'impact. Mais après sa réélection en avril de la même année, il relance sa coopération avec Rio Tinto qui s'est rapproché entre temps d'entreprises et d'universités, signant notamment des contrats de recherche avec la Faculté d'agriculture de Novi Sad et des accords avec l'entreprise slovaque de production de batteries Inobat.

L'association des organisations écologiques de Serbie (SEOS) et le mouvement *Kreni-promeni* (« bouge-change ») ont lancé une initiative populaire et ont déposé en mai 2022 une pétition au Parlement demandant l'interdiction de

l'exploitation du lithium en Serbie [20]. Cette initiative est soutenue au sein du Parlement par la nouvelle opposition Moramo (« Nous devons ») qui a pu émerger notamment grâce aux mobilisations contre Rio Tinto.
Celles-ci ont repris en novembre 2022, après l'entrée en fonction du nouveau gouvernement mais elles semblent s'essouffler. La guerre en Ukraine menaçant la sécurité énergétique et la paix en Serbie a réorienté le débat public comme nous l'a expliqué Jelena Vasiljević : ***« Mais l'invasion de l'Ukraine a tout changé, littéralement en une nuit. C'était un choc, les gens avaient peur et plus personne ne parlait de Rio Tinto. Nous étions encore au milieu de la campagne et Vučić a changé sa rhétorique pour parler de paix, de stabilité et de sécurité énergétique. Avant cela, Rio Tinto était la principale préoccupation des électeur.trice.s de l'opposition. »***.

Pour Jelena, il n'y a pas de doutes quant au fait que le projet sera mené à bien au vu de la pression exercée par l'Union européenne, les Etats-Unis et l'Allemagne : ***« Si l'on suit les déclarations de l'UE sur Rio Tinto, il ne fait aucun doute qu'elle imposera cet accord car il s'agit de l'une des plus grandes mines d'Europe et iels n'abandonneront pas le projet. Iels ne pourront pas produire toutes ces voitures électriques sans lithium et, ironiquement, c'est pour de l'énergie propre. »***

Ne Davimo Beograd : un mouvement municipaliste né de la défense d'un commun urbain



« Biographies des candidats de Ne Davimo Beograd, élections 2022 avec la coalition vert-gauche Moramo » , 11/02/2022

Fin septembre 2015, le gouvernement serbe lance un projet d'ampleur sur le *Waterfront (« Front de mer »)* de Belgrade. Il prévoit la construction d'une zone de bureaux, des appartements de luxe, le plus grand centre commercial et la plus haute tour d'Europe de l'Est à la place du quartier *Savamala*, sur les rives de la rivière Sava [21]. Les principales stations de trains et de bus qui desservent le centre-ville seraient également déplacées. En 2014, différent.e.s acteur.rice.s des sphères académiques, artistiques et architecturales s'étaient déjà mobilisé.e.s contre ce projet développé, dans la plus grande opacité, par la société d'État « *Beograd Na Vodi D.O.O* » et *Eagle Hills*, le nouveau promoteur privé des Émirats arabes unis. En plus des impacts environnementaux et sociaux qu'entraîneraient ce projet, c'est l'ingérence du gouvernement dans les politiques de la ville et l'opacité dans laquelle les accords ont été conclus qui ont renforcé les mobilisations. Le gouvernement a en effet fait passer des lois permettant d'accélérer la construction et d'aller à l'encontre du plan d'urbanisme de Belgrade, déclarant le *Waterfront* de Belgrade d'intérêt national.



« Eaux troubles - Participation, transparence et immobilier sur le Waterfront de Belgrade », Democracy International, 27/06/2018

Des associations et organisations qui défendent les espaces publiques dans la ville et les communs urbains contre la privatisation depuis les années 2000 rejoignent également la résistance et organisent plusieurs manifestations sous le slogan « *Ne Davimo Beograd* » («Ne laissez pas Belgrade se noyer») qui donnera son nom au mouvement (NDB).



Chantier du Waterfront, photo prise le 17/06/23

Lorsque la construction s'accélère après la démolition illégale de plusieurs bâtiments dans la rue *Hercegovačka* (*Savamala*) par trente hommes masqués sur des bulldozers la nuit du 24 avril 2016, les contestations ont pris une toute autre ampleur. Un des hommes qui gardaient les bâtiments est mort des suites de ses blessures. A ce jour l'enquête n'a toujours pas abouti... Seul le policier chargé de la zone a été poursuivi pour ne pas avoir transféré les appels, empêchant l'intervention des forces de l'ordre. Il a par la suite reconnu publiquement avoir « rendu une faveur » nous explique Jelena Vasiljević. Cet épisode n'est pas sans rappeler celui de novembre 2021 qui a eu lieu lors d'une mobilisation contre le projet de mine de Rio Tinto : non-respect des réglementations, passe-droits, corruption et autres pratiques criminelles,. Comme d'autres luttes écologistes et sociales en Serbie, celle contre le *Waterfront* de Belgrade s'est construite dans un contexte particulièrement complexe et hostile. Cela n'a pas empêché la protestation initiale de se transformer en un mouvement social, puis de devenir un acteur politique au niveau municipal.

Des luttes écologiques et citoyennes aux institutions publiques

En 2018, année des élections municipales, une liste NDB se constitue pour porter un projet municipaliste à Belgrade, en finir avec la corruption et construire des politiques environnementales et sociales, suivant ainsi les traces de *Zagreb je Naš* (« Zagreb est à nous » [22] (cf newsletter sur Zagreb). Bon nombre d'activistes de NDB sont en effet très proches des Croates du mouvement municipaliste né en 2008 de la lutte pour un autre commun urbain, et désormais au pouvoir à Zagreb depuis 2020 au sein de la coalition *Možemo* (« Nous pouvons »).

Si la liste de NDB ne dépasse pas le seuil de votes de 5 % (passé à 3% en 2020) qui lui aurait permis d'obtenir des sièges au parlement municipal, la participation aux élections de 2018 marque un tournant pour le mouvement. Deux ans plus tard, ce sont finalement huit d'entre elleux, qui n'aspiraient pas vraiment à faire de la politique, qui entrent au parlement municipal.

« Beaucoup d'entre nous sont devenu.e.s politicien.ne.s sans l'avoir voulu au départ. C'est l'histoire de nombreux.ses politicien.ne.s qui font aujourd'hui partie de Ne Davimo Beograd, des gens qui disaient il y a cinq ans qu'iels n'en étaient pas. Beaucoup d'entre nous exercent d'ailleurs toujours un autre métier en parallèle. » Jelena Vasiljević.

Bien que l'opposition, de droite y compris, ait failli obtenir la moitié des sièges aux dernières élections municipales, le parti du gouvernement reste majoritaire et applique une politique d'obstruction. Tout amendement ou proposition de l'opposition est automatiquement rejeté et aucun débat ne semble possible dans l'hémicycle. La violence des échanges est à l'image de la politique gouvernementale. Pour Jelena Vasiljević, si siéger à l'Assemblée dans ces conditions est très dur et l'impact sur les politiques publiques reste très limité, être présent.e est une nécessité. Dans un État où les médias sont contrôlés par le gouvernement, les parlements municipaux et nationaux sont des espaces politiques cruciaux pour rendre visible la corruption et porter un autre narratif. La décentralisation et le développement d'économies régionales faisaient également partie des priorités du programme du mouvement municipaliste NDB [23]. En effet, contrairement au cas de Zagreb où le pouvoir est moins centralisé, en Serbie, les pouvoirs sont beaucoup plus concentrés au niveau national. C'est d'ailleurs pour cela que des membres du mouvement se sont également présenté.e.s aux élections législatives de 2022 au sein de la coalition vert-gauche *Moramo* (« Nous devons »), union de la gauche et des écologistes. Iels sont aujourd'hui 13 de de cette coalition, dont 5 issu.e.s de NDB, à siéger à l'Assemblée nationale qui regroupe 250 député.e.s élu.e.s au scrutin proportionnel plurinominal. L'opposition au parti progressiste serbe (SNS) y est beaucoup plus minoritaire qu'à Belgrade où la coalition a remporté 11 % des voix, lui permettant d'entrer à l'Assemblée avec 13 sièges sur 110.

Ces petites victoires et cette implication dans la vie politique institutionnelle ont fait connaître plus largement le mouvement. Elles lui ont permis de nouer des liens avec d'autres organisations environnementales, sociales et partisanes. Lorsque nous avons rencontré Jelena Vasiljević, le 17 juin dernier, elle était en pleine campagne de collecte de signatures en vue de créer le nouveau parti *Zeleno levi front* (« front vert-gauche ») qui a finalement été officialisé le 14 juillet 2023 [24].

« Ca a donc commencé comme un mouvement de protestation, avant de devenir une sorte de mouvement social, puis finalement un acteur électoral. Et maintenant nous devenons un parti national officiel et nous allons changer de nom car Ne Davimo Beograd est une référence très locale. Nous nous unissons avec plusieurs initiatives locales de Serbie pour former le parti du "front vert-gauche". » Jelena Vasiljević.

Une organisation en interne : entre professionnalisation et inclusion

Malgré le contexte politique extrêmement hostile, les membres du mouvement NDB s'attachent à faire de la politique autrement, au moins en interne. Iels rejettent tout *leadership*, malgré la pression des médias qui tentent toujours de personnifier les mouvements politiques. Iels essayent de permettre à tout.e citoyen.ne qui le souhaite de s'impliquer et plus particulièrement les minorités comme les femmes et les mères célibataires ainsi que les personnes LGBTQIA+.

La question du temps ainsi que celle de la professionnalisation sont centrales dans l'évolution du mouvement mais sont aussi sources de tensions importantes.
Aujourd'hui, une dizaine de personnes travaillent à plein temps pour le mouvement, sans compter les élu.e.s au parlement national qui touchent un vrai salaire contrairement aux élu.e.s municipales.aux.

Pour Jelena Vasiljević ***« C'est un processus d'activistes qui deviennent des politicien.ne.s qui accompagne celui d'un mouvement qui devient un parti politique. »***

Si une certaine professionnalisation semble nécessaire pour rivaliser avec des partis bien implantés de politicien.ne.s professionnel.le.s dans le système politique actuel, l'enjeu pour NDB est de ne pas reproduire des schémas de concentration des pouvoirs et d'exclusion de celleux qui n'ont ni le temps ni les moyens de se mobiliser.

Dans les listes que présente NDB, le principe d'alternance entre les hommes et les femmes est appliqué. Il n' y a pas de *leader* mais plusieurs petits groupes décisionnaires au sein des vingt différents conseils qui structurent le mouvement. Et dernièrement, une co-présidence répartie entre trois et cinq personnes est envisagée pour représenter le parti du « front vert-gauche », tout juste créé.

Des luttes écologiques citoyennes qui se constituent en partis politiques

Lors des élections législatives nationales et municipales de 2022, NDB s'est allié avec d'autres mouvements écologistes et de gauche issus de luttes locales pour former la coalition *Moramo* et gagner en poids politique. Cette coalition regroupe NDB, *Ekološki Ustanak* (« Soulèvement écologique ») et *Zajedno za Srbiju* (ZZS) (« Ensemble pour la Serbie ») et est la première union de la gauche et des écologistes à avoir des représentant.e.s aux parlement national et de Belgrade. *Ekološki Ustanak* est un mouvement né en 2018 de la lutte contre la construction d'une cinquantaine de mini-centrales hydro-électriques dans la *Stara Planina*, massif montagneux qui constitue une des plus grandes réserves naturelles de Serbie, également très impliqué dans la lutte contre la mine de Rio Tinto. Après les législatives de 2022, l'organisation a fusionné avec Zajedno Za Srbiju (ZZS) qui regroupait déjà vingt-huit groupes civiques environnementaux qui soutenaient "l'Accord vert pour la Serbie", en juin 2021 [25]. *Ekološkik Ustanak* et *Zajedno za Srbiju* forment maintenant officiellement un nouveau parti, *Zajedno* («Ensemble »), tout comme NDB s'est allié avec d'autres luttes locales pour créer le parti du «front vert-gauche ».

Pionnier.ères du municipalisme en Serbie et premier.ère.s à porter la question des communs urbains dans leur programme politique, NDB, originellement très ancré à Belgrade, a voulu porter sa radicalité en matière d'écologie et de démocratie dans un projet plus global qui s'étend aussi à la ruralité. Différentes luttes, comme celle contre le projet de mine de Rio Tinto dans la vallée du Jadar, ont permis de créer et renforcer des connexions avec des organisations mobilisées dans les campagnes pour la défense des communs et de l'environnement ainsi que contre le nationalisme. En effet, toutes les municipalités rurales sont dirigées par le SNS, parti du gouvernement qui contrôle encore plus la population dans ces régions enclavées, usant de menaces et de chantage mais aussi de la propagande médiatique.

Lutter pour les communs et l'écologie, en Serbie, ne peut donc être dissocié d'une lutte contre le régime nationaliste dictatorial.



Entretien avec Jelena Vasiljević, le 17/06/2023

Pour Jelena Vasiljević, il est crucial de récupérer les institutions. Lutter en dehors pour des idéaux écologiques et démocratiques n'est pas une option et c'est pour cela que beaucoup de mouvements se constituent maintenant en partis politiques : ***« Pour nous, c'est une stratégie contre-productive que de penser nos actions en dehors des institutions parce que nous avons besoin de les récupérer, la question n'est pas de faire de la politique autrement hors des institutions [...] la seule politique alternative, c'est se battre pour les institutions. »***

SOURCES

[1] « Stories of Conflict : Ex-Yougoslavie, Un mariage explosif », reportage ARTE, 2020
[2] « VI e siècle à 2008, Tumultueuse Serbie », article d'André Larané, publié sur heredote.net Le Média de l'Hsitoire, le 08/12/2019
[3] « Le dessous des cartes - L'essentiel, Serbie-Kosovo : la tension monte », vidéo de décryptage ARTE du 31/05/2023
[4] « Le procès Milošević - le dossier de l'Accusation », site des Nations Unies, Tribunal pénal international pour l'Ex Yougoslavie
[5] " Belgrade most polluted European city with over 1 million people" , publié sur Balkan Green Energy News le 8 septembre 2021
[6] « Serbie, deux tueries, deux pays » | ARTE Reportage ARTE du 20/06/2023
[7] « Responsables serbe et kosovar refusent de se rencontrer à Bruxelles », article d'Euronews et de l'AFP publié le 23/06/2023
[8] « Serbie : la population bouderait une adhésion à l'UE selon un sondage » , article d'Euronews et de l'AFP, mis à jour le 21/04/22
[9] "Anti-western sentiment in Serbia is not rooted in support for Putin", article publié le 06/11/2022 dans The Guardian
[10] BIEBER Florian, « La Serbie, équilibriste entre Russie et Occident », Politique étrangère, 2022/4 (Hiver), p. 41-49. DOI : 10.3917/pe.224.0041. URL : https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2022-4-page-41.htm
[11] « Quels pays européens dépendent le plus du gaz russe ? », article de Tristan Gaudiaut publié le 04/02/2022 dans Statista
[12] « La Serbie prolonge avec satisfaction sa dépendance au gaz russe », article de latribune.fr (avec AFP et Reuters), publié le 29/05/2022
[13] « Rivière rouge, marée verte », article de Milica Čubrilo Filipović publié dans Lëtzebuerger Land le 10/12/2021
[14] « Convoitise européenne sur le lithium serbe », article de Saša Dragojlo & Ivica Mladenović, publié en septembre 2022 dans Le Monde diplomatique

[15] Vidéo « Effondrement : notre civilisation au bord du gouffre ? Aurore Stéphant » publiée le 26/02/2023 sur la chaine youtube Thinkerview
[16] « Le grand reportage de la Terre au carré : Lithium en Serbie, les contradictions de la transition énergétique », reportage du de France Inter, 07/01/2022
[17] "Project Jadar: an overview from then to now.", article publié le 09/03/2023 sur Marš sa Drine
[18] « Serbie : mobilisation massive contre une mine de lithium pour véhicules électriques », article d'Augustin Langlade, publié par La Relève et la Peste le 08/12/2021
[19] «« Pollueurs, le peuple est plus fort ! » : en Serbie, la révolte explose », article de Louis Sellier, publié le 02/12/2021 par Reporterre
[20] « Lithium en Serbie : Rio Tinto repasse à l'attaque », article de Milica Čubrilo Filipović, publié dans le Courrier des Balkans le 28/11/2022
[21] « Projet Belgrade Waterfront, Serbie », description du projet, rédigée par Jovanka Spiric, publiée sur le site de l'Atlas des Conflits pour la Justice Environnementale et actualisée le 20/06/2016
[22] « L'écologiste et progressiste Tomislav Tomašević remporte la mairie de Zagreb », article de Valentine Porche publié le 31/05/2021 sur Mediapart
[23] Programme de Ne Davimo Beograd, disponible sur le site internet du mouvement
[24] "Serbia gets new Green-Left party", article de Beta publié le 14/07/2023 sur n1info.rs
[25] « Accord vert pour la Serbie », publié en juin 2021

Vous pouvez retrouver l'ensemble de nos newsletters sur le site de CliMates.

Pour suivre nos aventures sur les réseaux :

Pour tout retour ou partage d'initiatives, n'hésitez pas à nous envoyer un mail à : legras.lea@gmail.com, cleafache@yahoo.fr, hug.chirol@gmail.com

Vous pouvez partager le lien d'inscription à notre newsletter autour de vous :

Newsletter version française
Newsletter version anglaise

This email was sent to {{contact.EMAIL}}

Se désinscrire

Bonjour à tous et toutes !

Après 4 ans de luttes, la première assemblée citoyenne portant sur l'urgence climatique a débuté en avril dernier à Bologne. La question de l'adaptation aux changements climatiques est particulièrement présente dans cette ville récemment frappée par d'importantes inondations. Nous avons rencontré Pasquale, membre d'Extinction Rebellion Bologne, Mauro Biggi, membre de la Fondazione per l'Innovazione Urbana (« Fondation pour l'innovation urbaine ») et Rodolfo Lewanski, professeur en Sciences politiques et sociales à l'université de Bologne Alma Mater Studiorum et *membre de l'association nationale Prossima Democrazia (« Prochaine démocratie ») qui œuvrent toustes pour que le temps d'un réel débat démocratique soit pris pour faire face à l'urgence.*



De la mobilisation à la mise en place d'outils institutionnels de démocratie participative sur le long terme

---

La mise en place d'une assemblée citoyenne sur le climat à Bologne : mobilisation et fenêtre d'opportunité politique

4 ans de lutte pour une première assemblée citoyenne à Bologne portant sur l'urgence climatique

En 2019, avec la mobilisation de dizaines de milliers de citoyen.ne.s lors des grèves pour le climat et la naissance de *Fridays For Future* à Bologne, la question du changement climatique est amenée dans le débat public. Etudiant.e.s, lycéen.ne.s et membres d'*Extinction Rebellion (XR) Bologna,* premier groupe local du mouvement national, se regroupent dans de grandes manifestations pour réclamer la déclaration de « l'état d'urgence climatique, environnemental et écologique » par la municipalité.



Photo de Margherita Caprilli pour La Repubblica

La ville de Bologne avait déjà mis en place depuis plusieurs années certaines mesures comme le bilan environnemental, outil actif depuis 2003, lui permettant d'évaluer son impact environnemental, comptabilisant, entre autres, ses émissions de gaz à effet de serre. Elle a adopté plusieurs plans d'actions locaux comme celui sur l'adaptation au changement climatique de 2015 qui n'est cependant toujours pas mis en œuvre. [1].

Le 30 septembre 2019, Bologne rejoint les presque 500 autres villes dans le monde qui ont déclaré l'état d'urgence climatique. Le conseil municipal adopte finalement plusieurs propositions radicales portées par Extinction Rebellion, rédigées avec l'aide de chercheur.euse.s du CNR (équivalent du CNRS en France). La mairie s'engage notamment à atteindre l'objectif de neutralité carbone dès 2030, ce qui va au-delà de la réglementation européenne. Elle reconnaît par l'adoption de cette motion l'importance du concept de justice climatique, la nécessité d'organiser des assemblées citoyennes pour élaborer des politiques environnementales justes, s'engage à plus de transparence et va même jusqu'à remettre en cause le paradigme de la croissance [2].

Un an plus tard, la pandémie n'aidant pas, la municipalité n'a pas respecté ses engagements. Extinction Rebellion organise une grève de la faim sur la *Piazza del Nettuno* de 7 jours pour exiger la mise en place dans l'année d'une assemblée citoyenne sur le climat.

« En cette période d'urgence, nous devons prendre les décisions ensemble et ne pas attendre que le gouvernement les prenne à notre place », Pasquale, membre d'Extinction Rebellion Bologne.

C'est finalement après une seconde grève de la faim de 70 jours début 2021 que des négociations spécifiques sur la mise en place d'une assemblée citoyenne sur le climat ont pu débuter. La *Fondazione de l'Innovazione Urbana* a été missionnée par la municipalité pour organiser les débats entre des élu.e.s, des expert.e.s et plus de 50 entreprises et organisations dont *Prossima Democrazia*. Fin mai 2021, sur proposition de ce groupe, la municipalité accepte de changer ses statuts (l'équivalent d'une constitution municipale) pour y incorporer les assemblées citoyennes en tant qu'outils de participation démocratique. Cette mesure dépasse donc la tenue d'une assemblée citoyenne climat unique et constitue un changement sur le long terme qui concerne plus largement la démocratie. Il est désormais possible d'organiser une assemblée citoyenne maximum par an à Bologne sur différents sujets. Cette assemblée annuelle peut être convoquée de quatre façons : soit par l'administration de la ville, soit par le conseil municipal, soit par la majorité des six conseils municipaux de quartiers soit par les citoyen.nes. Dans ce dernier cas, il faut que la proposition récolte 5 000 signatures soit 1,25% de la population.

Il faudra encore attendre un an pour que le règlement des assemblées citoyennes, qui définit les étapes opérationnelles du processus, soit adopté par

le conseil municipal en juillet 2022. Finalement, c'est en avril dernier (2023), près de quatre ans après les premières mobilisations, que la première assemblée citoyenne dédiée à l'urgence climatique a été lancée.

Bologne : une ville qui s'engage pour lutter contre les changements climatiques?

La mise en place de cette première assemblée citoyenne sur le climat est advenue dans un contexte politique particulier. Bologne était déjà engagée depuis plusieurs années sur les questions climatiques et écologiques. Une des expérimentations intéressantes menée par la ville a notamment été la création de la *Fondazione per l'Innovazione Urbana* qui a coordonné les discussions préalables à la mise en place de l'assemblée citoyenne et qui fait aujourd'hui partie du bureau de coordination de l'assemblée citoyenne sur le climat. En 2018, la Fondation qui appartient à l'université de Bologne Alma Mater Studiorum et à la municipalité succède au Centre urbain, reposant lui sur un partenariat public-privé. Avec ses quarante employé.e.s et collaborateur.rice.s freelance, la fondation assure un lien essentiel entre la municipalité et l'université. Cette dernière occupe une place très importante au sein de la ville qui compte 100 000 étudiant.e.s pour 400 000 habitant.e.s. Cette nouvelle structure a pu proposer différents projets pilotes en matière d'environnement, favorisant, selon Mauro Biggi qui y travaille et que nous avons rencontré, l'acceptabilité de projets ambitieux qui auraient été rejetés s'ils avaient été directement proposés à de grandes échelles : ***« Je pense que c'est un bon moyen d'influencer les politiques, sur des sujets pour lesquels la municipalité n'est pas prête à investir ou dont elle n'a pas la compétence ».***

Sur les questions de mobilité par exemple, ce n'est qu'après avoir expérimenté les week-ends piétons et constaté leurs bénéfices que la municipalité a décidé de passer en « zone 30 » le le 1er juillet 2023 [3], limitant ainsi la vitesse de circulation à 30 km/h dans toute la ville.

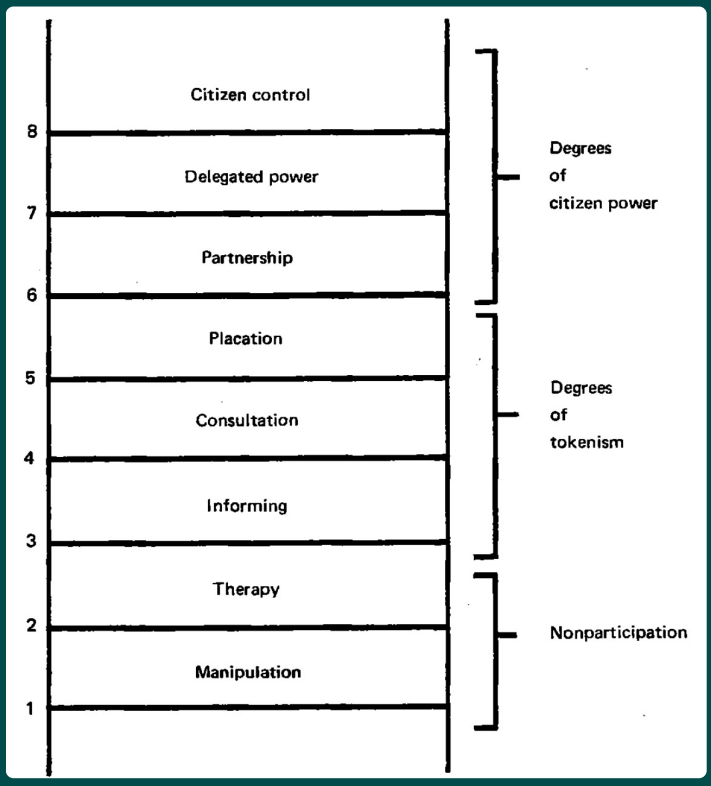
En terme de participation citoyenne, la municipalité a aussi mis en place plusieurs dispositifs, avec l'aide de la Fondazione per l'Iinnovazione Uurbana. Depuis 2018, chaque quartier dispose d'un budget participatif annuel de 500 000€ permettant de réaliser des projets co-construits avec les citoyen.ne.s. La ville de Bologne était également parmi les premières villes à proposer des *Pattii di collaborazione* (« Pactes de collaborations ») [4] qui permettent de partager la gestion de biens ou d'espaces publics entre l'administration municipale et des citoyen.ne.s.

Pour Pasquale, membre d'*Extinction Rebellion Bologna* que nous avons rencontré, tous ces dispositifs sont trop descendants et il faut maintenant aller plus loin :
« On a besoin de démocratie délibérative pour que les gens soient informé.e.s et puissent décider ensemble, autrement, quand la décision est prise de façon descendante, les gens ne l'acceptent pas. C'est ce qu'il se passe actuellement avec les manifestations contre la limitation de vitesse à 30 km/h alors que c'est une bonne loi. »

La « démocratie délibérative » relève de processus décisionnels basés sur des discussions avec les citoyen.ne.s qui précèdent à l'élaboration de politiques [5]. Ces discussions doivent être organisées et facilitées avec soin, de façon à assurer l'expression libre de chacun.e et de permettre l'exposition et la critique des différents arguments. Les assemblées citoyennes en sont des exemples. Tandis que la démocratie participative comprend plus largement les différents dispositifs d'implication des « citoyen.ne.s ordinaires » [6] dans les politiques en recueillant leur avis à travers des enquêtes ou des budgets participatifs à l'échelle de la ville ou encore en créant un espace pour qu'iels puissent contribuer à la mise en place de projets, sans que cela n'implique nécessairement un processus de prise de décision grâce à un débat.

Dans *« A ladder of citizen participation »* (« Une échelle de la participation citoyenne ») [7], la sociologue américaine Sherry R. Arnstein définit la démocratie participative comme ***« un terme catégorique pour désigner le***

pouvoir des citoyen.ne.s. C'est la redistribution du pouvoir qui permet aux citoyen.ne.s démuni.e.s, actuellement exclu.e.s des processus politiques et économiques, d'être délibérément inclu.e.s dans l'avenir [...] c'est le moyen par lequel iels peuvent induire une réforme sociale significative qui leur permette de partager les bénéfices d'une société prospère... la participation sans redistribution du pouvoir est un processus vide et frustrant pour celleux qui n'en sont pas doté.e.s ".



L'illustration originale de l'échelle de la participation citoyenne de Sherry Arnstein, parue en 1969 dans le Journal of the American Planning Association. L'échelle comporte huit "échelons" qui décrivent trois formes générales de pouvoir des citoyens dans la prise de décision démocratique : La non-participation (aucun pouvoir), les degrés de tokénisme (faux pouvoir) et les degrés de pouvoir des citoyens (pouvoir réel).

Une fenêtre d'opportunité pour la mise en place d'une assemblée citoyenne sur le climat

Les mobilisations successives sur l'urgence écologique et sur l'assemblée citoyenne sur le climat ont permis de porter ces sujets auprès des décideur.euse.s politiques. Toutefois, les avancées ont été obtenues en raison d'un contexte spécifique favorable. En effet, au moment des négociations pour l'adoption des propositions radicales d'*Extinction Rebellion* et des nouveaux statuts relatifs aux assemblées citoyennes, la *Coalizione Civica per Bologna* (« Coalition Civique pour Bologne »), alors membre de l'opposition municipale avec deux conseiller.ère.s municipaux.les , a joué un rôle clé. Le Partido Democratico (PD) (« Parti démocrate »), parti centriste libéral au pouvoir depuis 2009, ne comprenait pas vraiment l'intérêt de ces outils de démocratie participative, estimant que la démocratie représentative était suffisante.

La *Coalizione Civica per Bologna* est une plateforme municipaliste créée initialement en 2015 dans le but de présenter une liste aux élections municipales de 2016. Elle rassemble des militant.e.s issu.e.s de mouvements sociaux, d'associations ou encore de partis de gauche.
Elle repose sur plusieurs principes dont l'horizontalité, l'anti-racisme, l'anti-sexisme, l'antifascisme et l'inclusion de tous et toutes. Son organisation interne repose sur deux assemblées régies par deux co-présidences, chacune constituée d'un homme et d'une femme. Elle vise à défendre le droit à la ville et au logement, les biens et espaces communs, la justice sociale et l'écologie.

Lors des élections de septembre 2021, la *Coalizione Civica* obtient trois sièges au conseil municipal et s'allie au PD venant de perdre sa majorité absolue. La *Coalizione Civica* quitte ainsi l'opposition et Emily Clancy, déjà conseillère municipale lors du précédent mandat et important soutien lors des mobilisations pour déclarer l'urgence climatique et pour demander une assemblée citoyenne devient adjointe au nouveau maire Matteo Lepore.
Les membres de la *Coalizione Civica* ont continué à soutenir le projet d'assemblée citoyenne pour le climat et ont accéléré sa mise en place. Cependant, dès décembre 2021, la coalition s'est positionnée en faveur du projet d'élargissement du *Passante di Mezzo* (l'autoroute centrale) A14 porté par le PD alors qu'elle s'y était fermement opposée lors du précédent mandat [8]. Le projet prévoit l'ajout de quatre voies aux huits existantes d'ici 2027 [9]. Difficile pour les organisations mobilisées face à l'urgence écologique de se réjouir pleinement de la mise en place de l'assemblée pour le climat dans un tel contexte. L'assemblée apparait pour certain.e.s comme la compensation accordée par le PD à la *Calizione Civica* en échange du vote pour le projet d'élargissement de l'autoroute Passante di Mezzo.



« 100 villes intelligentes et à impact climatique neutre d'ici 2030 », Eurocities

En avril 2022 [8], Bologne a également été sélectionnée par l'Union européenne (UE), avec 99 autres villes européennes et 12 hors Europe pour faire partie de la mission « 100 villes intelligentes et à impact climatique neutre d'ici 2030 » dans le cadre du programme Horizon 2020.
Une des premières étapes pour les villes sélectionnées est la rédaction d'un « contrat climat » avec les citoyen.ne.s. L'assemblée citoyenne pour le climat demandée depuis plusieurs années par les organisations écologiques de Bologne pourrait donc permettre à la ville de rédiger ce contrat climat [10].

Ainsi, les contradictions affichées par la municipalité laissent planer le doute quant à sa réelle ambition de changement et d'investissement dans des politiques écologiques. L'assemblée citoyenne pour le climat risquerait de n'être réduit qu' à un simple outil symbolique de communication.

Comment va se dérouler l'assemblée citoyenne pour le climat de Bologne ?

Pour atteindre l'objectif de neutralité carbone dès 2030, le conseil municipal a défini trois grands thèmes à traiter par l'assemblée citoyenne [11] :

- « Comment favoriser une transition énergétique de la ville en partant des

secteurs les plus impactants en émissions climatiques, tout en garantissant le principe d'équité et de justice climatique et en luttant contre les phénomènes de pauvreté et de marginalisation ? »

- « Comment les institutions et les citoyen.ne.s peuvent-ils affronter et contenir les principaux risques climatiques de la ville (îlots de chaleur, événements climatiques extrêmes, inondations, sécheresses, etc.) ? »

- « Quels sont les obstacles trouvés dans les règles, services et règlements de compétence municipale à la réalisation de ces objectifs et des améliorations et innovations possibles ? »

L'assemblée se compose de cent citoyen.ne.s tiré.e.s au sort à l'aide d'un échantillonnage aléatoire stratifié. Cette méthode permet d'assurer une certaine représentativité de la population grâce à des critères de sélection tels que l'âge, la quartier d'habitation et le sexe. 80 d'entre elleux sont âgé.e.s de plus de seize ans et résident dans la ville tandis que les vingt autres sont des « usager.ère.s » qui n'y résident pas dont dix étudiant.e.s de l'Université de Bologne et dix abonné.e.s aux transports publics.

Le processus se décompose en trois phases qui s'étendent sur quatre mois et comptent huit demi-journées de réunion les week-ends. Pour chaque séance les participant.e.s reçoivent 72,96€ et peuvent bénéficier d'un service de baby-sitting, assurant une certaine inclusion.



« Les assemblées citoyennes : une réponse incisive à la crise climatique et démocratique », article rédigé par Valeria et publié le 11 janvier 2021 sur Chiara.eco

La première rencontre a eu lieu en avril 2023, amorçant la phase de « formation » durant laquelle, une quinzaine d'expert.e.s présentent aux citoyen.ne.s les différents constats relatifs aux changements climatiques et à l'érosion biodiversité ainsi que les possibilités d'adaptation. Plusieurs groupes de travail seront aussi constitués pour se pencher sur des sujets précis avant une restitution en plénière. La deuxième phase consiste en un dialogue entre les citoyen.ne.s de l'assemblée et différent.e.s acteur.rice.s de la transition. Finalement, en septembre et octobre 2023 se tiendra la dernière phase de délibération qui aboutira à des recommandations de politiques environnementales.

Malgré la demande initiale de certaines organisations, la modification des statuts de la ville n'intègre pas l'obligation d'appliquer telles quelles les propositions émanant de l'assemblée. En revanche, les statuts prévoient l'obligation pour le conseil municipal d'étudier les propositions et de procéder à un vote dans les quatre mois suivant leur publication. S'iels votent contre l'application d'une mesure, iels devront fournir un document d'explication et s'iels votent pour, un plan de mise en place est attendu. Cet engagement de suivi du processus fait souvent défaut dans les assemblées citoyennes organisées en Europe et repose seulement sur une volonté politique qui peut choisir d'ignorer le travail de démocratie délibérative des citoyen.ne.s, accroissant la défiance de ces derniers envers les institutions publiques [12].

Convergence des luttes et débat citoyen sur le long terme



« Contournement de Bologne, la vidéo du cortège : manifestants sur le périphérique » de Calamosca|LaPresse /corrieredibologna.tv – CorriereTv du 22 ocotbre 2022

Le 22 octobre 2022, un grand moment de mobilisation contre l'élargissement de l'autoroute *Passante di Mezzo : « la Convergencia »* (« la convergence ») [9] a rassemblé des activistes pour la justice environnementale et sociale comme *Bologna for Climate Justice, Fridays For Future, Sollevamenti della terra, Legambiente, des centres sociaux, AMOBologna* ainsi que des représentant.e.s de la lutte de l'Ex-GKN, usine automobile que les ancien.ne.s employé.e.s veulent transformer en se réapproprier pour en faire une coopérative de production d'énergie renouvelable (cf newsletter de Florence). Bologne n'avait plus connu de telles mobilisations depuis 20 ans. Près de 30 000 personnes ont défilé sur l'autoroute pour la bloquer. Ce fort moment de convergence des luttes a permis de resserrer les liens entre ces organisations qui peinent à travailler ensemble sur le long terme.

Si la lutte pour obtenir l'organisation de l'assemblée citoyenne pour le climat a surtout été portée par *Extinction Rebellion* initialement, elle a rassemblé plus récemment plusieurs de ces organisations. En effet, quelques semaines avant le début de l'assemblée, la municipalité créée un nouveau modèle de participation avec des acteur.rice.s économiques de la ville pour rédiger des « contrats climat » dans le cadre de la mission des « 100 villes intelligentes et à impact climatique neutre d'ici 2030 » de l'UE. Dans le processus prévu par la mairie, ces contrats devaient être signés en octobre 2023, soit avant la publication des recommandations de l'assemblée citoyenne pour le climat. Plusieurs organisations ont donc organisé des manifestations devant la mairie en février 2022 pour contester ce processus qui court-circuite le travail démocratique de l'assemblée citoyenne. Iels ont réussi à obtenir le report de ces « contrats climat » avec les partenaires économiques de la ville à mars 2024, assurant ainsi la réelle prise en compte des recommandations de l'assemblée citoyenne par la municipalité.

Ces organisations environnementales et sociales constituent un réel contre-pouvoir nécessaire pour que l'assemblée citoyenne pour le climat ne soit pas vidée de son sens.
Mais ce nouvel espace de débat public, que la municipalité a accepté de créer, permet aussi aux différentes associations et collectifs d'aller plus loin et de mettre leurs élu.e.s face à leurs contradictions. En effet, lors de la deuxième phase du processus, différentes parties prenantes, dont plusieurs des organisations citées précédemment, vont pouvoir s'exprimer devant les citoyen.ne.s de l'assemblée. Plusieurs d'entre elles vont se saisir de cette opportunité pour porter les sujets de la déforestation, de la pollution et de l'artificialisation notamment avec le projet Passante, bien que le règlement de l'assemblée stipule qu'elle ne peut pas débattre de projets déjà en court. Pour Pasquale, membre d'Extinction Rebellion, l'enjeu est double : élargir le champ adressé par l'assemblée en amenant une réflexion plus globale sur les transformations systémiques que la ville de Bologne doit entreprendre et rassembler les différents mouvements au-delà d'actions d'opposition ponctuelles : " The citizens' asssembly is a way to gather those different movements." ; « L'assemblée citoyenne est un moyen de rassembler tous ces mouvements différents ».

Grâce à la modification des statuts de la ville de Bologne qui reconnaissent désormais les assemblées citoyennes comme un outils de démocratie participative permanent, d'autres vont pouvoir être organisées. Cela pourrait instaurer un nouveau rapport sur le long-terme entre les mouvements environnementaux et sociaux et la municipalité, et pourrait permettre de restructurer et renforcer les liens entre les organisations œuvrant pour la justice sociale, la démocratie et l'écologie.

« Extinction Rebellion a lancé la lutte pour l'assemblée citoyenne sur le climat mais nous pensons que la démocratie représentative est un problème majeur donc nous avons besoin d'assemblées citoyennes qui travaillent aussi sur ces sujets complexes que sont par exemple le droit au logement, l'immigration, etc. » Pasquale.

Cette expérience d'assemblée citoyenne à Bologne n'est pas un cas isolé en Italie. Plusieurs assemblées citoyennes ont notamment été organisées ces trois dernières années par l'association *Rinascimento Green* (« Renaissance verte ») à l'échelle de régions comme en Calabre, en Emilie-Romagne et dans la Latium ou sous l'impulsion d'institutions publiques comme ce fut le cas en Toscane dans la ville de Viareggio en 2020 par exemple. En décembre 2022, la ville de Milan a lancé les premières sessions de sa nouvelle assemblée citoyenne permanente sur le climat. Régulièrement recomposée par de nouveaux tirages au sort de citoyen.ne.s, l'assemblée se réunira tous les trois mois jusqu'en 2030, soit pendant toute la durée du plan « plan Air et Climat » cadre dans lequel elle a été mise en place [13].

SOURCES & POUR ALLER PLUS LOIN

[1] « La déclaration d'urgence climatique », article publié le 31/10/2020 sur le site Chiara

[2] « Bologne, la ville déclare "l'état d'urgence climatique". Et il le fait en acceptant le manifeste des militants d'Extinction Rebellion », article d'Elisabetta Ambrosi, publié le 02/10/2019 sur Il Fatto Quotidiano.it

[3] « A quoi sert une ville avec une limite de 30 km/h ? » article de Stefano Dalla Casa, publié le 13/07/2023 sur le site Chiara

[4] « Bologne à l'épreuve des communs », article rédigé par Pierre Boutoux, membre de l'organisation SavoirCom1, et publié le sur le site du projet « Enacting the Commons » en 2019

[5] « Quelle est la différence entre participation et délibération ? » article de Llona Lodewijckx publié le 24/04/2020 sur le site du citizenlab

[6] SINTOMER Yves, « 6. Démocratie participative, démocratie délibérative : l'histoire contrastée de deux catégories émergentes », dans : Marie-Hélène Bacqué éd., La démocratie participative. Histoire et généalogie. Paris, La Découverte, « Recherches », 2011, p. 113-134. DOI : 10.3917/dec.bacqu.2011.01.0113. URL : https://www.cairn.info/la-democratie-participative--9782707157201-page-113.htm

[7] S. (1969.) A ladder of citizen participation. Journal of the American Planning Association, 35(4), 216–224 : https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/01944366908977225

[8] « Contournement de Bologne : pour nous ça a toujours été un non. Ecoutez les territoires », communiqué de presse publié le 10/04/2018 par la Coalizione Civica per Bologna

[9] « Il Passante, malgré tout : "Le business doit continuer" », article de Marco Palma publié sur le site du mouvement Bologna for Climate justice le 23/06/2023

[10] «Bologna Neutral City en 2030 : la première étape est le Contrat de Ville Climatique », article publié le 12/10/2022 sur le site Chiara

[11] « Rencontre citoyenne pour le climat », article disponible sur le site de la commune de Bologne

[12] "How can Climate Assemblies be integrated into the policy process?" Briefing 2 KNOCA ("Knowledge Network on Climate Assemblies"), Frederik Langkjær, Project Manager, The Danish Board of Technology Foundation, November 2021

[13] Présentation de l'Assemblée citoyenne permanente sur le Climat de

Milan sur le site de Poliedra Politecnico di milano : https://www.poliedra.polimi.it/en/project/permanent-citizens-assembly-climate/.

"The Future of Democracy - Politics Without Politicians, The political scientist Hélène Landemore asks, If government is for the people, why can't the people do the governing?" article publié dans le Newyorker le 19/02/2020 et écrit par Nathan Heller : https://www.newyorker.com/news/the-future-of-democracy/politics-without-politicians

« Une dictature verte n'est pas une solution, avec Dominique Bourg » , Paloma Moritz pour blast, le souffle de l'info publiée le 27/10/2022

« Synthèse 2020 OCDE – Participation citoyenne innovante et nouvelles institutions démocratiques, la vague délibérative » de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

Vous pouvez retrouver l'ensemble de nos newsletters sur le site de CliMates.

Pour suivre nos aventures sur les réseaux :

Pour tout retour ou partage d'initiatives, n'hésitez pas à nous envoyer un mail à : legras.lea@gmail.com, cleafache@yahoo.fr, hug.chirol@gmail.com

Vous pouvez partager le lien d'inscription à notre newsletter autour de vous :

Newsletter version française
Newsletter version anglaise

This email was sent to {{contact.EMAIL}}

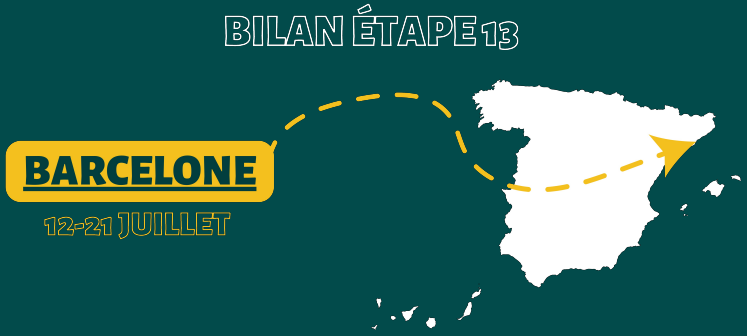
Se désinscrire

Envoyé avec Brevo

Bonjour à tous.tes !

L'aventure CC-CoRDE approche de la fin, et nous sommes arrivé.e.s dans **le dernier pays du voyage : l'Espagne !**

Pour notre premier stop, nous nous sommes rendu.e.s **en Catalogne, à Barcelone**.
A la tête de **la ville emblématique du mouvement municipaliste**, la maire **Ada Colau**, du parti de gauche radicale et écologiste ***Barcelona en Comú* (BeC),** au pouvoir depuis 2015, a perdu les élections municipales du 28 mai 2023. Incarnant à l'origine un grand espoir de renouveau politique, BeC est l'exemple d'un mouvement social et citoyen qui **a réussi à gagner les institutions publiques**. En dépit d'un programme ambitieux, la municipalité d'Ada Colau a été confrontée **aux difficultés liées à l'exercice du pouvoir** et à **la montée des partis de droite et d'extrême droite**.



2015 : La vague municipaliste espagnole

La plateforme citoyenne de *Barcelona en Comú*

L'arrivée au pouvoir d'un mouvement citoyen comme BeC s'inscrit dans un contexte antérieur plus large de Transition Démocratique Espagnole. Ce processus de démocratisation qui débute à la mort du dictateur Francisco Franco en 1975, met fin à "l'ère franquiste", marquée par sa dureté et sa violence envers sa population : perte de libertés, exécutions des opposant.e.s politiques, censure, tortures, etc. Elle s'achève avec l'arrivée au pouvoir du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) de Felipe González en 1982. Au cours de cette transition démocratique, des élections multipartites sont organisées en 1977 et une nouvelle Constitution, défendant notamment une "démocratie avancée", le pluralisme, la tolérance, l'égalité, les droits et libertés fondamentales, est adoptée par référendum en 1978.

Dès lors, le parti centre gauche social-démocrate, **PSOE, et le le parti de centre droite conservateur issu du franquisme, Parti populaire (PP), s'alternent à la tête du gouvernement espagnol**. Tous deux mettent en place des politiques de libéralisation de l'économie, de privatisation, de libre concurrence et des politiques pro-européennes (l'Espagne devient membre de la Communauté Économique Européenne en 1986). **Les scandales de corruption sont nombreux, et la crise de 2008, qui touche gravement le pays**, conduit à une explosion du taux de chômage (24,4 % en mars 2012) et à la mise en place de **politiques d'austérité** (baisses des salaires du secteur public, report de l'âge légal de départ à la retraite 65 à 67 ans, etc.) à l'origine de mouvements sociaux massifs.

L'un des plus connus est celui des **Indigné.e.s (*Indignados*)**, aussi appelé **"15-M"** en référence au **15 mai 2011**, date de lancement du mouvement non-violent sur la place *Puerta del Sol* à Madrid par l'organisation citoyenne *¡Democracia Real Ya!* (« Une vraie démocratie, maintenant »). Le mouvement rassemble des centaines de milliers de manifestant.e.s dans une cinquantaines de villes espagnoles (dont Barcelone) **pour en finir avec le bipartisme PP et PSOE, mettre un terme à la "dictature des marchés" et à ses conséquences écologiques et sociales, et demander des politiques plus démocratiques et qui répondent réellement aux besoins des citoyen.ne.s**. Les manifestations ont lieu à l'approche des élections municipales, fixées au 22 mai 2011 et le mouvement qui scande le slogan " Iels ne nous représentent pas !" ("*¡Que no nos representan!*"), appelle à ne voter ni pour le PP, ni pour le PSOE. S'inspirant des Printemps Arabes et composé en majorité de jeunes entre 20 et 35 ans sachant parler anglais et utiliser les outils numériques, le mouvement du 15-M se propage et s'organise sur les réseaux sociaux et sur internet. Pendant plusieurs semaines, des campements ainsi que des assemblées générales sont organisés et aboutissent à la rédaction de propositions politiques, notamment au sein du campement de Madrid "*acampadaSol*". **Le mouvement est source de nombreux espoirs et montre que des alternatives à la politique traditionnelle existent et permettent de gouverner par, pour et avec les citoyen.ne.s**. Le mouvement dépasse les frontières espagnoles et se propage à l'international dans plus de 80 pays (France, Italie, Allemagne, Grèce, Portugal, Royaume-Uni, etc.). D'autres appels internationaux sont ensuite lancés, s'inspirant des *Indignados*, comme le mouvement *Occupy*.



Les indigné.e.s espagnol.e.s de nouveau Puerta del Sol, Euronews, 2011



Le masque de Fawkes, symbole des indigné.e.s dans le monde entier (MARIO LAPORTA / AFP)

Se mobiliser en dehors des institutions publiques n'étant pas suffisant pour faire advenir des changements plus structurels selon certain.e.s, **plusieurs citoyen.n.e.s décident de se lancer dans la course aux élections municipales**. C'est notamment le cas à Barcelone.

Le 15 juin 2014 est publié sur internet l**e manifeste de la plateforme *Guanyem Barcelona*** ("Gagnons Barcelone") regroupant une trentaine de citoyen.ne.s issu.e.s de différents mouvements sociaux dont le 15-M, des associations de voisinage, des personnalités issues du monde académique et de la culture.



Ada Colau, maire de Barcelone, avec les adjoint.e.s au maire Gerardo Pisarello et Laia Ortiz / EFE

Le mouvement propose un nouveau discours politique et revendique **l'occupation des institutions politiques par des gens ordinaires, sans expérience institutionnelle préalable, pour transformer la façon de faire de la politique**. Le mouvement a pour objectifs de lutter **contre l'exclusion et les inégalités sociales, contre la privatisation des communs, contre le tourisme massif incontrôlé, ou encore contre la pollution de l'air et revendique une meilleure gestion et une réduction des déchets**. Il souhaite également **régénérer la démocratie**, en luttant contre la corruption, en prônant une totale transparence dans le travail des élu.e.s et en assurant une vraie participation citoyenne. À la différence des partis sociaux-démocrates, la plateforme ne souhaite pas faire de la politique au nom des gens : ce sont **les gens qui doivent elleux-mêmes être des acteur.rice.s dans la prise de décision politique**. Ces principes sont mis en place dès la phase de construction du programme politique. Dès août, soit un mois avant la date prévue par le manifeste, 30 000 signatures de soutien sont recueillies. Des réunions locales sont également organisées en parallèle dans toute la ville. Elles sont complétées par des comités techniques et politiques et par un vaste processus de consultation en ligne pour construire un programme en lien avec les problématiques du quotidien et imaginé par et pour les citoyen.ne.s.

Après avoir rédiger un **code éthique** avec les citoyen.ne.s permettant de définir les lignes de conduite à respecter par les futur.e.s élu.e.s, le 10 février 2015, la plateforme se présente publiquement sous le nom de ***Barcelona en Comú*** (le nom de *Guanyem Barcelona* ayant déjà été déposé quelques jours auparavant...). Elle se définit moins comme un parti que comme **un mouvement de confluence de divers partis de gauche et écologistes**, regroupant *Iniciativa per Catalunya-Verds* ("Initiative pour la Catalogne Verts", ICV), *EUiA*, *Equo*, *Procés Constituent* ou encore le parti *Podemos* créé après le mouvement des *Indignados* dans le cadre des élections européennes de 2014. Le 28 février, l'activiste pour le droit au logement Ada Colau présente sa candidature aux primaires en tant que tête de liste pour les municipales, avec pour numéro deux Gerardo Pisarello (*Procés Constituen*t), numéro 3 Laia Ortiz (ICV) et numéro 4 Jaume Asens (*Podemos*). La candidature a été complétée le 12 mars par des primaires ouvertes à tous.tes les citoyen.ne.s pour choisir les conseiller.ère.s municipaux.les des districts de la ville.

Après des mois de campagne intense (qui peuvent être suivis **dans le documentaire "*Ada for Mayor*"**), et de nombreuses tentatives de décrédibilisation de la part des partis traditionnels, **la liste de BeC arrive en tête des élections municipales du 24 mai 2015, avec 25,21 % des voix et obtient 11 sièges** (sur 41). La barcelonaise Ada Colau est élue maire le 13 juin suivant et devient la **première femme maire de Barcelone, militante, ouvertement bisexuelle et issue du milieu ouvrier**. Pour constituer une majorité au sein du conseil municipal, BeC s'est allié au parti de **centre gauche indépendantiste La Gauche Républicaine Catalane** (*Esquerra Republicana de Catalunya*, ERC), au **Parti social démocrate des socialistes de Catalogne** (*Partit dels Socialistes de Catalunya*, PSC), et a reçu le soutien de la **Candidature d'unité populaire** (*Candidatura d'Unitat Popular*, CUP), parti de gauche radicale et indépendantiste.



Affiche du documentaire "Ada For Mayor " (2016)

Lancement du mouvement des *Fearless Cities*

Dans l'ensemble de l'Espagne, les élections municipales de 2015 sont à l'origine d'un important renouveau dans les municipalités, et portent au pouvoir des élu.e.s souhaitant faire de la politique autrement. **Barcelone, Madrid, Valence, Saragosse, Pampelune, La Corogne, Cadix, Ferrol ou encore Saint-Jacques-de-Compostelle**, avec à leur tête des plateformes citoyennes, sont surnommées les "***Rebel Cities***" et lancent un réel mouvement de transformation des politiques à l'échelle locale en inventant des institutions "en commun" et établissant une coopération public-citoyen.ne.s.

En 2017, la **première conférence des *Fearless Cities*** est organisée à Barcelone et marque le point de départ de la construction d'un **réseau municipaliste européen** (*European Municipaliste Network*) et **international,** dont les objectifs sont pluriels :

Féminiser les politiques : donner une plus grande place aux femmes (et plus largement aux minorités) dans les processus de prise de décision, s'autoriser à exprimer ses doutes et ses contradictions en politique, mettre la

question du soin (*care*) au cœur des politiques ou pour reprendre les mots d'Ada Colau : ***"Vous pouvez faire de la politique sans être un homme fort, arrogant, ultra-confiant, qui a une réponse à tout"***. Pour se former sur ces questions, un *MOOC* de *European Municipalité Network* a été créé.

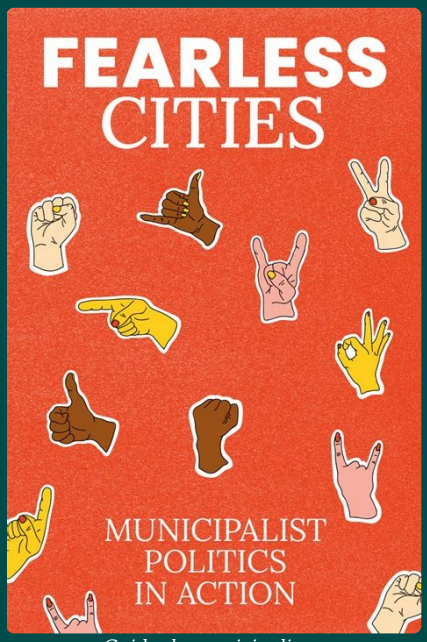
Mettre en place plus d'outils de démocratie radicale pour permettre une réelle participation des citoyen.ne.s dans la prise de décision (listes citoyennes, assemblées citoyennes, etc.).

Lutter contre la **montée de l'extrême droite**.

Proposer une **économie respectueuse du vivant et des limites planétaires** (économie du donut, etc.).

"Dans un monde où la peur et les inégalités sont détournées en haine, les villes "sans peur" se dressent pour défendre les droits humains, la démocratie et le bien commun. Ce mouvement municipaliste mondial s'est réuni pour la première fois lors du Sommet des "Villes sans peur" à Barcelone en juin 2017, à l'invitation de Barcelona En Comú, dans le but de radicaliser la démocratie, de féminiser la politique et de s'opposer à l'extrême droite. Depuis, ces mouvements de quartier, maires et conseils locaux collaborent pour construire des réseaux mondiaux de solidarité et d'espoir à partir de la base." *Site des Fearless Cities*

Ce premier sommet international a permis de **regrouper plus de 700 personnes** représentant des centaines d'organisations municipales du monde entier. ***Un Guide du Municipalisme*** (2018) a également été écrit dans la continuité de ce premier rassemblement. Rédigé par plus de 140 personnes issu.e.s de 19 pays différents, ce guide est une **boîte à outils, recensant les bonnes pratiques pour mettre en place une plateforme municipaliste, rédiger un manifeste participatif, obtenir des financements, et gagner les élections locales**. Le livre est aujourd'hui traduit en six langues (la version suédoise arrivant cf newsletter Malmö).



Guide du municipalisme

Depuis, **d'autres sommets ont eu lieu en Europe et à l'international** : Varsovie (2018), New-York (2018), Bruxelles (2018), Valparaíso (2018), Naples (2019), Belgrade (2019), Barcelone (2021), Rosário (2022).

L'élection de BeC à Barcelona dépasse ainsi largement l'échelle de la localité …

Aujourd'hui : le municipalisme en perte de vitesse à Barcelone ?

Après huit années au pouvoir, nous pouvons lister **quelques mesures** mises en place par BeC grâce à un budget de 2300 millions d'euros/an.

Salaires : Les salaires des élu.e.s de BeC ont été réduits par rapport aux salaires des municipalités précédentes. L'argent ainsi économisé a pu être versé à un fonds dédié à des projets sociaux de la ville au cours des huit années de mandat.

⚡ **Energie** : Une des politiques les plus importantes des mandats de BeC est la création en 2018 du fournisseur municipal d'énergies renouvelables, ***Barcelona Energia***, pour la région métropolitaine de Barcelone. *Barcelona Energia* est géré par TERSA, une entreprise publique de services environnementaux et fournit de l'électricité aux bâtiments et installations de la mairie de Barcelone ainsi qu' aux citoyen.ne.s et entreprises de la métropole.

Mobilités : Barcelone est la ville européenne avec la densité de voitures la plus élevée. La régulation de son utilisation est donc un enjeu central pour réduire la pollution de l'air dans la ville. BeC a mis en place un programme ambitieux de "***Superblock***" (*Superill*a) notamment dans le quartier de *Sant Antoni*. Chaque gros bloc de bâtiments est composé de six petits blocs dans lesquels la voiture est interdite. Le trafic des voitures est donc dévié sur un axe faisant le tour de ces six blocs et où l'utilisation de la voiture reste autorisée. Si cette transformation urbanistique a permis de réduire le trafic des voitures, la pollution de l'air et a permis de multiplier les espaces verts, elle est aussi à l'origine d'une montée des prix des logements du quartier... En effet, ce programme qui fait rêver à l'international devient le nouvel urbanisme à la mode et attire les populations les plus aisées...
Ce projet urbanistique s'inscrit dans une politique de mobilité plus large. BeC a par exemple décidé de déployer les **zones de basses émissions**, multiplier les **pistes cyclables** dans la ville, et a mis en place une **politique de "pacification des rues"** notamment autour des écoles, pour multiplier les espaces piétons et obliger les voitures à rouler lentement.

Eau : La municipalité de BeC a mis en place des campagnes dans les écoles pour appeler à réduire la consommation d'eau dans un contexte de sécheresse généralisée.
Plus original, iels ont créé des Systèmes de drainage urbain durables (*Sustainable Urban Drainage Systems*, SUDS). Ces systèmes constituent des alternatives au drainage conventionnel et permettent de reproduire en ville l'écoulement naturel des eaux afin d'accroître la résilience aux événements pluvieux extrêmes dans les centres urbains : utiliser les eaux de ruissellement à l'endroit où elles tombent, fournir un habitat attrayant pour la faune et la flore et encourager la recharge naturelle des eaux souterraines.
La ville n'utilise également pas d'eau potable pour nettoyer les rues.

Participation citoyenne : La municipalité a mis en place une plateforme de participation citoyenne numérique, *Decidim.Barcelona*, permettant aux citoyen.ne.s de faire des propositions politiques à la mairie, de participer aux budgets participatifs, ou encore de recueillir les signatures pour une initiative citoyenne.
De juillet à décembre 2021, la mairie a également organisé le **Forum de la jeunesse BCN** (*Fòrum Jove BCN*), une assemblée composée de 99 jeunes tiré.e.s au sort âgé.e.s de 16 à 29 ans, dans le but d'écrire des recommandations au conseil municipal pour répondre à la question : **En tant que jeune vivant à Barcelone, de quoi auriez-vous besoin pour réaliser votre projet de vie ?** Pendant 12 sessions, l'assemblée s'est penchée sur trois sujets : la santé mentale, l'éducation et l'émancipation. Ce forum a été pensé après la crise du covid à l'origine d'un accroissement des difficultés sociales et économiques pour les jeunes. 27 recommandations ont finalement été formulées. Le conseil municipal s'est engagé à les étudier et à motiver son choix dans le cas d'une non-application de certaines d'entre elles. Le suivi peut être directement fait sur la plateforme *decidim*.
A la fin de l'année 2022, un second processus délibératif a été mis en place

par la mairie : **L'Assemblée Citoyenne pour le Climat**. Cent personnes entre 16 et 75 ont été tiré.e.s au sort pour répondre à la question : **Que pouvons-nous faire de mieux pour faire face à l'urgence climatique à Barcelone ?** De nouveau, trois sujets ont été priorisés par les participant.e.s : l'énergie, la mobilité, la consommation et les déchets. Dix sessions ont été organisées entre septembre et décembre 2022. Lors de la dernière session, 34 propositions ont été présentées et votées. Une commission de suivi composée d'élu.e.s, de participant.e.s et d'acteur.rices agissant dans la lutte contre le changement climatique a été créée pour suivre l'évolution de l'application des recommandations.
Grâce à ces nombreux projets, Barcelone a été élue **Capitale européenne de la démocratie 2023/2024**.

Tourisme de masse : Depuis les Jeux Olympiques de 1992, Barcelone est devenue une destination attractive. En 2019, la ville a accueilli plus de 15 millions de touristes. Le tourisme de masse, source d'enrichissement pour la ville et aussi à l'origine de nombreuses pollutions et de pressions foncières. Dès 2015, la municipalité a donc mis en place un **Plan Spécial de l'Hébergement Touristique (PEUAT)** pour réussir à concilier habitations pour les touristes et garantir le droit fondamental au logement aux habitant.e.s.

☀ **Chaleur** : Pour faire face aux épisodes caniculaires de plus en plus réguliers et extrêmes, BeC a multiplié les "***Climate refuges***" en intérieur et en extérieur qui sont aujourd'hui au nombre de 200.

♻ **Déchets** : Concernant la gestion des déchets, la ville s'occupe de la collecte, tandis que la métropole se charge du traitement au travers d'une entreprise publique. Néanmoins, une grande partie de la population barcelonaise ne fait pas correctement le tri des déchets…
Dans un quartier ouvrier ainsi que dans un quartier populaire, BeC expérimente (avec difficulté…) la collecte des déchets au porte-à-porte. Contrairement aux autres quartiers, les déchets ne doivent pas être triés puis jetés dans des poubelles situées à quelques mètres des habitations, mais directement dans des conteneurs situés au plus près des immeubles.
Cette politique s'accompagne de campagnes de sensibilisation dans toute la ville, et du développement d'espaces de réparation d'objets.

Avant les élections de 2023, BeC avait pour volonté de créer des bacs de compostages dans la ville, ainsi qu'une entreprise municipale de gestion des déchets plastiques pour remplacer leur actuel partenaire privé *Ecoembes*.

Toutefois, la mise en place de **ces différentes politiques sociales et écologiques à Barcelone n'ont pas permis à BeC de se maintenir à la tête de la mairie pour un troisième mandat** lors des élections du 28 mai 2023.

Cette perte de popularité des partis de gauche n'est néanmoins pas spécifique à Barcelone. En effet, **l'ensemble des villes en Espagne a fait face à une montée de la droite et à une percée de l'extrême droite lors des dernières élections municipales**. En prenant en compte l'ensemble des municipalités espagnoles, le Parti populaire (PP) a réussi à réunir plus de 6,9 millions de voix (31,5 %), contre 6,3 millions pour le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE). Le parti d'extrême droite, Vox, est aussi un autre grand vainqueur de ces élections municipales puisqu'il est parvenu à doubler son résultat en quatre ans en regroupant 1,5 million de voix (7,19 %).

A Barcelone, **si lors des élections de 2019, la liste de BeC était arrivée en deuxième position en obtenant 20,7 % des voix (soit une perte de 4,5 % par rapport à 2015) et 10 sièges** (contre 11 en 2015), Ada Colau était parvenue à se faire réélire grâce à une **coalition avec le Parti Socialiste Catalan** (PSC) ayant obtenu 8 sièges. Toutefois, **lors des élections de 2023, la liste de BeC arrive en troisième position avec 19,77% des voix et perd**

de nouveau un siège (9 sièges sur 41). BeC décide alors de **passer un accord avec le PSC**, ayant obtenu 10 sièges, **pour contrer la montée du parti de centre droit indépendantiste de l'ancien maire de Barcelone Xavier Trias**, ***Junts*** ("Ensemble pour la Catalogne"), arrivé en première place avec 11 conseiller.ère.s (soit 6 conseiller.ère.s de plus qu'en 2019 !), et **l'entrée de deux élu.e.s du parti d'extrême droite Vox dans le conseil municipal**. Avec 9 élu.e.s pour BeC contre 10 pour le PSC, **Jaume Collboni (PSC) est finalement élu maire de Barcelone et prend la place de Ada Colau…**

Cette défaite de BeC peut s'expliquer par divers facteurs et doit être nuancée : elle n'est pas nécessairement représentative d'une insatisfaction de la part des citoyen.ne.s.

Gagner les élections ne veut pas dire gagner le pouvoir …

En effet, le mouvement **n'a perdu que 1% des votes par rapport à 2019**. Cette défaite s'explique davantage **par la montée de la droite (+6 sièges) et de l'extrême droite (+2 sièges)**, et par la **candidature de nombreuses listes** à l'origine d'une fragmentation du conseil municipal (9 listes). Durant ces deux précédents mandats, BeC n'a donc jamais gouverné avec la majorité absolue et a toujours dû **s'allier avec d'autres partis moins radicaux** pour tenter de mettre en place des politiques, souvent moins ambitieuses que souhaitées, ce qui a valu beaucoup de critiques au mouvement …

De plus, **la crise catalane a fragilisé BeC**. Barcelone est située dans une des dix sept communautés autonomes espagnoles, la Catalogne, qui regroupe 7,5 millions de personnes, possède sa propre langue, sa propre police et son propre gouvernement basé à Barcelone. La Catalogne est une région très dynamique et importante pour l'économie espagnole, puisqu'elle constitue 20% du PIB national (2016). Selon les Indépendantistes, la région donne plus à l'Etat qu'elle ne reçoit, et possède une culture et une histoire propres. Deux consultations symboliques sur l'indépendance de la Catalogne ont déjà été organisées, en 2014 et en 2017, sans valeur légale et pourtant lourdement réprimées… Face à cette question éminemment clivante dans la ville et dans tout le pays, **BeC fait le choix de défendre la tenue d'un référendum, sans se positionner sur l'indépendance ou non de la Catalogne**. Ce "non" positionnement n'a pas fait l'unanimité et a affaibli le parti d'Ada Colau.

Enfin, transformer les institutions publiques et mettre en place des politiques écologiques et sociales **s'inscrit sur les temps longs et ne relève pas simplement de l'échelle locale**. En effet, en Espagne, les municipalités ont peu de compétences et ont besoin du soutien de la métropole et de la région. De plus, les résultats des politiques mises en place ne sont le plus souvent **pas directement visibles** pour les citoyen.ne.s, qui ont ainsi le sentiment que rien n'a réellement changé… Dès son entrée dans la mairie en 2015, Ada Colau n'avait pas caché l'importance du rôle des municipalités pour répondre à l'urgence mais aussi leurs limites d'action : ***"Nous pouvons prouver qu'il existe une autre façon de gouverner, plus inclusive, en travaillant avec les citoyen.ne.s, plus qu'en leur demandant de voter tous les quatre ans. Nous sommes très conscient.e.s que le véritable changement doit être global, qu'une ville seule ne peut pas résoudre tous les problèmes auxquels nous sommes confronté.e.s."*** (Ada Colau quelques semaines après les élections municipales de 2015, dans une interview pour *Democracy Now!*).

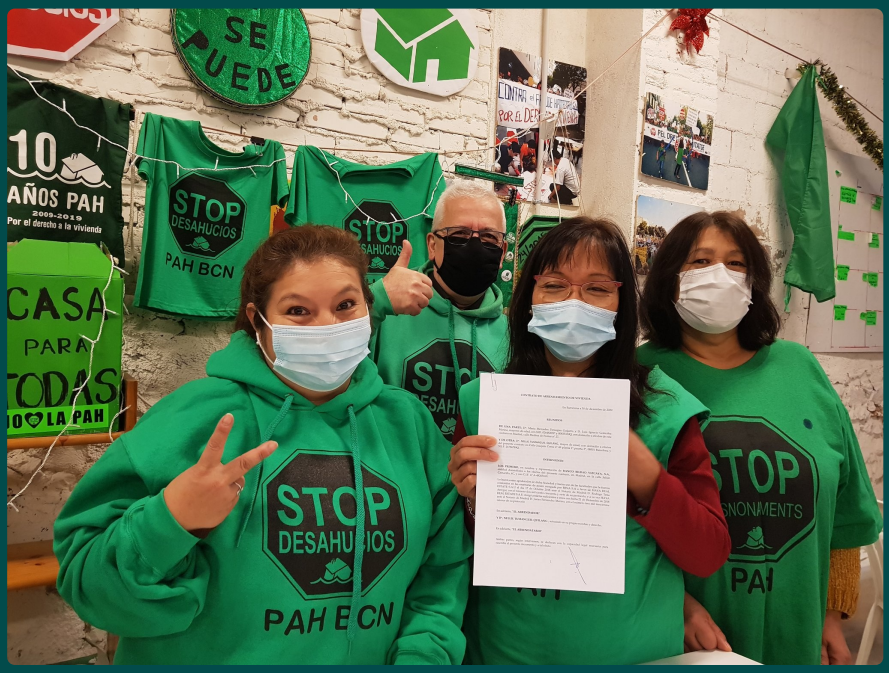
Tout n'est pas perdu pour autant. Cette nouvelle position dans l'opposition pourrait permettre à BeC de changer de stratégie. Ne plus recevoir les critiques frontales, les pressions de toute part qui vont de pair avec l'exercice du pouvoir et disposer de plus de temps, peut être l'occasion pour BeC de **renouer avec les mouvements sociaux** desquels iels s'étaient éloigné.e.s en accédant au pouvoir et de repenser une stratégie à moyen et long termes avec elleux.

Toutefois au niveau national, le climat politique est encore incertain. Après la montée de la droite aux élections municipales, le premier ministre Pedro Sánchez a appelé à des **élections générales anticipées qui ont eu**

lieu le 23 juillet dernier. **Aucune majorité absolue ne s'est dégagée**, débouchant ainsi sur un blocage politique. Si aucun accord entre les partis traditionnels de droite (PP) et de gauche (PSOE) n'est trouvé pour gouverner, de nouvelles élections devront être organisées. En revanche, cela a été l'occasion pour une nouvelle coalition de gauche de se constituer autour de la **plateforme *Sumar*** et d'obtenir 31 sièges sur les 350. Nous vous en dirons plus dans notre prochaine newsletter sur Madrid.

Défaite de BeC : Quelles conséquences sur les initiatives citoyennes barcelonaises ?

La Plateforme des victimes du crédit hypothécaire : La PAH (*Plataforma de Afectados por la Hipoteca*)



Créée en 2009 à Barcelone, la PAH est **une association militant pour le droit au logement garanti par l'article 47 de la Constitution espagnole** (1978) co-fondée par Ada Colau et désormais présente dans toute l'Espagne. L'association est néanmoins apartisane, et n'est pas rattachée à BeC. A Barcelone, c'est un mouvement horizontal qui propose notamment deux assemblées hebdomadaires : le lundi pour aider les personnes sur le point d'être expulsées (en présence d'un.e avocat.e et de personnes venant témoigner), et le mardi pour prendre les décisions stratégiques. Des centaines de personnes sont bénévoles à la PAH de Barcelone et s'organisent en différents cercles. Trois personnes travaillent également sur un sujet de recherche avec la plateforme *Observatori de los derechos económicos, sociales y culturales DESC* (L'Observatoire des Droits Economiques, Sociaux et Culturels) en lien avec la municipalité ce qui leur permet d'être rémunéré.e.s.

La PAH est apparue après la faillite de la banque américaine Lehman Brothers en septembre 2008 à l'origine d'une importante crise immobilière en Espagne. La crise de 2008 a fait exploser le taux de chômage dans le pays (20% en 2010) et de nombreux.ses Espagnol.e.s n'étaient plus capables de rembourser leur crédit immobilier contracté auparavant suite à une politique incitative mise en place par le gouvernement national. Suite à la crise, les banques ont récupéré les biens immobiliers souvent hypothéqués pour rembourser leurs prêts. Des centaines de milliers de familles ont alors été expulsées de leur maison ou de leur appartement. Dès lors, la PAH a lancé plusieurs campagnes :

-**Stop expulsions** : La plateforme mène des actions de **désobéissance civile non violente** pour empêcher les expulsions en se regroupant devant les

logements concernés. Cette campagne a permis d'éviter des milliers d'expulsions.
-**Des mobilisations nationales**, notamment celle du 25 septembre 2011, dans 41 villes d'Espagne.
-**Des initiatives législatives populaires (ILP)** pour demander un droit au logement pour tous.tes et non seulement pour les personnes venant à la PAH.

En 2014, soit un an après l'échec de l'IPL espagnole devant le Congrès des député.e.s, les mouvements sociaux *Aliança contra la pobresa energètica* ("Alliance contre la précarité énergétique") et l'*Observatori DESC* conduits par la PAH, **souhaitent introduire à l'échelle de la Catalogne les mesures ayant été rejetée par le Parti Populaire à l'échelle nationale**. Cette **ILP intitulée « mesures urgentes pour répondre à l'urgence du logement et la précarité énergétique »** a pour objectif :
-**d'accorder une "deuxième chance"** aux personnes surendettées, leur permettant de recourir à la dation en paiement pour solder leur crédit hypothécaire ;
-**de prévenir les expulsions en accordant un loyer social** (au montant plafonné en fonction des revenus des foyers) aux personnes vulnérables dont le logement appartient aux établissements financiers et aux grands propriétaires et en obligeant les administrations à les reloger en cas d'expulsions ;
-**de lutter contre la précarité énergétique** en imposant aux fournisseur.se.s d'eau, de gaz et d'électricité un **principe de précaution** pour garantir le droit aux services de base d'eau potable, de gaz et d'électricité des personnes en situation de risque d'expulsion et de précarité énergétique ;
-et **d'augmenter le parc de logements sociaux** en mettant en location forcée les logements vides détenus (et récupérés) par les établissements financiers.

L'IPL parvient à recueillir **143 000 signatures** en quatre mois, soit trois fois plus que nécessaire, et la proposition de l**oi est déposée au Parlement de Catalogne le 28 mai 2015, qui l'adopte à l'unanimité le 23 juillet 2015 (Loi 24/2015)**.

Pour autant, en avril 2016, le gouvernement espagnol avec à sa tête le PP, décide d'exercer un recours contre la loi devant le Tribunal constitutionnel et demande la suspension provisoire du texte. De nombreuses manifestations sont organisées en Catalogne. Le Président du Parlement Catalan Carles Puigdemont, Ada Colau et les différentes municipalités et mouvements sociaux se réunissent pour défendre la loi et s'opposer au recours du gouvernement espagnol.

Un nouveau projet de loi de "mesures de protection du droit au logement", est proposé pour contourner la suspension en remplaçant les articles contestés. Les citoyen.ne.s à l'origine de l'ILP, dont la PAH, critiquent toutefois ce projet de loi qu'iels trouvent moins ambitieux que l'original. **Le projet de loi est malgré tout adopté par le conseil exécutif le 4 octobre 2016 puis par le Parlement de Catalogne à l'unanimité le 22 décembre 2016**.

Selon Ricardo de la PAH avec qui nous avons discuté, **cette loi est considérée comme l'une des plus protectrices du monde par L'Organisation des Nations Unies (ONU)**. Néanmoins, si elle était pertinente dans les années 2010, aujourd'hui la situation est différente. L'hypothèque ne constitue plus la réalité du marché immobilier et cette loi ne permet pas de couvrir les locataires et les squatteur.se.s qui ne parviennent plus à payer leur loyer ou à trouver un logement. De plus, si la loi a été adoptée, il convient désormais de l'appliquer, ce qui semble difficile dans des municipalités qui sont en grande majorité dirigées par le PP depuis les dernières élections….

Perte de la maire de BeC : quels changements pour la PAH ?

Lorsque nous demandons à Ricardo de la PAH, quels ont été les grands changements en matière de droit au logement lorsque BeC était à la tête de la mairie, il nous répond qu'**il n'y en a eu que très peu**… En réalité, **le logement ne relève pas d'une compétence de la municipalité mais de la région**.

Néanmoins, l'arrivée de BeC au pouvoir a permis de **fluidifier les échanges et de discuter avec un gouvernement plus ouvert sur ces questions que le précédent**. Le gouvernement d'Ada Colau a notamment permis à la ville **d'acquérir le plus grand parc de logements sociaux d'Espagne** et de proposer un **service de médiation** entre les locateur.trice.s et les propriétaires pour aider à la résolution de conflit. Pour autant, les expulsions n'ont pas cessé sous le mandat d'Ada Colau et les relations entre la municipalité et la PAH restent conflictuelles. S'il est vrai que la compétence du logement ne relève pas des municipalités, cette première peut **malgré tout lutter contre une série de pratiques abusives par le biais de règlements d'urbanisme, de réglementations locales et d'accords avec les entreprises privées**. Pour Ricardo, **les réglementations mises en place n'ont pas été suivies d'un contrôle rigoureux**, laissant alors impunies les entreprises ne respectant pas les conditions. Selon lui, le gouvernement de Ada Colau n'a pas mis en place les politiques de logement qu'il souhaitait, toutefois, il restait plus engagé sur ces questions que le gouvernement local précédent… Désormais, avec le parti *Junts* à la tête de Barcelone, Ricardo pense que le nouveau gouvernement mettra peu d'énergie sur la question du droit au logement… Même si une **nouvelle loi sur le logement est tout récemment passée à l'échelle nationale** (avril 2023), elle reste également **insuffisante** selon lui et ne permettra pas de transformer radicalement les politiques locales… La PAH est alors prête à continuer à faire pression.



Rencontre avec Ricardo, militant de la PAH, à Barcelone le 13/07/23

Pour aller plus loin :

-Documentaire sur la PAH (EN)
-Article de Ricardo Dubcek , militant de la PAH de Barcelone

***femPROCOMUNS* : une coopérative de communs**



Page d'accueil du site internet de femPROCOMUNS

Créée en 2017 en Catalogne, *femPROCOMUNS* (littéralement “on fait des communs” en catalan) est **une coopérative sans but lucratif qui crée et apporte son soutien à des projets dont le modèle économique repose sur les communs**. La coopérative est composée de cinq membres “travailleur.se.s” (*worker members)*, travaillant pour la coopérative et étant rémunéré.e.s), de “consommateur.rice.s” (*user members*) utilisant les services de la coopérative en échange d’une petite somme d’argent, et de collaborateur.rice.s (*collaborator members*) travaillant souvent sur un projet spécifique. Chaque groupe a des pouvoirs de décisions particuliers.

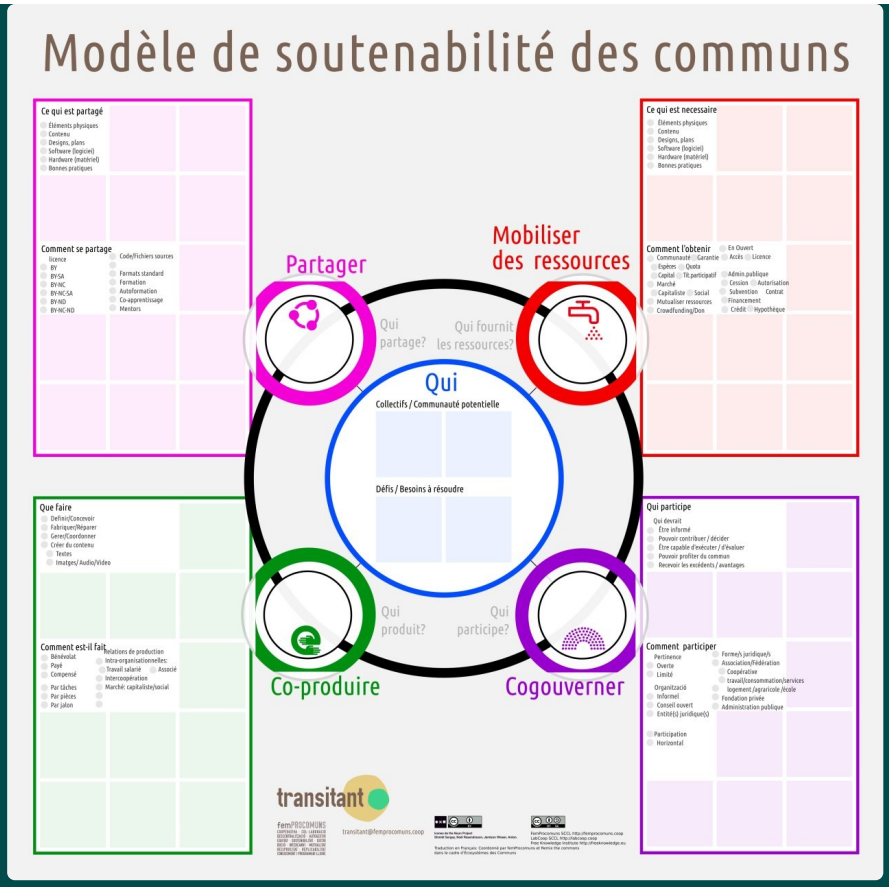
La coopérative propose à la fois des **cartographies et des diagnostics participatifs, du conseil et de la formation à des associations ou des institutions publiques ou privées, ainsi que des outils technologiques open source constituant des alternatives au GAFAM**.
Elle s’organise en 4 “groupes d’activités coopératifs” ("*Grups d’Activitat Cooperativitzada*", GAC) dont chacun est économiquement soutenable et indépendant :

☁ ***CommonsCloud*** : lancé en 2018, le groupe a pour objectif de permettre aux membres de la coopérative et partenaires de travailler et communiquer sur des outils numériques et des logiciels libres alternatifs à celleux des GAFAM.

Teixidora : le projet a été lancé en 2016 et a rejoint la *femPROCOMUNS* en 2018. Il offre une documentation collaborative et variée sur de nombreux sujets (féminisme, crise du covid, participation politique, etc.) notamment sur sa plateforme en ligne. Il permet également de faciliter le travail entre organisateur.rice.s, bénévoles, intervenant.e.s lors d’évènements. En 2017, le projet a reçu le Prix de la qualité démocratique de la mairie de Barcelone.

Open and Community Network of the Internet of Things (XOIC) : ce GAC propose un réseau de communautés “internet” alternatif libre et gratuit détenu par la communauté elle-même. Ce projet a initialement été lancé par l'association *Freeknowledge Catalunya* et *The Things Network en Catalogne* dont l’objectif est de couvrir toute la ville de Barcelone et ses environs grâce au protocole LoRaWAN, un réseau de longue portée et peu énergivore. Le projet a été soutenu par la mairie de Barcelone qui a permis la tenue de 40 ateliers et deux hackathons dans la ville.

Transitant (“En transition”) : Ce groupe d’activités coopératives exerce des missions d’animation, de sensibilisation, de formation, d'accompagnement, ou encore de réflexion sur la question des communs, des coopératives, et des économies alternatives. Les membres du groupe apportent notamment leur soutien à différents projets en leur permettant de réfléchir à la viabilité de leur structure et à leur modèle économique. Pour ce faire, le groupe s’appuie sur des supports pédagogiques comme un jeu de cartes sur l'économie des biens communs ou encore sur le modèle de soutenabilité des communs pour analyser les projets existants ou en construire des nouveaux.



Modèle de soutenabilité des communs

FemPROCOMUNS fait également partie d'autres projets, en lien avec la municipalité de BeC. En 2019, iels étaient chargé.e.s avec le *LabCoop* de **coordonner le processus de co-création de la communauté d'incubation de *Coòpolis* et de l'espace physique**, qui devait ouvrir ses portes à *Can Batlló* en octobre de la même année. Plusieurs cercles de travail ont été créés pour imaginer collectivement les contours du futur incubateur : recensement de bonnes pratiques, réalisation d'ateliers, espace de *co-working* pour commencer les premiers projets de l'incubateur, etc. Cette Université Coopérative de Barcelone est un dispositif qui vise à encourager et promouvoir un écosystème d'activités portées sur l'Économie Sociale et Solidaire dans la ville de Barcelone et est soutenu par la municipalité. En cinq années, l'incubateur a accueilli plus d'une centaine de projets que *femPROCOMUNS* a pu accompagner.

Perte de la maire de BeC : quels changements pour la *femPROCOMUNS* ?

Nous avons posé cette question à David, un des membres "travailleur.se.s" de *femPROCOMUNS*.

D'une part, **le réseau de coopératives est très bien implanté en Catalogne, et plus généralement dans toute l'Espagne** depuis le début du XXe siècle. Les changements de mairies ont donc peu d'impact sur ce réseau. Néanmoins, d'autres changements sont possibles.

FemPROCOMUNS faisait notamment partie de **groupes de travail mis en place par la mairie pour travailler sur l'amélioration de la digitalisation de l'économie** de façon soutenable à l'horizon 2030. David ne pense pas que ces groupes seront fermés par le nouveau gouvernement, néanmoins ils

pourront être délaissés et mourir lentement… Ce type de projets impulsés par la municipalité montre donc ses limites : **si aucune communauté pérenne n'est construite pour suivre le projet, il reste très dépendants de la municipalité**.

Concernant ses financements, la coopérative essaie d'être de plus en plus autonome. Une partie (50%) provient de financements publics, dont municipaux, et le reste est issu des projets de la coopérative. Réussir à être indépendant financièrement constitue donc un enjeu important pour *femPROCOMUNS* qui lui permettrait de se libérer (au moins en partie) des logiques électorales.

Enfin, la coopérative possède des locaux dans le *Canòdrom*. Ancien cynodrome, ce lieu est désormais municipal et a été transformé, sous Ada Colau, **en un laboratoire citoyen autour des innovations digitales et démocratiques**. Toute association travaillant sur ces sujets peut demander à avoir des locaux gratuits, pour une durée de deux ans, en échange de l'organisation régulière d'activités gratuites ouvertes à tous.tes. A voir donc ce que deviendra ce lieu avec le changement de municipalité et si *femPROCOMUNS* pourra de nouveau avoir des locaux en son sein…



Renconte avec David de femPROCOMUNS, à Barcelone le 17/07/23

Démocratie énergétique

Lors de notre passage à Barcelone, nous nous sommes de nouveau penché.e.s sur la question de la démocratie énergétique.

Le projet pilote de la communauté énergétique de Poblenou

Nous avons rencontré César Ochoa qui travaille sur le projet pilote de la Communauté énergétique de Poblenou (*Comunitat energètica del Poblenou*) **qui est financé par la mairie et agit cette fois au niveau de la production d'énergie, en étroite collaboration avec le fournisseur municipal *Barcelona Energi*a**.

Cette communauté **est née d'une initiative citoyenne** et notamment du travail de l'Association des voisin.ne.s et résident.e.s de Poblenou et de l'association de familles qui ont proposé ce projet au gouvernement de BeC en 2020. Dès lors, la mairie de Ada Colau, avec l'Agence de l'énergie, le lycée "Institut Quatre Cantons" et les deux associations de voisin.e.s, lancent le projet pilote de la communauté énergétique dans un des quartiers du district de *Sant Martí* de Barcelone, Poblenou. Les premiers travaux du projet pilote ont débuté en 2021 avec l'installation de panneaux solaires d'une puissance de

58 KWc sur le toit de l'Institut Quatre Cantons. Les panneaux photovoltaïques devraient produire 73 750 kWh/an d'électricité, soit une production équivalente à la consommation de **32 logements standards**. Ces premiers panneaux permettront de fournir de l'énergie à l'Institut, à certains bâtiments municipaux (le Centre Civique Can Felipa - Bureaux des Droits Sociaux et la caserne des pompiers du Levant), à un second lycée (l'Institut Maria Espinalt) et une vingtaine de foyers situés à moins de 500m de l'Institut. La participation des citoyen.ne.s est volontaire et les coûts sont assumés par la mairie dans le cadre de l'expérimentation, dont l'objectif final est de **multiplier les espaces de production pour faire grandir la communauté**. L'énergie produite par la communauté sera ensuite commercialisée par le fournisseur d'énergie municipal *Barcelona Energia*. Si aujourd'hui, les panneaux photovoltaïques produisent de l'énergie, cette dernière ne sera injectée dans le réseau qu'en septembre-octobre prochains.

A voir donc si le nouveau gouvernement aura une politique énergétique ambitieuse et continuera ou non le travail commencé par BeC.

Vers une remunicipalisation du réseau de distribution ?

Le réseau énergétique en Espagne, comme beaucoup d'autres pays européens (cf Newsletter démocratie énergétique), **se trouve dans les mains d'une poignée d'entreprises très puissantes** : *Endesa*, *Naturgy* (ex *Gas Natural Fenosa*), *Hidrocantábrico*, *Iberdrola* et *Viesgo*. **Cet oligopole énergétique influence également grandement la (non) ambition des politiques de transition énergétique dans la pays**. Outre cette action de lobbying, ces entreprises **refusent de se plier aux législations des communautés autonomes espagnoles**, comme la loi 24/2015 relative à la précarité énergétique en Catalogne (évoquée plus haut) qui impose aux entreprises d'appliquer un principe de précaution. Avant de couper l'accès aux services de base, l'entreprise doit évaluer, avec l'aide des services sociaux municipaux, la situation économique du. de la bénéficiaire qui n'est plus en capacité de payer.

Pour démanteler cet oligopole énergétique, des mouvements citoyens naissent. Ils tentent de se constituer en contre pouvoir et d'imposer **la réduction de la production et de la consommation d'énergie, la sortie de la dépendance aux énergies fossiles et d'impulser une vraie démocratisation du secteur de l'énergie**.

Ainsi, en 2009, un groupe d'ancien.ne.s étudiant.e.s et professeur.e.s de l'université de Gérone, s'inspire d'initiatives européennes (*Ecopower* en Belgique, *Enercoop* en France, *Greenpeace Energy* en Allemagne), pour créer ***Som Energia*** ("nous somme énergie"), une coopérative espagnole **de production et de consommation d'énergies renouvelables**, **particulièrement implantée en Catalogne**. La coopérative produit de l'électricité 100% renouvelable à partir de différents projets (panneaux photovoltaïques, usines de biogaz, minicentrales hydroélectriques, éoliennes, biomasse), financés par les coopérateur.rice.s elleux-mêmes, par une participation volontaire au capital social (=montant total de tous les types d'apports donnés par les coopérateur.rice.s et les partenaires à la coopérative lors de sa création ou de la mise en place d'un projet, en échange de droits sociaux) ou par des titres participatifs pour les personnes qui se sont ni coopérateur.rice.s, ni partenaires et ne peuvent pas voter lors des assemblées. Aujourd'hui, *Som Energia* produit 22,99GWh/an, équivalent à la consommation de **9 800 foyers**. En plus de la production, la coopérative agit au niveau de la commercialisation d'électricité verte et est depuis 2011, le premier fournisseur d'énergies renouvelables basé en Catalogne à développer des projets rentables. La coopérative agit également sur le plan de la précarité énergétique en appliquant à l'échelle de toute l'Espagne le principe de précaution énoncé par loi catalane 24/2015, en dialoguant directement avec les services sociaux des municipalités pour éviter les coupures des services de bases aux personnes ne pouvant pas payer leur facture d'électricité, et en collaborant avec des professionel.le.s du secteur de l'énergie grâce à ses groupes locaux.

Logo Som Energia

Cette reprise de contrôle des réseaux de production et de commercialisation par les citoyen.ne.s **ne parvient cependant pas à constituer un réel contre pouvoir**. Les quelques entreprises continuent de dicter leurs lois notamment grâce à leur contrôle quasi total (98%) de la distribution. Ce réseau est grandement stratégique puisqu'il assure le lien entre la production et le compteur électrique, et accorde la (dé)connexion au réseau. En Espagne, il est notamment dans les mains de l'entreprise privée espagnole *Endesa*. Dans une perspective de décentralisation et d'une reconnexion des lieux de production et de consommation, **la réappropriation par les citoyen.ne.s du réseau de distribution a donc un rôle central à jouer**.

Face à ce constat, **un réseau de souveraineté énergétique *Xarxa per la sobirania energètica (Xse)*** s'est constitué en 2013 avec la publication de son manifeste, et regroupe des associations, des collectifs citoyens, des coopératives (dont *Som Energia*) de tout le territoire catalan militant pour une **remunicipalisation du réseau de distributi**on de l'électricité et une transformation démocratique et écoféministe du secteur énergétique.

Logo Xse

Lors de notre passage à Barcelone, nous avons rencontré Guifré, étudiant au sein du master en Ecologie Politique, Décroissance, et Justice Environnementale à l'Université autonome de Barcelone (*Universitat Autònoma* de Barcelona), qui nous a parlé de ce réseau de souveraineté énergétique dont il fait parti. Il nous a expliqué que **remunicipaliser le réseau de distribution est très difficile pour une commune**, du fait du cadre législatif espagnol qui verrouille toute possibilité de récupérer ce secteur une fois perdu. En Espagne, seules quelques villes et villages, comme Cadix (Andalousie), Centelles y Almenar (Catalogne) ou encore Crevillent et Alginet (Valencia) ont donc la main sur la distribution de l'électricité. Xse tente malgré tout d'agir à travers l'**organisation d'évènements, la réalisation d'études, ou encore par l'écriture de propositions politiques** destinées aux communes, en 2015, 2019 et 2023, pour promouvoir la souveraineté énergétique des municipalités.

Concernant le mandat de BeC, Guifré nous confie que la municipalité s'est avant tout concentrée sur la production et la commercialisation, au travers de *Barcelona Energia* (et de la communauté de Poblenou), sans accorder une importance particulière à la distribution. En plus de militer pour la retour de la distribution dans le domaine public, **Xse promeut une plus large participation des citoyen.ne.s**. En effet, sans un réel débat social permettant de transformer collectivement le secteur de l'énergie, l'installation de panneaux photovoltaïques ou d'éoliennes continuera à être source de conflits. Sans faire fi de l'urgence climatique et sociale, **il semble donc essentiel de prendre le temps pour débattre et donner un sens politique porté collectivement aux installations d'énergies renouvelables**. En 2018, Xse a notamment réfléchi **à la démocratisation de la gouvernance de**

Barcelona Energia pour permettre une plus large participation des citoyen.ne.s.

Quel futur pour les mouvements citoyens écologiques et sociaux ?

En entrant dans les institutions publiques, les militant.e.s de BeC n'ont pas réussi à mettre en place les politiques radicalement transformatrices du fait des difficultés liées à l'exercice du pouvoir. Toutefois, **les mobilisations citoyennes sont nécessaires pour soutenir ces politiques et/ou les impulser**. Aujourd'hui, un réseau moins institutionnel et moins connecté aux partis se reconstruit : **le réseau pour la justice climatique** (*Xarxa per la Justícia Climàtica*). Ce nouvel artefact politique dont Guifré fait partie au travers de Xse, souhaite, grâce à **une approche intersectionnelle, faire converger les luttes pour répondre à l'urgence écologique et sociale, et contrer la montée de l'extrême droite**. Guifré nous confie que "la montée actuelle du fascisme" pourra au moins peut être permettre aux différents mouvements citoyens de s'unir pour mieux y faire face...

Pour aller plus loin :

-article : Le gouvernement du changement ? L'approche de Barcelona en Comú de la gouvernance métropolitaine, Mariona Tomàs
-article : La gauche en net recul aux élections municipales et régionalessur la montée de la droite en Espagne, Le Monde
-film : Ada for Mayor (2016)
-article : BARCELONE EN COMÚ. LAURA ROTH. MARCELO EXPÓSITO, sur le site de CommmonsPolis
-article : Huit leçons de Barcelona en Comú sur la façon de reprendre le contrôle, Open Democracy
-article dur la démocratie énergétique : Building a powerful regional network for energy sovereignty, Transformative cities
-article sur la lutte contre l'oligopole de l'électricité : Dossier Villes contre multinationales Débrancher l'oligopole, Ritimo

---

Vous pouvez retrouver l'ensemble de nos newsletters sur le site de CliMates.

Pour suivre nos aventures sur les réseaux :

Pour tout retour ou partage d'initiatives, n'hésitez pas à nous envoyer un mail à : legras.lea@gmail.com, cleafache@yahoo.fr, hug.chirol@gmail.com

Vous pouvez partager le lien d'inscription à notre newsletter autour de vous :

Newsletter version française
Newsletter version anglaise



This email was sent to {{contact.EMAIL}}

Se désinscrire

Envoyé avec Brevo

Pour notre dernière étape du projet CC-CoRDE, nous nous sommes arrêté.e.s dans la capitale espagnol : Madrid.

“Rebel City” en 2015 aux côtés d’autres villes espagnoles (comme Barcelone, Saragosse, Valence, etc.), **la victoire de la plateforme citoyenne Ahora Madrid, avec à sa tête l’avocate Manuela Carmena aux élections municipales** de la même année, a provoqué la surprise générale. Toutefois, comme nous l’avons vu pour Barcelona en Comú à Barcelone, **entrer dans les institutions publiques pour opérer des transformations qui répondent réellement aux demandes citoyennes n’est pas chose facile, d’autant plus dans une ville aux fortes inégalités entre le nord et le sud et dirigée par le parti de droite conservatrice, le Parti Populaire, depuis plus de vingt ans…**



2015 : L’espoir incarné par la coalition de Ahora Madrid à la tête de la capitale espagnole

Victoire contre toute attente de la plateforme Ahora Madrid aux élections municipales de 2015

Comme détaillé dans la newsletter sur Barcelone, à la suite du mouvement des Indigné.e.s, de nombreuses plateformes citoyennes émergent pour tenter de prendre le pouvoir à l’échelle locale lors des élections de 2015.

Dès 2014, à Madrid, des espaces de discussions sous le nom de Municipalia sont organisés pour réfléchir à la création d’une “candidature citoyenne” à présenter aux élections municipales de l’année suivante. Quelques mois après, le mouvement prend le nom de Ganemos Madrid (Gagnez Madrid), inspiré de la

plateforme barcelonaise “Guanyem Barcelona” (Gagnons Barcelone) et s’allie avec la branche madrilène du parti de gauche radicale Podemos, pour former en mars 2015 Ahora Madrid (Maintenant Madrid), une “candidature citoyenne d’union populaire”.



Des membres de la plateforme citoyenne Ganemos Madrid prennet la parole le 6 juin 2015 dans une ancienne fabrique de tabac de la capitale espagnole
© DANI POZO AFP

Créé à l’origine en 2014 et se réclamant du mouvement des Indigné.e.s, le parti Podemos (Nous pouvons) avec à sa tête le Professeur de sciences politiques à l'université complutense de Madrid, Pablo Iglesia Turrión (qui deviendra en 2020 le deuxième vice président du gouvernement espagnol et ministre des Droits Sociaux et de l'Agenda 2030) souhaite dépasser le clivage gauche-droite lors des élections européennes de mai 2014. Le parti parvient à obtenir 5 député.e.s (dont Iglesias) au Parlement européen, et suscite la surprise générale face à l’écroulement du bipartisme traditionnel Parti Populaire (PP) / Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), qui ont respectivement obtenus 16 sièges (contre 24 en 2009) et 14 sièges (contre 23). Lors des élections municipales de 2015, le parti décide de ne présenter aucune liste propre et de soutenir des listes locales citoyennes comme Ganemos Madrid dans la capitale espagnole. D’autres partis rejoignent Ahora Madrid pour former une coalition (Candidatos independientes, Equo, Convocatoria por Madrid, PUM+J, Piratas Madrid, CLI-AS, membres et ancien.ne.s membres de la Gauche unie de la communauté de Madrid (IU-CM), Juventud Sin Futuro, Partido X) soutenue par le Parti communiste de Madrid, Convocatoria por Madrid (Appel pour Madrid) ou Por un Mundo Más Justo (Pour un monde plus juste).



Pablo Iglesia Turrión, leader de Podemos

En mars 2015, des primaires sont organisées et ont permis à plus de 15 000 personnes de voter en ligne pour choisir les candidats qui se présenteront aux

élections municipales sous le nom de Ahora Madrid. Manuela Carmena, avocate connue pour son engagement sous la dictature de Franco au sein du Parti communiste d'Espagne, recueille 63 % des voix et prend la tête de la liste. L'élaboration du programme est ouverte à tous.tes les citoyen.ne.s et les mesures prioritaires à mettre en œuvre dans les 100 premiers jours suivant l'arrivée d'Ahora Madrid à la tête du conseil municipal sont également votées lors des primaires.

A la surprise générale, le 24 mai 2015, jour des élections municipales, Ahora Madrid parvient à obtenir 20 élu.e.s sur 57 et se positionne comme deuxième force politique après le PP (21 élu.e.s) au pouvoir depuis plus de vingt ans ! Parmi les 20 conseiller.ère.s, 8 sont membres de Podemos, 5 sont des dissident.es de la Gauche unie de la communauté de Madrid (IU-CM), 3 viennent de Ganemos, 3 sont des indépendant.e.s et 1 est membre d'Equo. Carmena est élue maire de Madrid grâce à une alliance avec les PSOE ayant obtenu 9 élu.e.s. Elle prend la tête du premier gouvernement de gauche à diriger la capitale depuis 1989 !



Manuela Carmena, maire de Madrid de 2015-2019

Les politiques mises en place pendant les 4 ans de mandat

Avec un budget de 5000 millions par an (soit deux fois plus qu'à Barcelone), Ahora Madrid a au cours de ces quatre années de mandat mis en place différents projets.

Participation citoyenne : Dès septembre 2015, Manuela Carmena a lancé la plateforme "Decide Madrid" permettant aux citoyen.ne.s de faire des propositions politiques, d'en débattre, de participer à des consultations citoyennes ou encore de soutenir ou voter pour des projets avec des budgets participatifs. Malgré un budget de 60 millions d'euros, pour certain.e.s, la plateforme ne permettait pas suffisamment aux citoyen.ne.s de participer à l'élaboration de politiques ou de budgets sur des questions importantes. Aucune réelle démocratie délibérative n'a été institutionnalisée.

Réduction de la dette : Ahora Madrid a dû composer avec de forts endettements laissés par les mairies sortantes. En deux ans, Manuela Carmena, a ramené la dette municipale de 4,7 milliards d'euros à 3,7 milliards, soit l'objectif fixé initialement pour la fin de la législature, en 2019. Cette baisse de 19,7 % permise notamment grâce au travail du conseiller municipal chargé de l'Economie et des Finances, Carlos Sánchez Mato, est la meilleure progression de toutes les villes d'Espagne sur cette période.
A noter qu'en Espagne, à partir de 2011, l'Union européenne a imposé plusieurs politiques d'austérité appliquées par le gouvernement national pour rembourser les dettes. La réforme de l'article 135 de la Constitution par exemple limite l'endettement et donne la priorité au paiement de la dette publique. L'adoption de la loi de 2012 "de rationalisation de l'administration locale" quant à elle permet au gouvernement espagnol de limiter l'autonomie et les compétences des villes afin d'encadrer leur dette. Réduire la dette est donc un enjeu central pour une municipalité si elle souhaite être autorisée à mettre

en œuvre de nouveaux projets.

Salaires : Réduction de 55 % du salaire de la maire et de 41% de celui des conseiller.ère.s municipaux.les. Cette mesure ne concerne pas les conseiller.ère.s municipaux.les du PP et du PSOE, qui restent libres de l'appliquer ou non.

Ecologie :
.Interdiction des voitures thermiques dans le centre de Madrid, superblocks, zones à faible émission de 472 hectares, pacification des rues, pistes cyclables. Autant de mesures inspirées de Barcelona en Comú (cf newsletter Barcelone), qui ont mal été reçues à Madrid. Ces différentes politiques ont été remplacées par des législations moins ambitieuses et contraignantes après le départ de Manuela Carmena en 2019…
.Travail de renaturalisation de la rivière "Manzanares" de 2016 à 2020 suite à une proposition du mouvement écologiste Ecologistas en Acción (Ecologie en Action) à la municipalité de Ahora Madrid et grâce à un budget de 1,2 million d'euros.



Renaturalisation de la rivière "Manzanares"

Bien être animal : Les subventions annuelles d'un montant de 61 200 € à l'École de tauromachie de Madrid Marcial Lalanda (qui n'a que 38 élèves) sont supprimées à partir de 2016. Une année plus tard, le conseil municipal adopte (avec les votes du PSOE et de Ciudadanos) une ordonnance interdisant les cirques avec animaux sauvages aussi bien sur les terrains publics que privés de la capitale.

Lutte contre le franquisme : Contrairement aux précédentes municipalités de droite, Ahora Manuela Carmena décide de faire appliquer la loi sur la mémoire historique de 2007 obligeant à changer le nom des rues, places, monuments et établissements exaltant les figures du franquisme.

Opération Chamartin : Madrid Nuevo Norte (Madrid New North), anciennement connu sous le nom d'Operación Chamartín, est l'un des plus grands projets de réaménagement urbain d'Europe estimé à plus de 8 milliards d'euros. Situé dans le nord de la capitale espagnole, ce programme vise à construire un quartier des affaires d'un "nouveau type" à Madrid, mettant fin à la fracture entre le nord-ouest et le nord-est de la ville, stimulant l'économie et rivalisant avec des grandes capitales européennes comme Londres ou Paris. Le projet a débuté en 1991, lorsque le gouvernement espagnol (le Ministère des Travaux Publics notamment), le conseil municipal de Madrid et le gouvernement régional de Madrid conçoivent ensemble le programme de rénovation de la gare de Chamartin et des quartiers adjacents. Le projet est géré et promu par la société privée Distrito Castellana Norte depuis 1994, dont les actionnaires sont le groupe multinational bancaire espagnol BBVA (72,5%) et la société espagnole dans le secteur de la construction et des énergies renouvelables San José Constructora (27,5%). Après une lutte administrative de vingt cinq ans qui met au point mort la mise en œuvre du projet, le programme

de réaménagement urbanistique est repensé à la suite de la victoire de Manuela Carmena en 2015 et approuvé en 2019 par le conseil municipal puis en 2020 par le gouvernement régional. Les travaux doivent être achevés d'ici 2045 et permettre de remodeler 3,3 millions de m², dont 1,6 million de m² destinés à des bureaux et commerces et 1 million de m² à des immeubles résidentiels, et générer environ 241 700 nouveaux emplois.
La remise en marche de ce projet faramineux par Manuela Carmena sous la pression des lobbies, a suscité de nombreux désaccords au sein de Ahora Madrid et une incompréhension chez certain.e.s citoyen.ne.s. Si sur le site internet de Distrito Castellana Norte, la société privée vente "un modèle de ville socialement, économiquement et écologiquement durable", reposant sur le "fruit d'une collaboration public-privé et d'une participation citoyenne", pour certain.e.s citoyen.ne.s et élu.e.s, le projet Madrid Nuevo Norte ne fera que renforcer les inégalités déjà très fortes entre le Nord et le Sud de la ville, simplement au nom d'une croissance économique qui profitera en grande partie aux acteur.rice.s privé.e.s et très peu aux habitant.e.s. Ce projet est donc bien loin des valeurs de justice sociale, d'écologie, de communs et de démocratie pourtant initialement au cœur du projet politique de Ahora Madrid… Beaucoup ne s'y retrouvent donc plus …



Projet Madrid Nuevo Norte

La chute de Manuela Carmena aux élections de 2019 et 2023 ?

Création de Más Madrid : une rupture interne définitive au sein de Podemos

Malgré les controverses de Madrid Nuevo Norte, à la fin de l'année 2018, Manuela Carmena annonce son intention de se présenter aux élections municipales de 2019 grâce à une plateforme différente d'Ahora Madrid : Más Madrid. Íñigo Errejón, numéro deux de Podemos entre 2014 et 2017, porte-parole parlementaire du même parti de 2016 à 2018, et tête de liste provisoir de Podemos pour les élections régionales de 2019 dans la communauté de Madrid, décide en janvier 2019 de rompre avec Podemos pour se présenter aux élections du 26 mai suivantes dans la Communauté de Madrid sous le nom de Más Madrid. [A noter qu'en Espagne, les élections municipales et régionales ont généralement lieu le même jour, sauf exception]. Cette rupture au sein de Podemos est le résultat de deux projets politiques concurrents portés par deux cofondateurs du parti, Iglesias et Errejón notamment lors du congrès Vistalegre II de 2017 (nom de l'assemblée citoyenne de Podemos). Iglesias avec Podemos para todas (Nous pouvons pour tous), défend un engagement accrues auprès des luttes sociale et de la société civile et opposition ferme aux partis traditionnels PP, PSOE et Ciudadanos-Partido de la Ciudadanía (Citoyens-Parti de la Citoyenneté). Dès 2016, après avoir limogé Sergio Pascual, secrétaire à l'organisation du parti et proche de Errejón, Pablo Iglesia avait commencé à chercher de nouveaux allié.e.s politiques et conclut un accord avec le parti de gauche radicale Izquierda Unida (La gauche unie) d'Alberto Garzó pour créer

l'alliance Unidos Podemos et dépasser le score du PSOE lors des élections générales de 2016. La stratégie d'Errejón, au sein de Podemos recuperar la ilusión (Nous pouvons récupérer l'illusion), est tout autre. Selon lui, Podemos ne doit plus être un parti d'opposition et de résistance, mais doit gagner en crédibilité pour obtenir la confiance des électeur.rice.s déçu.e.s du PSOE.

Finalement, les 155 275 participant.e.s à la consultation ont voté à plus de 50% pour la candidature de Podemos para todas portée par Pablo Iglesias (contre entre 33 et 35 % pour Recuperar la ilusión d'Iñigo Errejón, et 10% pour le projet anticapitaliste). Avec 37 sièges sur les 62 à pourvoir, les membres de l'équipe de Pablo Iglesias occupent 60% du nouveau conseil citoyen. Les 23 élu.e.s de l'équipe d'Iñigo Errejón représentent 37% de celui-ci, les anticapitalistes 3% avec seulement 2 sièges. Iglesias est également de nouveau élu au poste de secrétaire général avec 89% des voix, face à son seul concurrent, Juan Moreno. Yagüe, député au Parlement d'Andalousie et peu connu du grand public. D'emblée, Iglesias souhaite reconduire la structure verticale adoptée à Vistalegre I contrairement à ce que défendait Errejon…
Enfin, la signature du pacte des "pâtés" entre Errejón et Manuela Carmena en 2019 pour sortir de l'ombre d'Iglesias marque finalement une rupture définitive au sein de Podemos et est perçue comme une réelle trahison. Iglesias décide de présenter une liste Podemos alternative à celle de Más Madrid d'Errejón lors des élections régionales dans la communauté de Madrid (cependant, Podemos ne présente pas de liste Podemos alternative à celle de Más Madrid de Carmena pour les élections municipales).

Résultats des élections municipales et régionales de 2019

Le 26 mai 2019, Más Madrid obtient le plus grand nombre de voix (30,94%) et 19 conseiller.ère.s au niveau municipal (un siège de moins que Ahora Madrid en 2015). Toutefois, les 8 élu.e.s du PSOE ne permettent pas de constituer une majorité absolue au sein du conseil municipal. Avec 30 élu.e.s, le bloc de droite composé du PP, de Vox et de Ciudadano trouve un accord pour gouverner la ville. José Luis Martínez-Almeida, tête de liste du PP est finalement investi maire de Madrid par le conseil municipal et succède à Manuela Carmena.
A l'échelle régionale, Más Madrid d'Errejón obtient 14,65% des voix et 20 sièges. La liste dirigée par Podemos Unidas Podemos Izquierda Unida Madrid en Pie (Unis Nous pouvons, Gauche Unie, Madrid debout), a quant à elle obtenu seulement 5 % des voix. Le bloc de gauche (PSOE, Podemos, Más Madrid) tout comme à l'échelle municipale n'a pas réussi à former une majorité absolue. Le PP et Ciudadanos forment un gouvernement de coalition avec le soutien sans participation de Vox. Isabel Díaz Ayuso, tête de liste du PP, devient présidente de la communauté madrilène.

Résultats des élections municipales et régionales de 2023

Le dimanche 28 mai 2023 se sont tenues les élections municipales espagnoles caractérisées par la montée de la droite et la percée de l'extrême droite dans l'ensemble de l'Espagne. La capitale espagnole n'est pas en reste. Le PP du maire José Luis Martínez-Almeida obtient 29 sièges, soit 14 de plus qu'en 2019. Le parti Vox gagne 1 siège et obtient 5 élu.e.s. La plateforme Más Madrid, avec à sa tête Rita Maestre, conseillère municipale et porte parole de la mairie sous Carmena, perd 7 sièges et obtient le score le plus bas depuis 2015 avec 12 élu.e.s. José Luis Martínez-Almeida se maintient ainsi à la tête de la ville.
A l'échelle régionale, le PP parvient à obtenir 70 élu.e.s sur 135, soit 40 élu.e.s de plus qu'en 2019, ce qui permet à Isabel Díaz Ayuso de se maintenir à la présidence de la Communauté de Madrid. (A noter que des élections régionales anticipées avaient été organisées en 2021 et avaient permis au PP de gagner 35 sièges de plus qu'en 2019!!!).

Initialement source d'espoir et de renouveau politique à l'échelle locale et régionale, Más Madrid perd au fur et à mesure des élections ses soutiens. Mario, membre de Ahora Madrid que nous avons rencontré.e.s lors de notre passage dans la capitale espagnole, nous a parlé de la difficulté pour une plateforme citoyenne de diriger Madrid. Dans cette ville de 3,3 millions

d’habitant.e.s, traditionnellement conservatrice et soumise à d’importantes inégalités entre le Nord et le Sud, mettre en oeuvre des transformations profondes est difficile face à des citoyen.ne.s qui s'opposent à tout changement et à des fonctionnaires souvent proches du PP qui se maintiennent en dépit du résultat des élections. De plus, contrairement à Barcelona en Comù, la plateforme madrilène n’est restée que quatre ans à la tête de la ville, et a fait de la réduction de la dette une de ses principales priorités pour pouvoir ensuite proposer d’autres projets transformateurs. Selon Mario, pour pérenniser les projets, le temps long est essentiel : ”Le plus important n’est pas de faire de la politique, mais de changer ce que les gens pensent”. Gagner les élections n’est donc pas synonyme de gagner le pouvoir, surtout dans un pays où les régions ont un rôle central à jouer. Contrairement à la Barcelone en Catalogne, la plateforme citoyenne madrilène a toujours dû négocier avec une région dirigée par la droite…

Les élections nationales en Espagne : Más Madrid dans Sumar

Pour autant, Más Madrid ne veut pas en rester là. Lors des élections générales du 10 novembre 2019, Íñigo Errejón décide de transformer Más Madrid en parti national, et crée Más País (Plus de Pays). La plateforme nationale s’associe aux écologistes d'Equo, à la gauche nationaliste valencienne de Compromís et aragonaise de la Chunta Aragonesista dans plusieurs circonscriptions. La plateforme citoyenne parvient à obtenir trois député.e.s sur 350 et rejoint le Groupe parlementaire pluriel, créé la même année.

Pour les élections générales de 2023, malgré la défaite de Más Madrid aux élections locales et régionales, Más País rejoint la coalition Sumar regroupant quinze partis de gauche et écologiques (dont Barcelona en Comù, Podemos, IU, etc). Más País parvient à faire élire 2 député.e.s parmi les 31 élu.e.s au sein de Sumar (sur 350). Toutefois au niveau national, le climat politique est incertain (cf newsletter Barcelone). Si aucun accord entre les partis traditionnels de droite (PP) et de gauche (PSOE) n’est trouvé pour gouverner, de nouvelles élections devront être organisées. La création de la plateforme Sumar est néanmoins source d’espoir et d’unification pour la gauche. Si elle parvient à se maintenir d’ici les élections européennes de juin 2024, il sera intéressant de voir quelles stratégies les différents partis de la coalition parviennent à adopter pour rester unis malgré leur pluralité de visions et vers quel(s) groupe(s) parlementaire(s) ils se rapprocheront (Groupe des Verts/Alliance libre européenne ou Le Groupe de la Gauche).



Iñigo Errejón, lors de la présentation de la candidature Más País en septembre 2019 © Daniel Duch

Si les institutions publiques et l'urgence écologique, sociale et démocratique ne s’inscrivent pas dans les mêmes temporalités, elles ne doivent pas être opposées. En effet, les mouvements citoyen.ne.s ont pour rôle de rappeler

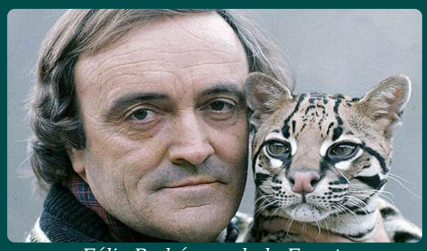
l’urgence de la situation et donnent une direction politique qui doit ensuite nécessairement être pérennisée par les institutions publiques. Ainsi, lors de notre passage à Madrid nous avons rencontré plusieurs groupes militants autour des questions d’écologie, de démocratie délibérative et de communs.

Aujourd’hui : transformer les politiques grâce aux mouvements citoyen.ne.s grassroots

Le mouvement écologique espagnol

En Espagne, les politiques écologiques ont depuis toujours tendance à être reléguées au second plan par rapport aux questions économiques et sociales. Pourtant, nombre de collectifs espagnols ne cessent depuis des dizaines d’années de rappeler que la crise climatique est systémique, et que la fin du monde et la fin du mois (pour reprendre le slogan des gilets jaunes) ne peuvent être opposées.
Dès les années 1950, les premières pétitions voient le jour pour protéger la réserve de Doñana des repeuplements d'eucalyptus qui la menacent. Elles donnent naissance au premier groupe écologiste, la Société espagnole d'ornithologie (SEO, 1954), soutenu par des personnalités du monde financier et politique. C’est cependant réellement dans les années 1960 que le mouvement écologiste prend de l’ampleur en Espagne, face aux conséquences de la croissance économique sur le climat et la biodiversité. Deux courants empruntent des trajectoires différentes : le conservatisme qui se concentre sur la préservation de la nature (parcs naturels, etc.), et l'environnementalisme politique (qui prendra le nom ensuite d’écologie politique), qui conjugue à la fois protection des écosystèmes et pointe du doigt la responsabilité des politiques économiques et industrielles du gouvernement.

-Félix Rodríguez de la Fuente, figure centrale du conservatisme espagnol, naturaliste et homme de radio et télévision, quitte le SEO en 1968 et fonde l'Association pour la défense de la nature (ADENA) (35 000 membres) qui reste proche des élites politiques. En 1971 est d’ailleurs créé l' Institut pour la conservation de la nature (Instituto para la Conservación de la Naturaleza, ICONA) rattaché au Ministère de l'Agriculture.



Félix Rodríguez de la Fuente

-L’écologie politique prend quant à elle réellement racine en Espagne, lorsque les questions environnementales rencontrent les questions sociales. À partir du milieu des années 1960, les mouvements de quartiers dénoncent les mauvaises conditions de vie et les pollutions de l'air et de l'eau dans les banlieues populaires. Ces revendications se trouvent renforcées par le constat scientifique du Club de Rome qui publie en 1972, Les limites de la croissance, et montre que la croissance infinie dans un monde fini n’est physiquement pas possible. La même année, la Conférence des Nations unies sur l'environnement, aussi connue sous le nom de Conférence de Stockholm a été convoquée. Dans ce contexte, une des organisations pionnières d’écologie politique en Espagne, l'Association espagnole pour la gestion de l'environnement (Asociación Española para la Ordenación del Medio Ambiente, AEORMA), est créée en 1970 et a pour buts de sensibiliser le public à la nécessité d'un aménagement du

territoire, d'étudier les principaux problèmes environnementaux, de rechercher des solutions en collaborant avec des organismes compétents, de créer un pôle universitaire spécialisé dans l'étude du paysage et de fournir de la documentation. L'AEORMA défend notamment "l'arrêt immédiat de la construction de centrales nucléaires jusqu'à ce que la technologie résolve les graves problèmes que leur mise en œuvre implique ».

En juin 1977, une trentaine de groupes écologistes se réunissent et donnent naissance à la Fédération du mouvement écologiste qui joue un rôle de structuration importante pour le mouvement écologique espagnol, malgré sa dissolution en 1978. Dans un contexte de reconversion industrielle des pays dans les années 1980, les intérêts du mouvement écologiste s'opposant aux industries polluantes, entrent en confrontation avec les revendications du mouvement ouvrier qui défend l'emploi. De plus, la présence dans le paysage politique du parti écologiste espagnol Federación de Los Verdes (La Fédération des Verts) depuis 1984, et l'engagement des militant.e.s, n'aboutissent à aucun changement transformateur. Différents groupes locaux et régionaux de citoyen.ne.s décident alors de se fédérer et créent en 1998, Ecologistas en Acción (Écologistes en Action). Le collectif regroupe des militant.e.s d'horizons politiques différents mais dont le point commun est de lier luttes écologiques et luttes sociales :

"Ecologistas en Acción est une organisation sociale plurielle où s'intègrent différentes manières de vivre l'environnementalisme, et où l'on comprend que le destin des sociétés humaines est indissociable des écosystèmes naturels".

Toutefois, les politiques écologiques et sociales restent largement insuffisantes dans le pays qui est un des plus pollueurs de l'Union européenne. Lors de notre passage à Madrid, nous avons rencontré deux des trois cofondateur.rice.s de Contra el diluvio (Contre le déluge), Xan Lopez et Hector Tejero (également élu d'opposition à la région de Madrid). Face à l'absence d'actions et de débats publics sur les questions climatiques et écologiques, iels ont décidé d'organiser des conférences et des manifestations à partir de 2017. Après la crise du covid qui a affaibli le mouvement mais qui a également permis d'éveiller quelques consciences, Xan nous confie que désormais, le changement climatique est devenue une question politique importante (a minima dans les partis de gauche et dans les syndicats), et une thématique connue du grand public. Aujourd'hui, le nouvel enjeu pour Contra el diluvio est d'obtenir des victoires politiques. Pour se faire le mouvement écologiste doit gagner en efficacité, se structure et se lier à d'autres luttes, comme celle féministe, très présente en Espagne. Néanmoins, le mouvement écologique est affaibli aujourd'hui, par la confrontation de deux visions : les "collapsologues", pour qui l'effondrement de la civilisation industrielle est inévitable et doit aboutir à l'émergence de communautés locales résilientes et conviviales ; et les "technosolutionnistes", persuadé.e.s que le progrès technique peut résoudre l'ensemble des problèmes actuels (malgré les nombreuses mises en garde des scientifiques sur les dangers de cette croyance !!!). Le mouvement écologiste en Espagne souffre également, comme dans de nombreux pays européens, d'une forte répression policière qui l'affaiblit et le contraint à s'adapter en permanence…

Pour aller plus loin :

-Les origines du mouvement environnemental en Espagne (ESP)
-En Espagne, des militants écologistes bouchent des trous de golf pour dénoncer le «gaspillage» de l'eau (FR)

Les assemblées citoyennes, des initiatives citoyennes comme Marea deliberativa (Marée délibérative)

De nombreux mouvements s'intéressent de plus en plus à la démocratie participative et délibérative en Espagne, poussant notamment à l'organisation d'assemblées citoyennes, un dispositif encore méconnu de la population et des élu.e.s. C'est notamment le cas de Marea deliberativa (Marée délibérative).



Assemblée Citoyenne pour le Climat en Espagne

Qu'en est-il de la participation délibérative en Espagne ?

En 2021, l'État espagnol a organisé sa première assemblée citoyenne sur le climat. Elle s'est déroulée pour sa quasi-totalité en ligne et n'a eu qu'un très faible retentissement médiatique. Elle a fait suite à la déclaration sur l'urgence climatique et environnementale en Espagne approuvée par le Conseil des ministres le 20 janvier 2020 et à sa concrétisation dans la loi sur le changement climatique et la transition énergétique du 20 mai 2021. 100 citoyen.ne.s tiré.e.s au sort selon différents critères pour assurer une certaine représentativité, ont ainsi pu être rassemblé.e.s lors des six séances de travail de cinq heures réalisées entre décembre 2021 et juin 2022. Iels avaient pour mission de proposer des mesures d'atténuation et d'adaption aux changements climatiques sur la base des principes de justice sociale et de solidarité. 172 recommandations ont émergé des débats autour des cinq grands axes suivants : la consommation, l'alimentation et l'usage des terres, les communautés, la santé et le bien-être, le travail et les écosystèmes. Si certaines recommandations sont très précises, d'autres sont très vagues et laissées à la libre interprétation du gouvernement.
On retrouve par exemple l'interdiction des vols internes lorsque des alternatives en train existent (recommandation n°66) ou l'accélération de la création de communautés énergétiques dans les municipalités (recommandation n°6) mais aussi un déploiement de moyens pour former les nouveaux.lles professionnel.le.s du modèle économique circulaire futur (recommandation°26) ou encore la protection des bâtiments et infrastructures des lieux de travail existants contre les effets du changement climatique (recommandation°96). Toutefois, deux ans après la fin des délibérations, ces recommandations n'ont toujours pas été reprises par les pouvoirs publics.

A l'échelle locale, cette fois, les assemblées citoyennes aussi se multiplient. Plusieurs assemblées pour le climat ont débuté dans différentes villes d'Espagne comme à Gipuzkoa ou à Majorque en 2023. La Palma aux Canaries et la ville de Valence se sont également engagées dernièrement à mettre en place des assemblées citoyennes sur le climat et l'énergie. Cependant, si ce dispositif se démocratise de plus en plus, toutes les assemblées citoyennes ne se valent pas. De nombreux paramètres peuvent différer allant de la sélection des citoyen.ne.s au suivi des recommandation en passant par la qualité des conditions de débats. La légitimité de ces assemblées, leur impact en termes de politiques publiques mises en place et de médiatisation, peuvent s'en trouver réduites. Leur caractère ponctuel peut aussi en faire des outils de

communication au service d'un agenda politique bien ficelé, ne visant en rien une réelle transformation des pratiques démocratiques où le "citoyen.ne ordinaire" serait remis au centre.

Qu'en est-il de la démocratie délibérative à Madrid ?

Déjà, une dizaine d'années plus tôt, le mouvement des Indigné.e.s réclamait une "Democracia real ya !" (Démocratie réelle maintenant). Face à la crise de la démocratie représentative et des partis traditionnels ultra-personnalisés, les citoyen.ne.s ont occupé la place Puerta del Sol à Madrid et y ont expérimenté différents processus au sein d'assemblées auto-gérées.



Puerta del Sol à Madrid lors du mouvement des Indigné.e.s

Ces expériences ont nourri le mouvement municipaliste espagnol de 2015 qui a inspiré d'autres villes européennes par la suite. Pour réinventer la démocratie et remettre les citoyen.ne.s au cœur des décisions politiques, les différents mouvements municipalistes se sont appuyés sur des plateformes citoyennes numériques qui sont maintenant utilisées par des centaines de villes dans le monde entier. Dans le cas du mouvement Ahora Madrid la plateforme Decide Madrid. permettait par exemple à toustes les résident.e.s de plus de 16 ans de s'exprimer en proposant et votant. Si une proposition recevait plus de 1% des électeur.rice.s, elle était soumise à un référendum dont le gouvernement s'engageait à respecter l'issue. D'autres instances participatives à l'échelle des quartiers ont été mises en place ainsi que l'Observatorio de la ciudad (Observatoire de la ville). Cette assemblée citoyenne permanente se constituait de 49 citoyen.ne.s tiré.e.s au sort chaque année qui se réunissait 8 fois par an afin d'évaluer les politiques municipales. Ce dispositif n'a été mis en place que quelques mois avant que le droite ne soit réélue à la tête de Madrid en 2019, démantelant les différents dispositifs mis en place par l'équipe de Manuela Carmena et de l'adjoint à la participation citoyenne. Ce poste avait d'ailleurs été créé par le mouvement municipaliste une fois arrivé au pouvoir.

Le rôle de Marea Deliberativa aujourd'hui ?

Dernièrement, en amont des élections du 23 juillet, Marea Deliberativa et 17 autres associations ont lancé la campagne Démocratie pour le climat afin de faire valoir leurs revendications que l'on peut retrouver dans leur manifeste Étendre la démocratie pour faire face à l'urgence climatique. Elles réclament notamment un Pacte Écologique prévoyant une pérennisation des assemblées citoyennes pour qu'elles ne dépendent plus simplement de la volonté politique des partis. La droite du PP n'ayant pas obtenu la majorité absolue aux élections générales anticipées du 23 juillet dernier, comme cela était craint, les organisations de Démocratie pour le climat pensent se focaliser sur l'échelon national. Elles espèrent pouvoir obtenir un Pacte Écologique qui puisse avoir un impact structurel sur les institutions publiques sur le long terme. Ces différentes organisations qui militent toutes pour des organes de démocratie participative permanents et contraignants s'inspirent des modèles belges comme l'assemblée citoyenne permanente pour le climat mise en place par la région Bruxelles-capitale ou les commissions mixtes mêlant député.e.s et citoyen.ne.s. Elles s'inspirent également d'autres organisations européennes telles que, Democracy Next, la Sortition Foundation ou encore le mouvement citoyen suisse Agissons.

Pour aller plus loin :

-Une « démocratie réelle » : l'exemple espagnol (FR)

Communs : le jardin collectif "Esta es una plaza" (Ceci est une place)

Dans le quartier de Lavapiès de Madrid, dans la rue Doctor Fouquet, des citoyen.ne.s ont récupéré un espace abandonné depuis 30 ans pour le ransformer en un jardin accueillant différentes activités culturelles et artistiques. En 2008, des citoyen.ne.s du voisinage se sont réuni.e.s pour réfléchir ensemble à la transformation de cet espace, sur lequel se trouvaient auparavant une usine d'orfèvrerie et un atelier de poterie. Après plusieurs mois de négociations avec le conseil municipal, quelques manifestations sur la Plaza de Puerta Cerrada, et l'obligation de se constituer en association, les citoyen.ne.s ont obtenu une première concession de 5 ans en décembre 2009. Cette dernière a ensuite été reconduite plusieurs fois et arrivera à son terme dans deux ans. Esta es una plaza est le nom donné à ce jardin collectif autogéré et ouvert à toustes. Tout le monde peut proposer des activités et occuper l'espace, à conditions d'en prendre soin et de respecter la gratuité et les valeurs anti-raciste, anti-sexiste et anti-fasciste de la communauté. Toute personne qui le souhaite peut disposer d'une clé du jardin comme c'est le cas déjà pour 90 membres. Divers espaces y ont été aménagés tels qu'un potager, un compost et un méthaniseur, une zone laissée en friche, un cinéma en plein air, une bibliothèque et un atelier de bricolage partagés, des terrains de jeux pour les enfants et plusieurs fresques murales temporaires dont une de l'artiste Blu dont nous avions déjà croisé la route lors de notre passage dans quelques occupations italiennes (cf newsletter Rome).



Le jardin collectif "Esta es una plaza"

En quelques années, cet ancien terrain vague est devenu un îlot de fraîcheur au sein de la capitale, lieu de rencontre et de convivialité.
Les règles d'usages de ce commun sont décidées au sein de l'assemblée horizontale mensuelle. Plusieurs autres assemblées relatives aux différents projets s'auto-organisent en parallèle : groupes de parents, de promenades pour animaux de compagnie, du potager, de distributions de paniers de fruits et légumes, d'enseignant.e.s d'écoles du quartier, etc.

Madrid abrite différents espaces autogérés et communs urbains tels que celui-ci. Ces jardins collectifs, ou autres bâtiments publics ou privés occupés et réappropriés par les citoyen.ne.s, ont le plus souvent un usage socio-culturel similaire aux centres sociaux italiens. Mais ces dix dernières années, ils ont été nombreux à être évacués.

Vous pouvez retrouver l'ensemble de nos newsletters sur le site de CliMates.

Pour suivre nos aventures sur les réseaux :

Pour tout retour ou partage d'initiatives, n'hésitez pas à nous envoyer un mail à : legras.lea@gmail.com, cleafache@yahoo.fr, hug.chirol@gmail.com

Vous pouvez partager le lien d'inscription à notre newsletter autour de vous :

Newsletter version française
Newsletter version anglaise

This email was sent to {{contact.EMAIL}}

Se désinscrire

Envoyé avec Brevo

Bonjour à tous et toutes !

Après avoir voyagé pendant 4 mois en Europe, traversé 9 pays et 16 villes l'aventure touche à sa fin pour nous !



Au cours de ces 4 mois, nous avons pu discuter avec **des centaines d'activistes, de citoyen.ne.s, de chercheur.ses, d'élu.e.s** et découvrir **des outils démocratiques permettant aux citoyen.ne.s de se réapproprier le pouvoir politique** et de lancer des transformations écologiques et sociales à la hauteur de l'urgence : assemblées citoyennes, municipalisme, communs, coopératives, référendums locaux.

Nous avons partagé avec vous nos découvertes au travers de ces (souvent très longueeeeeees) newsletters, en essayant, au mieux, de les lier au contexte politique du pays et aux réalités de terrain.

Nous revenons de ces quatre mois en Europe plus convaincu.e.s que jamais que des alternatives à notre système actuel existent, et quelles sont les meilleurs remèdes pour lutter contre le fatalisme (le fameux "tout est foutu") et l'écoanxiété. Ces alternatives reposent sur trois piliers fondamentaux, **la démocratie, la décroissance et le soin**, qui doivent guider l'ensemble de nos politiques.



Toutes nos newsletters peuvent être retrouvées sur notre site internet.

A noter que six articles vont être publiés dans le *Green Europeen Journal* à la rentrée 2023-2024, reprenant plusieurs de nos newsletters.

Lors de notre voyage, nous avons également réalisé une interview pour le média *NOWU,* à retrouver sur leur site internet.



Notre travail de "recherche activiste" étant **très loin d'être exhaustif**, **nous lançons une édition 2.0 de CC-CoRDE pour l'année 2023-24**, ouvertes à tous.tes souhaitant partir à la découvertes d'autres pays, d'autres outils, ou approfondir le travail commencé.

Nous avons plein de contacts à partager de personnes déjà rencontrées ou non ! N'hésite pas à nous les demander si ça t'intéresse !

ET SURTOUT, si tu as envie de rejoindre l'aventure, tu peux répondre à ce mail ou nous contacter sur les réseaux de CliMates :

A bientôt
Et merci d'avoir suivi l'aventure ;)

Cléa, Léa & Hugo pour CC-CoRDE

This email was sent to {{contact.EMAIL}}

Se désinscrire

Envoyé avec Brevo